

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 19

JUILLET-AOÛT 1986

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais, kurde, italien, espagnol et turc.

Prix au numéro : France: 25 FF — Etranger : 30 FF
Abonnement annuel (6 numéros) France : 120 F — Etranger : 150 FF

Périodique bimestriel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org

E-mail: bulletin@fikp.org

- SOMMAIRE :
- NOUVELLES MESURES ANTI-KURDES EN TURQUIE
 - DEUX DISPARITIONS
 - PUBLICATIONS RÉCENTES
 - A SIGNALER
 - DANS LA PRESSE KURDE
 - LA REVUE DE LA PRESSE INTERNATIONALE, EN BREF
 - PUBLICATIONS EN VENTE

NOUVELLES MESURES
ANTI-KURDES
EN TURQUIE

Parallèlement aux opérations militaires de ratissage et de terreur menées dans les campagnes kurdes et à la répression policière dans les villes, les autorités turques mettent en oeuvre toute une série de mesures dites "administratives" visant à "combattre le séparatisme" kurde. Dans cette panoplie allant de l'érection de bustes et statues d'Ataturk sur les places des moindres bourgades kurdes, de l'inscription en lettres géantes sur les collines et montagnes du Kurdistan de paroles chauvines du dictateur turc, du genre "Un Turc vaut tout l'univers", ou "Quel bonheur pour qui se dit turc", à l'installation de hameaux stratégiques pour regrouper de force la population des villages kurdes, deux mesures récentes traduisent parfaitement l'esprit de cette croisade anti-kurde.

La première concerne le "changement de nom des villages". La presse turque, d'habitude si friande de gros titres à la une quand il s'agit de narrer les exploits de la vaillante armée turque contre les terroristes séparatistes ou les "malheurs des Turcs menacés de slavisation en Bulgarie" a annoncé la nouvelle dans un bref entrefilet d'une douzaine de lignes en page intérieure sous le titre "Nouveaux noms pour les villages" (voir Milliyet .5.86). On lit ainsi que sur ordre du Ministre de l'Intérieur 12 861 des 34 957 villages de Turquie ont été rebaptisés. Cette mesure affecte, officiellement du moins, toutes les régions administratives de la Turquie, mais "tandis que 80,65 % des villages de l'Anatolie du Sud-Est (lire le Kurdistan) ont reçu des nouveaux noms, dans la région de Marmara le pourcentage est de 13,39 %", précise laconiquement le journal. Ainsi, dans cette Turquie que la plupart des gouvernements occidentaux affirment engagée dans la "voie du retour à la démocratie", un Ministre de l'Intérieur peut, à la demande de l'armée, et sans aucune consultation des populations concernées, décréter de

- SOMMAIRE :
- NOUVELLES MESURES ANTI-KURDES EN TURQUIE
 - DEUX DISPARITIONS
 - PUBLICATIONS RÉCENTES
 - A SIGNALER
 - DANS LA PRESSE KURDE
 - LA REVUE DE LA PRESSE INTERNATIONALE, EN BREF
 - PUBLICATIONS EN VENTE
-

NOUVELLES MESURES
ANTI-KURDES
EN TURQUIE

Parallèlement aux opérations militaires de ratissage et de terreur menées dans les campagnes kurdes et à la répression policière dans les villes, les autorités turques mettent en oeuvre toute une série de mesures dites "administratives" visant à "combattre le séparatisme" kurde. Dans cette panoplie allant de l'érection de oustes et statues d'Ataturk sur les places des moindres bourgades kurdes, de l'inscription en lettres géantes sur les collines et montagnes du Kurdistan de paroles chauvines du dictateur turc, du genre "Un Turc vaut tout l'univers", ou "Quel bonheur pour qui se dit turc", à l'installation de hameaux stratégiques pour regrouper de force la population des villages kurdes, deux mesures récentes traduisent parfaitement l'esprit de cette croisade anti-kurde.

La première concerne le "changement de nom des villages". La presse turque, d'habitude si friande de gros titres à la une quand il s'agit de narrer les exploits de la vaillante armée turque contre les terroristes séparatistes ou les "malheurs des Turcs menacés de slavisation en Bulgarie" a annoncé la nouvelle dans un bref entrefilet d'une douzaine de lignes en page intérieure sous le titre "Nouveaux noms pour les villages" (voir Milliyet .5.86). On lit ainsi que sur ordre du Ministre de l'Intérieur 12 861 des 34 957 villages de Turquie ont été rebaptisés. Cette mesure affecte, officiellement du moins, toutes les régions administratives de la Turquie, mais "tandis que 80,65 % des villages de l'Anatolie du Sud-Est (lire le Kurdistan) ont reçu des nouveaux noms, dans la région de Marmara le pourcentage est de 13,39 %", précise laconiquement le journal. Ainsi, dans cette Turquie que la plupart des gouvernements occidentaux affirment engagée dans la "voie du retour à la démocratie", un Ministre de l'Intérieur peut, à la demande de l'armée, et sans aucune consultation des populations concernées, décréter de

changer brutalement les noms de lieux témoignant de leur passé souvent multi-millénaire. Ankara tente, par tous les moyens, de déposséder les Kurdes de leur personnalité historique et culturelle. Reste à savoir si ceux-ci, déjà affublés de force, depuis les années 1930, de patronymes turcs, accepteront d'adopter dans leur pratique quotidienne ces nouvelles appellations de leurs villages. Les précédentes tentatives de "rebaptisation", toutes réussies sur le papier, ont jusqu'ici échoué en raison du refus obstiné de la population kurde d'user de ces noms turcs dans la vie quotidienne.

L'autre mesure "anti-séparatiste" porte modification de la loi foncière et sera d'abord mise en oeuvre dans la plaine de Harran, et dans toute la province biblique d'Edessa (Urfa). Cette région où un grand barrage est en cours de construction se trouve au centre du projet turc de développement du Sud-Est (GAP). Dans le cadre de ce projet, une réforme agraire sera mise en oeuvre. A partir de 1992, les "paysans sans terre ou possédant peu de terres recevront 200 donums (1 donum représente environ 1 000 m², NDLR) de terres non irriguées ou 60 donums de terres irriguées par famille. Seront exclus du bénéfice de cette répartition des terres les personnes condamnées pour crime de tentative de modification de la Constitution et de séparatisme. En outre, ceux qui auront bénéficié de la réforme perdront tous leurs droits en cas de condamnation pour ces crimes". (Voir le quotidien turc *Tercüman* du 27.6.86, ou page 65 de la revue de presse du bulletin). Ainsi, tout Kurde qui pense que l'actuelle Constitution de la Turquie qui renie son existence n'est pas parfaite et qui revendique des droits pour son peuple peut être dépossédé, dans un pays où "le délit d'opinion n'existe pas".

Un autre fait récent montre jusqu'où peut aller le zèle anti-kurde des autorités d'Ankara. D'après le quotidien turc *Hürriyet* du 19.6.96, neuf hauts dirigeants de l'Institut National de la Statistique (DIE) turc comparaissent actuellement devant la Cour de Sûreté de l'Etat pour ... "séparatisme kurde". Le procureur de cette juridiction d'exception, instituée après le coup d'Etat militaire de septembre 1980 pour juger les crimes graves contre l'Etat, accuse ces hauts fonctionnaires d'avoir "attenté à l'unité nationale" en mentionnant le mot "kurde" dans le manuel de recensement de 1985. En fait, dans le manuel incriminé, le mot "kurde" figure en un seul endroit : Parmi une quinzaine de réponses possibles à la question "Hormis le turc, parlez-vous une autre langue ?", les rédacteurs du manuel avaient mentionné le kurde. Une langue parlée par plus de 12 millions de citoyens de la République turque mais qui, officiellement, n'existe pas et n'a jamais existé. Le procès, qui dure depuis novembre 1985, a été renvoyé à une date ultérieure pour complément d'enquête.

DEUX DISPARITIONS

La cause kurde vient de perdre deux de ses meilleurs défenseurs en Europe : Selahaddin Rastgeldi et Christian Rostoker.

Citoyen suédois d'origine kurde, le Dr. Rastgeldi naquit en 1928 dans la ville biblique d'Edessa (Urfa) au Kurdistan de Turquie. Après des études brillantes au Robert College d'Istanbul, il partit en 1947 pour la Suède, décidé à "vivre le plus loin possible de la dictature turque et du despotisme oriental". Il y fera sa médecine et grâce à son intelligence aiguë et à son labeur s'affirmera rapidement comme l'un des meilleurs spécialistes suédois des maladies cardio-vasculaires. Savant respecté, inventeur de médicaments et traitements nouveaux, le Dr. Rastgeldi reste très attaché à son Kurdistan natal et solidaire du combat du peuple kurde pour sa dignité et sa liberté. C'est ainsi qu'il crée en 1965 un Comité kurdo-suédois pour apporter une aide humanitaire aux Kurdes d'Irak luttant sous la direction du général Barzani pour l'autonomie de leur région dans le cadre de l'Etat irakien. Ce Comité, qui compte parmi ses membres M. Olof G. Tandberg, secrétaire international de l'Académie royale de Suède, M. Jan O. Nordlander, dirigeant de l'Institut suédois de politique extérieure, jouira rapidement du soutien du public suédois et sera ainsi en mesure de faire parvenir au Kurdistan Irakien une aide humanitaire évaluée à près de 4 millions de couronnes (autant de francs français), ce qui représente un résultat exceptionnel pour un pays de 8 millions d'habitants. Le Dr. Rastgeldi se rendra personnellement dans les maquis pour veiller à la bonne distribution de cette aide et consignera ses impressions de voyage dans un ouvrage intitulé "Det glömda kriget, rapport from det Irakiska Kurdistan" (La guerre oubliée, rapport sur le Kurdistan irakien) publié aux éditions Natur och Kultur en 1967. Devenu pour les Suédois "le médecin engagé dans la défense de Droits de l'Homme", très marqué par ses années passées en Turquie, Selahaddin Rastgeldi dénoncera dans toutes ses interventions publiques le "silence coupable des gouvernements des pays civilisés face à la barbarie qui consiste en cette fin du 20e siècle à interdire à des millions de gens de parler, de chanter, d'écrire librement dans leur langue". Il s'est éteint le 25 mars dernier à Stockholm, à l'âge de 58 ans, sans avoir revu sa ville d'Edesse ni assisté à l'émancipation de son peuple.

Le 28 juin, c'est un autre défenseur des Droits de l'homme, Christian Rostoker, Secrétaire général adjoint de la Fédération Internationale des Droits de l'homme (FIDH), qui nous a quittés, très prématurément, à l'âge de 30 ans, à la suite d'une crise cardiaque.

Né le 17 décembre 1955 à Paris, dans une famille aisée, il avait, dès son stage d'avocat, décidé de se consacrer aux droits de l'homme plutôt que de faire une carrière d'avocat d'affaires, à laquelle son milieu voulait le destiner. Militant de la Ligue des Droits de l'homme et de la FIDH, il devient rapidement un "commis-voyageur" de celle-ci, pour le compte de laquelle il parcourt la planète, du Chili en Thaïlande, du Kurdistan à Haiti, en passant par l'Ethiopie, le Maroc et le Salvador, afin d'enquêter sur les violations des droits de l'homme. Ses rapports de mission, sérieux, précis, bien étayés, sont répercutés par la presse française et internationale.

Souvent, les militants des pays où il a enquêté traduisent dans leur langue ces rapports et les font circuler sous le manteau. Rostoker devient un nom connu et estimé dans plusieurs pays victimes de la tyrannie et de l'intolérance. En France même, Christian Rostoker passait le plus clair de son temps à aider bénévolement les réfugiés politiques kurdes, tamouls, iraniens, turcs, latino-américains, les immigrés en situation difficile, les victimes du racisme, etc. Depuis sa première mission à Diyarbakir, au printemps 1979, il était particulièrement attaché à la défense du peuple kurde. Il était retourné à deux reprises au Kurdistan de Turquie, avait participé, aux côtés de Yilmaz G'oney, à des conférences de presse pour dénoncer la torture, les arrestations arbitraires, la persécution des Kurdes et autres violations des droits de l'homme perpétrées dans la Turquie des généraux. Il avait également effectué, en été 1983, une mission de 6 semaines au Kurdistan d'Iran. Après avoir activement contribué à la création de l'Institut Kurde, celui que nous appelions affectueusement "Rostokurde" était devenu notre conseiller juridique. La disparition de cet homme sensible, dévoué, généreux et courageux a été très douloureusement ressentie dans la communauté kurde.

PUBLICATIONS RÉCENTES

- . Jemal NEBEZ "Kurdistan we şoreşekey" (traduction kurde de l'ouvrage "Kurdistan und Seine revolution", Kurdistan et sa révolution). Publication de l'Organisation Socialiste des Etudiants Kurdes en Europe (SOKSE), Stockholm 1985, 415 p., en kurde central, car. arabes.
- . HAWAR "Horey Derwêşt Bazî" (Cris du Derviche rebelle), récit. Editions Çapemeniy Azad, Suède 1986, 264 p., en kurde central, car. arabes.

A SIGNALER

- SBS-TV, télévision nationale de l'Australie, a diffusé le vendredi 13 juin, à 21h 30 le film YOL de Yilmaz G'oney, qui avait obtenu la palme d'or au festival de Cannes en 1982. Ce même film sera diffusé par TF1 début septembre.
- Le Groupe Folklorique du Kurdistan d'Australie a présenté le 8 juin dernier un spectacle de musique et de danses au Recording Hall de Sydney. Cette manifestation a eu lieu dans le cadre du Festival International du folklore qui se déroule tous les ans dans diverses villes australiennes.

DANS LA PRESSE KURDE

. BERBANG (Aurore), magazine en langue kurde de la Fédération des Associations du Kurdistan en Suède, Box 45205, 104 30 Stockholm, a publié dans son numéro de juin (24 pages) un compte-rendu des travaux du 6e Congrès de cette Fédération, un article sur le 88e anniversaire de la publication du premier journal kurde, des notes de voyage d'un groupe d'étudiants kurdes en URSS, l'évocation de la mémoire de Hêmin, des informations sur la communauté kurde de Suède ainsi que sur la situation au Kurdistan, un résumé des débats du Parlement suédois sur la question kurde, deux contes, une rubrique de publications récentes, etc.

. GARÇIRA (Quatre flambeaux), périodique publié par le Projet Kurde, Risingeplan 3, 163 62 SPANGA, Suède. Au sommaire du n° 2 (52 pages) daté d'avril 1986 : une étude de Malmisaniy et M. Lewendî sur le journalisme kurde au Kurdistan du nord et en Turquie, "Le cavalier seul", nouvelle de Barê Nazê, un article de Malmisaniy sur la vie d'Ahmed Ramizê Licê, intellectuel et patriote kurde du début du siècle, un hommage au poète Hêmin, une étude de Mirella Galetti sur les Kurdes dans les sources italiennes, un texte de présentation d'un manuel de la langue kurde édité en 1921, un reportage illustré sur les oeuvres de Kosret Cemal, sculpteur kurde d'Irak, des notices biographiques sur l'Emir Ebdurrezaq Bedirxan et le poète Muxtar Caf, des contes, des poèmes, etc.

. NIŞTIMAN, périodique édité par l'Association culturelle des travailleurs du Kurdistan, KOK-KAK, P. Box 7031, 163 07 SPANGA, Suède. Au sommaire du numéro double 13-14 (32 pages) qui vient de paraître : un entretien avec l'historien kurde Kemal Elî, un article sur la question kurde dans les Conférences de Sèvres (1920) et de Lausanne (1923), une présentation de la ville de Diyarbakir, un texte sur les mouvements de résistance kurdes depuis le XIXe siècle, des informations sur la situation au Kurdistan, etc.

. SERDEMA NÛ (Ere Nouvelle), Box 7066, 163 07 SPANGA, Suède, vient de publier son numéro daté de juillet 1986. Au sommaire de ce numéro de 16 pages : un éditorial sur le droit à l'autodétermination, une chronique des événements de juin et la traduction kurde d'un article du Bulgare Chichmanov intitulé "Qui sont les Kurdes ?" publié dans le quotidien de Sofia "Otitchesteven Front" (Le Front Patriotique), traitant du sort des Kurdes en Turquie.

. TÊKOŞER (Le Militant), périodique de l'Union des Travailleurs et des Etudiants kurdes en Belgique, BP 33, 1730 ZELLIK, Belgique. Au sommaire du n° 32 (24 pages) de juin 1986 : l'éditorial de Pervîn sur la situation des Kurdes en Europe, un article de Fuad H. Xorşîd sur l'origine et la spécificité de la langue kurde, "L'histoire du Kurdistan" d'après l'Encyclopédie de l'Islam, une rubrique consacrée à la grammaire kurde, "Têtes rasées", un conte de Mihdî, des informations sur les activités de l'UTEK, etc.

. SVENSK-KURDISK JOURNAL, magazine édité en suédois par l'Association culturelle Suède-Kurdistan, Box 615, 191 26 SOLLENTUNA Suède, pour sensibiliser l'opinion suédoise à la question kurde. Au sommaire du numéro double 1-2 (44 pages) de juin 1986 : un article sur l'orientaliste suédois H.S. Nyberg au Kurdistan, par sa fille Sigrid Nyberg Kahle, une courte étude de Bo Utas sur les dialectes kurdes, un texte de Mehmed Uzun sur l'émir Celadet Ali Bedirxan, chef de file du mouvement de renouveau culturel kurde des années 1930, une interview de K. Nezan, président de l'Institut Kurde sur l'action et les perspectives de celui-ci, un hommage au Dr. Rastgeldî et au poète Hêmin, une présentation de la poésie kurde classique et moderne par Ferhad Shakely, "Khazê", nouvelle d'Ibrahim Cemal, des poèmes de Piramêrd et de Dildar, une nouvelle de M. Emîn Nezan et un reportage sur les enfants kurdes en Turquie.

LA REVUE
DE LA PRESSE
INTERNATIONALE
EN BREF

LE FILM DE GUNEY, YOL, est programmé le 13 juin sur la chaîne de télévision australienne SBS. Güney s'est inspiré des expériences de ses compagnons de prison. Il en a tiré "une sorte de grand voyage à travers le coeur historique, politique et surtout culturel de la Turquie" (Quotidien australien Sydney Morning Herald, 9.6.86).

LE KRAK DES CHEVALIERS : édifié sur l'emplacement d'un ancien fort kurde, il reste le symbole des Croisades (magazine français Nous Deux 11.6.86).

YADI AHMADI : ses "Poèmes d'exil" viennent d'être édités. (Journal suisse Vorwärts 19.6.86).

ENTRE TRADITION ET INTEGRATION : les Kurdes de Berlin. Les problèmes qu'ils rencontrent sont mal connus des Allemands. (Journal berlinois Der Tagesspiegel 29.6.86).

A LA MEMOIRE DE S. RASTGELDI (Journaux suédois Svensk-Kurdisk 1.6.86, Dagens Nyheter 26.3.86).

INTERVIEW DE KENDAL NEZAN : pour la défense d'une culture en péril (journal suédois Svensk-Kurdisk journal 1.6.86).

AU CENTRE SOCIAL DE LANESTER, la fête pour les femmes immigrées, parmi lesquelles une forte proportion de Kurdes. (Quotidien français Le Télégramme de Brest 20.6.86).

UNE LETTRE de l'Ambassadeur de R.F.A. à Canberra à un Membre du Parlement Australien, concernant les droits de la communauté kurde en Allemagne, malgré les avertissements du gouvernement turc (Canberra 29.5.86).

DANS LA PRISON DE DIYARBAKIR, les Kurdes sont soumis à la torture "où les conditions de vie sont effroyables et les soins médicaux inexistantes". (Quotidien britannique The Times 3.6.86).

LETRE AU REDACTEUR EN CHEF de l'International Herald Tribune, signée de l'Attaché de Presse de l'Ambassade d'Iraq à Washington, démentant les affirmations de Masud Barzani, à propos des combats victorieux qui ont opposé les peshmergas aux forces du gouvernement irakien (Quotidien américain International Herald Tribune 25.6.86).

LA DEMOCRATIE EN TURQUIE ? Non. (Journal libanais The Middle East, juillet 86).

A MALATYA, un reportage au pays de "l'assassin du pape", "entre les marchands d'abricots et les rebelles kurdes" (Quotidien français Le Monde 22/23.6.86).

TOURISME : "La Turquie de l'Est s'ouvre aux amateurs de paysages vierges et grandioses". Un reportage abondamment illustré. (Guide Gault-Millau, juin 1986).

SELON LE CHEF DU PDKI "Téhéran maintient 200 000 hommes au Kurdistan, dans 23 garnisons et près de 3000 postes militaires". Le PDKI a adopté une nouvelle tactique, abandonnant ses bases en Iran pour recourir à la guérilla. (Agence France-Presse AFP, 4.6.86).

REPRISE DES AFFRONTMENTS entre le PDKI et les forces de Téhéran (Agence France-Presse 23.6.86).

INDEPENDANCE : Manifestation à Bonn pour réclamer l'indépendance du Kurdistan et protester contre la répression exercée par le régime turc. 5 000 personnes y ont participé (Quotidien français Libération 2.6.86).

IL N'Y A PLUS AU KURDISTAN IRANIEN DE ZONES LIBEREES a déclaré un dirigeant de la Résistance, membre du Komaleh. Malgré une répression très dure contre la population, celle-ci résiste, en refusant de collaborer avec les forces militaires et en apportant son aide aux mouvements de résistance. Les peshmegas se sont repliés de l'autre côté de la frontière avec l'Irak, où sont installés les quartiers généraux du Komaleh, du PDKI et de l'UPK. Les heurts entre PDKI et Komaleh ont cessé, face à la gravité de la situation au Kurdistan iranien (Quotidien français Le Monde 26.6.86).

60 SOLDATS IRANIENS TUES (Quotidien français L'Humanité 20.6.86).

6 CIVILS TUES par les rebelles kurdes dans la province de Siirt (Quotidien français Ouest-France 28.6.86).

26 MAQUISARDS KURDES arrêtés en Turquie (Quotidien français Presse de la Manche 5.6.86).

LES YEZIDIS : ils sont assez nombreux à Berlin, réfugiés ou demandeurs d'asile. (Journal berlinois Der Tagesspiegel 29.6.86).

ERZURUM : 5 militants du PKK condamnés à mort (Agence France-Presse 26.6.86).

LES AFFRONTEMENTS ENTRE PESHMERGAS ET FORCES GOUVERNEMENTALES en Iran ont fait près de 145 morts chez les Iraniens, annonce le bureau du PDKI à Paris (Agence France-Presse 7.7.86).

REPORTAGE : la guerre oubliée des "maquisards kurdes qui défient Khomeiny" (Magazine français Jours de France 21.6.86).

REPORTAGE : deux mois chez les Kurdes d'Iran (Magazine français Géo juin 86).

21 EXECUTIONS SANS JUGEMENT en Iraq, selon un rapport d'Amnesty International. Il s'agirait de 15 étudiants ou lycéens d'Erbil, arrêtés et exécutés sommairement en public à la suite d'une tentative d'attentat contre le Gouverneur d'Erbil, ainsi que de 6 prisonniers âgés de moins de 18 ans, arrêtés sans chef d'accusation et qui n'avaient pas été jugés, détenus à la prison de Suleymaniyé. (Amnesty International 11.7.86).

TURQUIE : le seul pays membre du Conseil de l'Europe où le nombre de détenus politiques soit si important. Le pays des procès interminables. Le seul pays d'Europe où la torture soit systématique... Communiqué du Groupe d'Auch d'Amnesty International (Quotidien français Sud-Ouest 9.7.86).

RECEP MARASLI, détenu dans la prison de Diyarbakir, condamné selon Amnesty International à 36 ans et demi de prison, a été victime de sévices. L'Ambassadeur de Turquie à Bruxelles dément. Pour lui, il s'agit d'une "campagne subversive et mal intentionnée" (Quotidien belge Le Soir 16.7.86).

LA TORTURE N'EPARGNE MEME PAS LES ENFANTS : c'est l'objet d'un rapport d'Amnesty International sur les violations des droits de l'homme perpétrées en Irak contre les Kurdes (Quotidien italien Il Manifesto 13.7.86).

LA TURQUIE MASSE DES TROUPES à la frontière irakienne (Hürriyet 7.6.86).

NOS CAMIONS DE TRANSPORT BLOQUES à la frontière. L'Irak n'arrive pas à assurer la sécurité de la route internationale E5. Les peshmergas de Barzani attaquent de nuit les camions turcs et étrangers (Milliyet 8.6.86).

NOUVEAU SEISME DANS LE SUD-EST : 1 mort, 4 blessés (Milliyet 8.6.86).

MESURES CONTRE LE PKK (Tercüman 16.6.86).

COMMENT LE KURDE A-T-IL PU ENTRER DANS LE MANUEL DE RECENSEMENT ? Les anciens et les nouveaux dirigeants de l'Institut National de la Statistique poursuivis par la Cour de Sûreté de l'Etat pour séparatisme kurde (Hürriyet 19.6.86).

ALLEGATIONS DE TORTURE devant le tribunal de l'état de siège de Diyarbakir : "On nous a fait avaler des excréments pendant deux heures. Mon compagnon de cellule Bedri Tan est mort sous la torture. pour oublier cette horreur, je me suis fait arracher toutes les dents" déclare Ferat Cemiloglu, Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Diyarbakir (Hürriyet 20.6.86).

48 CONDAMNATIONS A MORT RECLAMEES par le Procureur du Tribunal de l'état de siège d'Adana dans le procès de 638 membres présumés de la section d'Adana du PKK (Milliyet 22.6.86).

DEUX ESCADRONS DE LA MORT viennent de s'infiltrer en Turquie, avertit la Direction de la Sûreté Générale (Hürriyet 20.6.86).

LE BARRAGE DE KARAKAYA sur l'Euphrate sera bientôt achevé. Si elle le décide, la Turquie pourra priver pendant plusieurs années la Syrie et l'Irak des eaux de l'Euphrate pour les amener à composer (Milliyet 20.6.86).

"IL N'Y A PAS DE TORTURE EN TURQUIE" affirme devant le Parlement Européen le Dr. Klaus Haensch, Vice-Président de la Commission des Affaires Politiques (Milliyet 26.6.86).

14 CONDAMNATIONS A MORT, 14 réclusions à perpétuité (Tercüman 27.6.86).

5 CONDAMNATIONS A MORT, 3 réclusions à perpétuité au procès de la section de Kars du PKK (Milliyet 27.6.86).

UN MEMBRE DU "CHEMIN DE LA LIBERTE" condamné à mort (Hürriyet 28.6.86).

DESCENTE DE NUIT des traîtres, à Şirnak : 6 morts (Hürriyet 28.6.86).

UN PAYSAN TUE pour avoir refusé de prendre un tract séparatiste (Tercüman 3.7.86).

"INFILTRATIONS PAR LA FRONTIERE STOPPEES : l'extermination des bandits séparatistes est proche", déclare le Ministre de l'Intérieur Akbulur (Milliyet 1.7.86).

L'ETAT TEND LA MAIN A L'EST. Une aide urgente de 10 milliards de liras turques (environ 100 millions de FF) va être débloquée pour le développement de l'éducation dans l'Anatolie de l'Est et du Sud-Est (Tercüman 1.7.86).

LE NIMROUD DAGH va figurer sur la liste du patrimoine culturel universel (Tercüman 9.7.86).

DEUX NOUVELLES VICTIMES DES BANDITS. Leur attaque contre un village du Şemdirli s'est soldée par 2 morts, 4 blessés (Milliyet 10.7.86).

ARRESTATION DE 8 MILITANTS membres d'organisations illégales (Hürriyet et Milliyet 13.7.86).

COOPERATION PKK-ASALA (Milliyet 14.7.86).

LA COUR DE CASSATION CONFIRME 10 condamnations à mort prononcées par la Cour Martiale de Diyarbakir contre des militants du PKK. D'autres peines, jugées insuffisantes, sont infirmées (Hürriyet 14.7.86).

IL FAUT CHANGER LES MENTALITES. La répression seule ne suffit pas pour vaincre le séparatisme, déclare le Ministre de l'Intérieur Akbulur (Tercüman 15.7.86).

C'EST NOUS QUI AVONS TUE LES 9 SOLDATS avoue un membre du PKK au cours de son procès à Diyarbakir (Milliyet 20.7.86).

SAUVAGERIE DU PKK, il a assassiné la mère et le neveu d'un repenté (Milliyet 21.7.86).

LE PLAN SANGlant du "terroriste mort" : on le croyait mort et enterré. Mais il est bien vivant et vient de pénétrer en Turquie par la frontière iranienne à la tête d'un groupe d'action (Milliyet 20.7.86).

10 MILITANTS ARRETES : il s'agit de membres d'organisations illégales, le Parti Communiste du Travail de Turquie et le Parti Communiste du Kurdistan, appréhendés dans la province d'Elazig avant la mise à exécution de leur plan terroriste (Hürriyet 22.7.86).

IMPORTANTES INVESTISSEMENTS EN ANATOLIE DU SUD-EST : construction d'un nouvel aéroport, doublement d'ici à la fin de l'année des centraux téléphoniques (Milliyet 23.7.86).

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR va visiter l'Est. Selon lui, "les séparatistes ne prennent pas de vacances". (Tercüman 23.7.86).

OPERATION TRAITRESSE : 3 MORTS. Après le rapt de 3 hommes avant-hier, des membres de la bande séparatiste viennent de faire une descente dans un village de la région de Siirt. Bilan : 3 morts, 5 blessés (Hürriyet 25.7.86).

PUBLICATIONS EN VENTE

L'Institut Kurde diffuse des livres, disques, cassettes et cartes postales. Vous en trouverez la liste ci-dessous. Pour vous les procurer, envoyez le bon de commande ci-dessous, avec votre règlement par chèque, CCP ou mandat. Aucun envoi ne peut être fait contre remboursement.

<u>LIVRES</u>	LES KURDES, Basile Nikitine	128 F
	LES KURDES ET LE KURDISTAN (ouvrage collectif)	40 F
	LE KURDISTAN D'IRAN, Aide Médicale Internationale	85 F
	GRAMMAIRE KURDE, Bedir Khan et R. Lescot	140 F
	MANUEL DE KURDE SORANI, Joyce Blau	80 F
	LE KURDE DE AMADIYA ET DU DJEBEL SINJAR, J. Blau	100 F
	OI KOURDOI (en grec)	
	KURDEN HEUTE (en allemand)	
<u>VIDEO</u>	DENGÊ KURDISTANÊ (Kurdistan Collective)	300 F
<u>CASSETTES</u>	WELATÊ ME KURDISTAN (Video Kurdistan)	300 F
	KÎNE EM (Video Kurdistan)	300 F
<u>DISQUES</u>	ŞIVAN PERWER, the Kurdish Troubadour	70 F
<u>CASSETTES</u>	Şivan, n° 1 à 7	35 F
	Şivan, n° 8 et 9	40 F
	JI BO ZAROKEN KURDISTAN, Şivan	35 F
	STRANEN ME DOSTIN, Şivan et Melike Demirag	35 F
	Gulistan, n° 2 et 3	35 F
	M. Koç, n° 12	35 F
	Arif û Hesen Cizrewî (éd. Institut Kurde)	35 F
	LA VOIX DES FEMMES KURDES "	35 F
	Aramê Tîgran "	35 F
	MUSIQUE INSTRUMENTALE KURDE "	35 F
	MUSIQUE POPULAIRE DU KURDISTAN, n° 1 à 4)	
	(éd. Institut Kurde)	35 F
	Cwan 3 "	35 F
	AZADBUNA MEHMET KARATAŞ, conte dit par S. Baker	35 F
<u>CARTES</u>	Noir et Blanc	2 F
<u>POSTALES</u>	Couleur	3 F
<u>PUBLICATIONS</u>	Hêvî, revue littéraire, en kurde, n° 2, 3 et 4	40 F
<u>DE L'INSTITUT</u>	Studia Kurdica, revue d'étude, n° 1 (arabe et persan)	40 F
	n° 2 (arabe), n° 3 (turc)	30 F
	Bulletin de Liaison et d'Information	
	n° 5 à 8, 10 à 16	25 F

BON DE COMMANDE

Je désire recevoir les publications suivantes :

.....	Nombre	x	F =	FF
.....	Nombre	x	F =	FF
.....	Nombre	x	F =	FF
.....	Nombre	x	F =	FF
.....	Nombre	x	F =	FF

Je joins un chèque de F, représentant le montant de ma commande.

NOM :

ADRESSE :

Turkey through the eyes of an underground film

YOL (The Way) won the 1982 Golden Palm best film award at Cannes, not necessarily for its technical or acting brilliance, but for its deep-felt portrayal of the tragedy of contemporary Turkish life.

The film has a fascinating history. It was written from prison by Yilmaz Guney, the 49-year-old dissident film-maker and actor who has spent half of the past 20 years as a political prisoner of Turkey's various right-wing dictatorships.

Once Guney knew the footage for *Yol* was safely smuggled out of the Turkey, he escaped from prison and edited it in France. He is still in hiding, and still making the films that

YOL

On SBS at 9.30 pm.

Turkey to prominence in world cinema.

Yol may well offend Turks because of its bleak portrayal of the harshness of their country's politics and culture. And it is harrowing. It is the story of three prisoners on a week's leave from a semi-open prison, who make the journey across Turkey to their various homes.

Their journey is spiritual as well as physical, becoming a process of



Dissident Turkish actor and

to confront their inner feelings as well as the truth of their existence as men within an unforgiving and uncompromising Turkish culture.

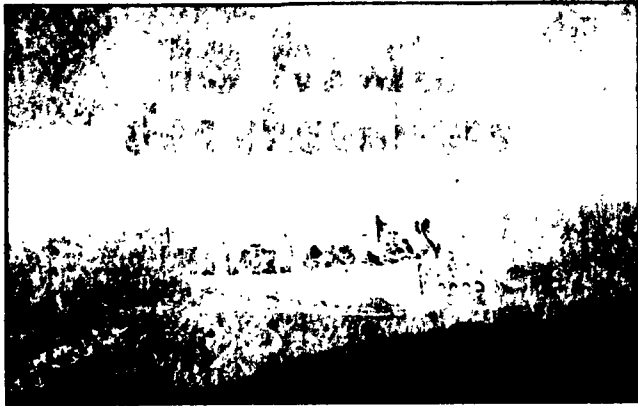
Guney drew the inspiration for the script from the experiences of his fellow-prisoners. The three main characters in the film return home to find bitterness, uncompromising unforgiveness and hate, sometimes aggravated by their own personal prejudices.

One returns home to claim his wife and child, but is bitterly rejected by the wife's family. The second also sets out to claim his wife, who has been unfaithful to him and has been chained and imprisoned by her to his Kurdish village on the Syrian border and his fiancée.

What we see in this film is a kind of grand journey into the historical, political and, most strongly, the cultural heart of Turkey. The conclusions are not flattering. Yilmaz Guney did not intend them to be.

Yol, in fact, was entered officially at Cannes only a few hours before screening, in order to avoid political incident.

One criticism. The subtitles are hard to read, but try not to let this put you off. Despite some editing that reduces dramatic impact, *Yol* is a powerful film, worth the standing ovation it received at Cannes.



ET SI NOUS PARTIONS EN VOYAGE ?

OUS les écoliers d'Europe se sont penchés, un jour, sur leur livre d'histoire, pour rêver devant une photo du Krak des Chevaliers.

C'est vrai qu'en le voyant de près, flanqué de ses belles tours crénelées et de son chemin de ronde, il évoque vraiment le château de notre enfance. Edifié sur l'emplacement d'un ancien fort kurde, à 750 m d'altitude, il occupe le sommet d'une colline.

Malgré sept siècles d'abandon et de dépédations, il demeure dans un remarquable état de conservation par rapport aux autres châteaux francs de Syrie. Il reste le symbole des croisades.

La fertilité de la contrée environnante, désignée sous le nom de plaine de la Boquée, assurait l'entretien d'une garnison de 2 000 hommes d'armes, de leurs serviteurs, de leurs chevaux, et la mainte-

nance de gigantesques réserves de vivres.

La visite du château est passionnante, car elle permet de se rendre compte de la vie de cette époque. Une passerelle banale remplace l'ancien pont-levis qui donne accès à une rampe à larges degrés accessibles aux cavaliers. L'épaisseur des murs et la taille des pierres sont impressionnantes. De hautes portes surmontées de mâchicoulis et flanquées de salles de garde permettent d'accéder à une cour intérieure. Plus loin, une galerie ouvre sur la « grand'salle », superbe pièce de 27 mètres de long sur 7,50 m de large, qui servait surtout aux réunions à caractère militaire. A droite de la cour : la chapelle, prise dans les remparts ; aujourd'hui, on peut voir un mirhab en pierre adossé à un pilier rappelant que ce lieu de culte fut transformé plus tard en mosquée.

Le château réserve bien



Des tours qui montent la garde.



d'autres surprises : après avoir suivi des terrasses, monté des escaliers, longé des couloirs immenses, on débouche sur une très vaste salle de 120 m qui comportait un puits, des fours à pain, et qui servait d'entrepôt. Au même niveau, une construction analogue abritait les réserves de vivres qui étaient considérables, puisqu'on les évaluait à cinq ans des besoins de la garnison. Le château était entouré d'une imposante douve maçonnée. L'eau de l'aqueduc qui passait sous les murailles, et les eaux de pluie, drainées par des canalisations, alimentaient ce bassin, élément de défense en cas d'attaque.

REPORTAGE CHANTAL MANONCOURT

Yadi Ahmadi — die «Eule im Exil»

«Neue kurdische Gedichte» nennt der Exil-Kurde *Yadi Ahmadi* seinen schmalen Gedichtband, der bei Pinkus Genossenschafts-Buchhandlung, Froschengasse 7, 8001 Zürich bestellt werden kann. (15 Franken)

«Wenn ich sterbe
hängt mich nackt
wie die eule im schlaf
wenn ich sterbe
hängt mich nackt
an das himmelstor
so wie ich lebte
hängt mich nackt
sodass die nachtvögel
und mein schwarzes fell
und meine innere glut
an die kommenden
generationen
beschreibend
flüstern»

1952 geboren, im kurdischen Iran oder im iranischen Kurdistan: «auf der suche nach brot reiste ich aus kurdistan (iran) aus. Die reise bedeutete zugleich den besuch der grössten universität: der strassense.» In der BRD verbüsste Yadi Ahmadi der bisher im Selbstverlag zwei Bücher auf Deutsch (!) publiziert hat, eine Gefängnisstrafe. Danach ersuchte er bei uns um politisches Asyl und bekam es. Damit gab er sich aber nicht zufrieden: Er wollte kämpfen, kämpfen für andere Asylsuchende.

Er setzt sich solidarisch ein für Flüchtlinge und machte vor einiger Zeit mit einer Hungerstreik-Aktion für bessere Wohnungsbedingungen von sich reden. Die Polizei schritt zwar ein — Yadi Ahmadi hatte aber (nach zwanzig Wohnungswechseln!) endlich eine rechte Unterkunft. Das Bändchen «Eule im Exil»

wurde von Schweizer Freundinnen und Freunden behutsam in Szene gesetzt; *Mahdi Hossein*, «ein begabter kurdischer Jungmaler», wie er vom Autor vorgestellt wird, hat — zusammen mit dem Verfasser selbst — Illustrationen beigetragen, die uns etwas ahnen lassen von kurdischer Bildlichkeit. Ebenso bildlich sind die Gedichte, die — trotz des insistierenden Engagements — nie papierig wirken, sondern immer gefühlt und erlebt, besonders da, wo konkret ein freies Kurdistan gefordert wird. Diese Forderung erhebt Ahmadi sowohl gegen eine dekadente Bourgeoisie als auch gegen Faschos, gegen linke und rechte Phrasologie. Die Perspektive der Generation ist immer präsent — wie bei allen Kämpfenden (nur Resignierte erinnern sich nicht mehr an das, was vor ihnen geschah...), sei es in Reminiszenzen an die Französische Revolution, an die Spanische Republik oder an Ereignisse und Gestalten der eigenen kurdischen Geschichte. Nur aufgrund eigener Erfahrungen konnte er wohl ein Gedicht schreiben wie das folgende, das ebenso poetisch wie politisch, konkret wie verträumt ist:

«jäger bei nacht
wenn die ungeheure schwarze nacht
ihre tödlichen flügel über die stadt
ausbreitet
und die eule auf der flucht vor ihren
jägern an meinen leuchtenden fenstern
asyl sucht
so öffne ich»

Hier ist kein Wort überflüssig; und doch jedes notwendig. Notwendig wie der Kampf für menschlichere Behandlung der Asylsuchenden in unserem Lande.
Hans Peter Gansner

Zu Hause in fremden Sprachen

Als Kurde in Berlin — Zwischen Tradition und Integration

Den Deutschen, sagt der 17jährige Siamend, falle zum Stichwort „Kurden“ immer gleich Karl Mays „Durchs wilde Kurdistan“ ein. Doch so, wie dieser sie in seinem Buch — ohne sie zu kennen — beschrieben habe, seien sie eben nicht. Über die Wirklichkeit dieses Volkes wüßten leider nur wenige hier Bescheid. Die Kurden stammen aus einem Gebiet, das staatsrechtlich zur Türkei und Syrien, zum Irak und zum Iran gehört. Seit Jahrhunderten versuchen die Regierungen dieser Länder die Kurden zu unterdrücken, eine Verfolgung, die bis zu Massenvernichtungen führte.

Nicht nur die politischen Verhältnisse, auch die wirtschaftliche Vernachlässigung ihrer Gebiete zwang viele von ihnen wegen der Massenarbeitslosigkeit zur Emigration. Im Exil beginnen neue Probleme: So landen kurdische Kinder, die nicht in deutsche Regelklassen kommen, häufig in türkischen Klassen. Diejenigen der Kinder, die weder deutsch noch türkisch sprechen, werden aufgrund dieser Benachteiligung auch schon mal auf Sonderschulen geschickt, weil sie für geistig behindert gehalten werden.

An ähnliche Schwierigkeiten mit seiner Muttersprache erinnert sich Siamend noch aus seiner Heimat: Geboren ist er in einem Dorf im Norden Syriens, bei ihnen zu Hause wurde nur kurdisch gesprochen — eine Sprache, die in der Schule allerdings streng verboten war. Dort mußte er das erste Mal die offizielle Landessprache Arabisch lernen. Sein Vater, ein politisch engagierter Großgrundbesitzer, war dann gezwungen, das Land zu verlassen, um einer politischen Verfolgung zu entgehen.

So kam Siamend vor acht Jahren nach Berlin und mußte die nächste Sprache lernen — Deutsch. Heute geht er in die 12. Klasse: „In der Schule bin ich als Kurde akzeptiert. Die meisten meiner Freunde sind Deutsche, ein paar Türken sind auch darunter.“ Im Gegensatz zu seinen Eltern hat er keine Schwierigkeiten mit der Sprache. Für sie allerdings habe die Flucht den sozialen Abstieg bedeutet. Sein Vater mußte jede Arbeit annehmen, heute ist er arbeitslos.

Zu Hause reden sie auch in Berlin fast nur kurdisch, bewahren die Traditionen. Eines Tages wollen sie in ihre Heimat zurückkehren — auch Siamend. Ob er sich an sie überhaupt noch erinnere? „Natürlich. Das war ja ziemlich

aufregend, seine Muttersprache nicht sprechen zu dürfen. Dann die heimlich gefeierten Feste und die in Erdlöchern versteckten Bücher, so etwas vergißt man nicht so schnell.“

Für einen Deutschen sei sein Nationalgefühl vielleicht schwierig zu verstehen, aber die hätten ihren eigenen Staat, was auch das Ziel der Kurden sei. Das stehe noch in weiter Ferne, gerade im Moment, wo sich Kurden im iranisch-irakischen Krieg gegeneinander bekämpfen. „Aber nicht alle Kurden denken wie ich.“ fügt er hinzu. Aus der Türkei gebe es viele Kurden, die nicht zurückwollten, schon aus wirtschaftlichen Gründen.

Von ausländerfeindlichen Tendenzen hier fühlt er sich nicht so stark betroffen wie zum Beispiel die Türken. Er schätzt die Bundesrepublik als freies Land, wo man seine Meinung sagen könne — aber zurück will er auf jeden Fall. Mittlerweile habe sich die Situation für die Kurden in Syrien auch verbessert. Das könne sich aber von heute auf morgen wieder ändern, antwortet er auf die Frage, warum er dann noch nicht zurückgegangen sei. Außerdem wolle er hier erst sein Abitur machen und danach etwas studieren, was er auch in seiner Heimat gebrauchen könne — Medizin zum Beispiel, aber der Numerus clausus...

Mit dem Gedanken einer Rückkehr im Hinterkopf ist für Siamend die Pflege der heimatischen Kultur sehr wichtig. Im kurdischen Kulturzentrum gibt es Musik-, Theater- und Tanzgruppen, in denen die alten Traditionen wachgehalten werden sollen. Die Jugendlichen haben außerdem eine Sportgruppe ins Leben gerufen, in der sie hauptsächlich Fußball spielen. Mit ihrer Mannschaft würden sie gerne auch an Turnieren teilnehmen als eingetragener „kurdischer Fußballverein“, doch bisher haben sie keine Zulassung vom Sportbund erhalten.

Doch er verbringt seine Freizeit keineswegs nur mit Landsleuten. Ansonsten mache er, was alle anderen Jugendlichen auch machen: Freunde treffen, ins Kino gehen. Obwohl: Ins Kino gehe er gar nicht so häufig, weil es zu teuer sei und man die Filme ja ebensogut auf Video gucken könne: „So ist nun mal die Generation, die jetzt kommt.“ Bleibt zu fragen, ob dann wenigstens die kurdische Kultur das Videozeitalter unbeschadet überstehen wird?

Lutz Ehrlich

VIE
CULTURELLE

IN MEMORIAM

Selahaddin Rastgeldi
till minne

En av de mest kända kurderna i Sverige, med dr Selahaddin Rastgeldi, har avlidit i en ålder av 58 år.

Han föddes i Urfa, Turkiet. Han avlade bl a en Bachelor of Science-examen vid Robert College i Istanbul 1947 och samtidigt turkisk studentexamen. 1947 blev han laboratorieassistent hos professor Eric Jorpes vid kemiska institutonen vid Karolinska institutet i Stockholm och blev 1957 — efter att ha erhållit tillstånd att studera medicin i Sverige — med lic samt 1958 med dr. 1961 blev han svensk medborgare och 1963 ledamot av Svenska läkarsällskapet.

Rastgeldi bildade 1965 en solidaritetsorganisation, "Svensk-kurdkommittén", tillsammans med Märta Hansson, änka efter en kurdisk nationalist och prins, Olof G Tandberg, Vetenskapsakademiens internationelle sekreterare, och Jan O Nordlander, Utrikespolitiska institutet. Svensk-kurdkommittén ansåg sig i första hand vara en humanitär hjälporganisation för den kurdiska civilbefolkningen. Ansträngningarna in-

riktades på att samla och sprida information om den irakiska arméns krigföring i det då pågående kriget mellan Baath-regimen och Barzani. I detta syfte skickades Rastgeldi 1967 till irakiska Kurdistan. Dennes iakttagelser utmynnade i en bok kallad "Det glömda kriget — rapport från det irakiska Kurdistan" (Natur och Kultur, 1967). Boken är en utmärkt beskrivning av civilbefolkningens svåra situation och innehåller många bra bilder. Svensk-kurdkommittén skickade i två omgångar läkemedel till ett sammanlagt värde av 3-4 miljoner kronor till irakiska Kurdistan. Men man hade svårigheter att nå fram med hjälpsändningarna. Slutligen lämnade Sovjetunionen tillstånd och medicinen nådde på så sätt fram via Aserbajdsjan och Iran. Kommittén inbjöd också den islamiska revolutionens representant Ismet Cherif Vanly till Sverige 1967. Denne var vid den tiden Barzani's representant utomlands.

På senare år ägnade sig Rastgeldi mer av sin tid åt (bibliskt-) historiska stu-



dier av text och bild, särskilt med utgångspunkt i hembygden Edesa/Urfa och dess förbindelse med Jesusgestalten och publicerade essäer om detta i vetenskapliga tidskrifter. Närmast sörjande är dotter, son och syskon.

DAGENS NYHETER Onsdagen den 26 mars 1986

Selahaddin Rastgeldi död

Läkare med engagemang för förföljda människor

Med dr Selahaddin Rastgeldi, Stockholm, har avlidit i en ålder av 58 år.

Han föddes i Urfa, Turkiet. Han avlade bl a en Bachelor of Science-examen vid Robert College i Istanbul 1947 och samtidigt turkisk studentexamen. 1947 blev han laboratorieassistent hos professor Eric Jorpes vid kemiska institutonen vid Karolinska institutet i Stockholm och blev 1957 — efter att ha erhållit tillstånd att studera medicin i Sverige — med lic samt 1958 med dr. 1961 blev han svensk medborgare och 1963 ledamot av Svenska läkarsällskapet. På senare år ägnade han mer av sin tid åt (bibliskt-) historiska studier av text och bild.

inte för att han var rädd men han ville inte bli indragen i de ständiga personkomplotter som tycks vara flyktingars öde.

Selahaddin Rastgeldis engagemang i den kurdiska civilbefolkningen blev en börda. På hans mottagning på Strandvägen kunde det hänga klasar av hjälpsökande — och han gav även när han inte längre hade något att ge, ty han hade sett krigets ansikte och visste vad det innebar att komma till ett främmande land och söka hjälp.

Jag kommer ihåg en replik från hans gamle lärofader i Sverige professor Erik Jorpes, som när han fick höra att jag var Selahaddins vän lutade sig fram och sade på engelska: "Fin-



tets medicinsk-kemiska institution hos professor Erik Jorpes. Vi var alla imponerade av hur snabbt denne turkiske kurd kunde lara sig behärska svenska.

Hans stora intresse för experimentellt arbete visade sig snabbt fruktbart och gav till resultat bl a en för tiden helt ny princip att med centrifug särskilja olika typer av blodkroppar och anrika desamma i utvald vätska. På den-

Kurdiska institutet i Paris — ett försvar för en hotad kultur.

Intervju med Kendal Nezan

Intervjuare: Hewraz Germiyani



Kurdiska Institutet i Paris, 106 rue Lafayette.

Kurdiska institutet i Paris grundades 1983 för att stärka och vidareutveckla den kurdiska kulturen i exil. Institutet ger forskare, författare och konstnärer möjligheter att arbeta med och studera den kurdiska kulturen för att därigenom kunna "försvara en hotad tusenårig kultur". Svensk-Kurdisk Journal har intervjuat institutets ledare Kendal och i intervjun redogör Kendal för institutets syfte och arbetssätt.

Institutets verksamhet är av största betydelse för kurderna i exil och för hela det kurdiska folket, som ju i stor utsträckning saknar möjligheter att i sitt hemland bedriva motsvarande arbete.

Varje organisation har en historia, hur ser historien ut för det kurdiska institutets tillblivelse?

Tanken att skapa en institution till försvar för och spridning av den kurdiska kulturen föresvävade för några år sedan vissa kurdiska intellektuella. På grund av det kurdiska folkets tragiska politiska situation — sönderslitet mellan flera stater, underkuvat, berövat de mest elementära fri- och rättigheter etc — kunde en sådan institution bara grundas och fungera fritt i Västeuropa. Förverkligandet av en idé, hur klok den än är, förutsätter de rätta mänskliga

och materiella medlen. Efter militärkuppen i Turkiet september 1980 flydde ett stort antal kurdiska intellektuella och konstnärer till Europa och bildade tillsammans med dem som hade flytt under de tidigare vågorna av förtryck en betydande mänsklig maktfaktor. När den franska vänstern kom till makten i maj 1981 fick vi lagliga, och i viss utsträckning också materiella möjligheter att slutligen förverkliga vårt projekt.

Ett dussintal kurdiska intellektuella och konstnärer hemmahörande i Irak, Iran, Syrien, Turkiet och Sovjetunionen, alla mycket välkända och respekterade för sina bidrag till kurdernas kultur och till deras sak stod faddrar när det Kurdiska Institutet grundades och gav det en moralisk auktoritet som är oundgänglig för en organisation som vill vara enande och som vänder sig till den kurdiska befolkningen i dess helhet.

Det bör sägas att några skulle ha velat se denna enhet i form av en "representativ kommitté", eller mer exakt som en sammanslutning av kurdernas politiska partier och grupperingar. En sådan lösning är knappast realistisk för den nationella kurdiska rörelsen i dess nuvarande situation; mycket uppsplittrad på det politiska planet, med grupper som ibland ligger i öppen strid med varandra skulle man snabbt finna sig vara paralyserad, i en återvändsgränd. I en politisk situation som är så ogynnsam skulle ett sådant närmande vara felaktigt. Ty det handlar inte om att skapa en nationell kurdisk regering i exil utan ett kulturellt institut. Kurderna skall, som andra folk, vänja sig vid att erkänna kulturens självständighet i förhållande till politiken. Jag är lycklig över att kunna konstatera att verkliga framsteg har gjorts på detta område sedan Institutet tillkom.

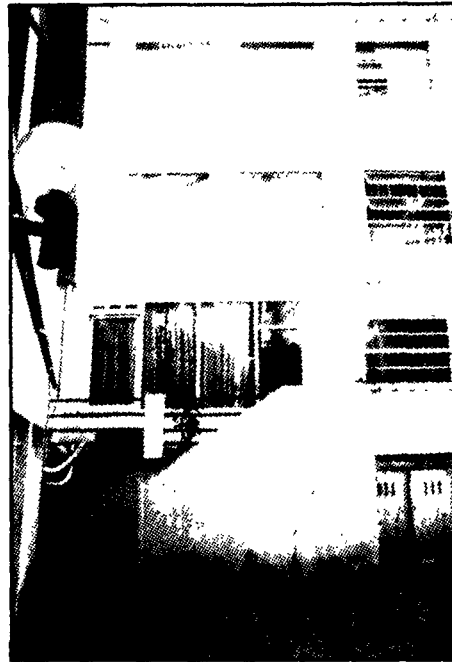
Innebär det att Institutet är en opolitisk organisation?

Landsförvisningen, utstötningen och nedbrytningen av den kurdiska kulturen är delar av ett mer allmänt förtryck som det kurdiska folket är offer för sedan Kurdistan delades. Åtgärden att förbjuda kulturen hos ett folk som fallit offer för vissa staters politik är alltså en politisk handling i detta begrepps vidare bemärkelse. Men det är inte en stödåtgärd till förmån för den ena eller andra politiska organisationen, det ena eller andra politiska partiet i Kurdistan. Vår handling är en motståndshandling på det specifika kulturområdet till förmån för hela den kurdiska nationen.

Vad är det viktigaste som Institutet har uträttat sedan grundandet och fram till idag?

Som ni vet invigdes Institutet den 24 februari 1983; det existerar alltså sedan lite mer än tre år tillbaka. För en aktion som ställer in sig på lång sikt är den tiden för kort för att göra ett bokslut. Men man kan ge en uppfattning om det

arbete som hittills utförts. Vår viktigaste uppgift är att samla alla skrift-, ljud- och bilddokument med anknytning till kurderna, deras historia, kultur och nuvarande situation. Det gäller att skapa kärnan till ett kurdiskt nationalbibliotek. För närvarande har vi det största kurdiska biblioteket i västvärlden med ca 3400 verk på 25 språk, 4 000 diapositiv, 75 filmer (reportage och dokumentärer), 420 timmar musik, skivor, samlingar av gamla och nya kurdiska tidskrifter och tidningar, europeiska pressklipp om kurderna sedan 30-talet. Det återstår ännu mycket att göra på detta område med tanke på att vårt folks kollektiva minne för närvarande är så kringstrött. Det måste sägas att på detta



område, liksom på andra, har kurderna hamnat långt på efterkälken. De flesta europeiska nationerna påbörjade detta arbete redan på 1400-talet, hos en del, t ex armenierna, går ett sådant företag tillbaka ända till 1200-talet. Det innebär att vi är sent ute på detta vitala fält för vårt folks tillblivelse.

Insamlandet av en rikhaltig och seriös dokumentation på ett område, så att det är tillgängligt för vem som helst, är det första villkoret för att uppväcka en vilja till vetenskaplig forskning. I själva verket har många studenter, både i Frankrike och i grannländerna (Schweiz, Italien) sedan Institutet tillkom valt att skriva sin uppsats eller avhandling om kurderna. Än så länge är det inte många kurder, men de kommer, ty bildandet av kulturella och vetenskapliga arbetsgrupper är för oss ett annat angeläget mål. Vi har för närvarande ett fyrtiotal stipendiater som valts ut genom tävlingar och som bedriver sina högre studier vid europeiska universitetet. I sommar ska vi utse ytterligare ett fyrtio-

tal kandidater. Alla kommer säkerligen inte att bli framstående lärda, men om en fjärdedel av dessa studenter blir seriösa forskare på en hygglig vetenskaplig nivå så skulle redan detta vara en utomordentlig tjänst som Institutet gjort den kurdiska nationen.

Just nu är det verkligen ödsligt på de humanistiska vetenskapernas område hos kurderna i Turkiet och Iran. Men nu är det så att ett folk som inte känner till sitt förflutna och som är föga medvetet om sin kulturella identitet svårligen kan förverkliga sitt enande. Hur stort hjältemodet och självupppoffringen hos dess kämpar än är: saknas det nationella medvetandet, kan det när som helst bli splittrat, manipulerat, bedraget av sina fiender; dess kamp och dess framtid förblir bräckliga, osäkra. Den kulturella identiteten är den nationella enhetens cement. Därför, tvärt emot vad en del påstår, är arbetet med språket, litteraturen, historien och konsten inte förbehållet en elit som förströelse och sysselsättning; på grund av de intellektuellas och konstnärernas oundgängliga tolkningar är språket ett progressivt kommunikationsmedel på olika sätt ut till alla befolkningslager där det stärker den nationella identiteten och medvetenheten.

Utöver dokumenterandet och utbildningen av dessa grupper, vad gör ni mer?

Vi har också en blygsam forskningsaktivitet. Blygsam därför att, som jag nämnde nyss, vårt folk ännu tyvärr har mycket få forskare med god vetenskaplig utbildning och det kommer att ta många år och ihärdiga och tålmodiga ansträngningar att så småningom fylla denna allvarliga brist. Våra arbeten har publicerats i tidskriften *Studia Kurdica* som utkommer på arabiska, persiska och turkiska och av vilken ett internationellt nummer på engelska och franska håller på att färdigställas. I förhållande till publikationer vid Främre Orientens universitet håller den här tidskriften en nivå som är alltigenom aktningsvärd. Vi bemödar oss om att i samverkan med våra vänner kurdologer och orientalisterna i utlandet stadigt förbättra dess kvalitet.

På språkets område arbetar vi på ett kurdisk-franskt lexikon med 55000 ord. Vi håller på att avsluta bokstaven G, det kurdiska alfabetets nionde bokstav. När detta grundläggande arbete en gång slutförts och med det som utgångspunkt kan våra medarbetare eller andra framställa andra lexika: kurdiskt-turkiskt, arabiskt, tyskt eller svenskt. Den svåraste uppgiften är att på ett europeiskt språk ställa upp en förteckning över det kurdiska ordförrådet och i den ta med så många ord som möjligt ur alla dialekter i vårt språk. Vad beträffar grammatiken och normaliseringen av skriften är vi mycket försiktiga. Vi sam-



Den kurdiska regissören Yilmaz Güney (t.v.) och Kendal Nezan, två av Kurdiska Institutets grundare vid invigningen 1983.

lade i maj 1983 ett lingvistsymposium för att diskutera problem med alfabetet och vidta de mest angelägna åtgärderna. I övrigt väntar vi oss att de fördjupade vetenskapliga studierna ska ge oss mer kunskap, innan vi föreslår lösningar. Språket är hela nationens gemensamma arv; dess förnyelse och standardisering är nödvändiga för att göra det till ett modernt kulturellt kommunikationsmedel, förstäligt för alla och svarande mot kurdernas behov i slutet av 1900-talet. Men det är ett arbete som sträcker sig över flera decennier.

En annan viktig verksamhet inom Institutet är information. Vi ger varannan månad ut en informations- och kontaktbulletin på sju språk: tyska, engelska, spanska, franska, italienska, kurdiska och turkiska. Tillsammans med en stor översikt över den internationella pressen om kurderna sprids denna bulletin till forskningscentra, universitet, partier, fackliga och humanitära organisationer i ett femtiotal länder i Asien, Afrika, Amerika, Europa dvs från Folkrepubliken Kina till Peru, från Australien till Sovjetunionen och Skandinavien. För de allra flesta av dessa länder utgör vår bulletin den viktigaste informationsskällan om kurderna. Såvitt jag vet är

det första gången i kurdernas historia som en sådan systematisk satsning på information i global skala har företagits. Och vi räknar med att under de kommande åren denna aktion skall utvidgas ytterligare. På Institutet tar vi på samma sätt emot journalister, universitetslärare, diplomater, huvudsakligen europeiska men också från Latinamerika, Främre Orienten, Amerika och Asien som försöker informera oss och ytterligare väcka våra känslor för den kurdiska saken.

Utställningar av målningar och fotografier, musikkonserter, inslag i radio och TV och studiedagar som organiseras tillsammans med de franska, tyska och italienska universiteten ansluter sig också till denna typ av kulturinformation. Vad spridningen av den kurdiska kulturen beträffar så förblir vår aktion, på grund av brist på medel, otillräcklig, långt ifrån vad som behövs. Vi publicerar på kurdiska språket en kulturtidskrift, Hevi (Hopp) på 208 sidor som utkommer två gånger per år. Vi har vidare gett ut ett tiotal kassetter med kurdisk musik och en videofilm på kurdiska. Vi har för närvarande ett sextiotal böcker färdiga för publicering, likaså sju videofilmer och ett hundratal musikkassetter

som ligger och väntar i våra kartonger i brist på pengar. För de svenska läsarna, som skulle kunna finna detta förvånande, bör jag förklara att den franska staten inte finansierar de kulturella publikationerna på invandrarpråk och att Institutets blygsamma budget just nu inte längre tillåter att detta arbete förverkligas trots att det är nödvändigt för den kurdiska gemenskapen.

Utöver dessa aktiviteter som vänder sig till alla kurder och till alla dem som över hela jorden intresserar sig för den kurdiska frågan har vi också några projekt av lokalt intresse för kurderna i Paris-regionen: kurser i franska för kurdiska flyktingar och arbetare; kurs i kurdiska, i dans och teater, feriekoloni för

de kurdiska barnen, introduktionskonferenser i kurdisk kultur och i kunskap om tredje världen; råd och hjälp till invandrade kurder i deras kontakter med myndigheter osv.

Hur ser ni på framtiden?

Vår framtid är knuten till det kurdiska folkets. Om vårt folk i morgon blir herre över sitt eget öde i en del av eller i hela sitt territorium skulle det mesta av våra aktiviteter kunna förläggas dit bort. Medan vi väntar förblir Institutets framtid osäker, den största svårigheten är finanserna. Det är för övrigt det problemet som hela den oberoende kurdiska rörelsen kommer att stå inför. Trots den numerära styrkan i Västeuropa (säkerligen mer än 600000 personer) är kurderna dåligt organiserade. De kommer i allmänhet från jordbruksområden och har ingen erfarenhet av föreningsliv, har levt den tidigare delen av sitt liv i dessa odemokratiska länder, där det inte existerar något civilt samhälle eller oberoende sociala och kulturella organisationer, därför har de invandrade kurderna heller knappast någon erfarenhet av organisation. Om de lyckades att organisera sig och i synnerhet accepterade att betala frivilligt en nationell kurdisk avgift skulle de i Europa kunna bilda en "ersättningsstat" utan territorium, alltså en samling mäktiga institutioner finansierade av kurderna själva och oberoende av utländsk inblandning. De 200000 invånarna på Malta eller Island är väl organiserade och finansierar väl sina oberoende stater genom egna ansträngningar. Om armenierna eller judarna i diaspora idag har vida

större inflytande än de kurdiska invandrarna så är det på grund av deras ekonomiska och intellektuella styrka. Erövrandet av ekonomisk och kulturell makt, det är det mål som kurderna i dia-



spora borde sträva efter att nå för att bli respekterade, för att kunna överleva som en oberoende enhet och för att på ett effektivt sätt kunna hjälpa sina landsmän i Kurdistan.

Vad tänker ni göra medan ni väntar på att detta långsiktiga mål ska förverkligas?

Fortsätta att utveckla vår verksamhet på alla områden, i synnerhet med att ut-

bilda vetenskapliga medarbetare och med att sprida den kurdiska kulturen. Utforska alla möjligheter att berika, stärka och befästa Institutet och göra det till en bestående institution. Bidra till att göra kurderna mer medvetna om att de inte kan befria sig från sina bojor annat än genom egna ansträngningar.

Har ni något att säga till våra svenska läsare?

När man läser en tidskrift som er finner man där en andlig öppenhet och utan tvivel solidaritet med kurderna. Jag uppskattar varmt dessa mänskliga kvaliteter som är sällsynta i en värld, som snarare behärskas av staternas krämrande och individernas sig-själv-närmast. Jag skulle vilja säga dem att de förtryckta inte är några helgon; som förtryckta bland andra förtryckta är kurderna långt ifrån felfria. De har tvärtom många brister. Men för den skull förtjänar de inte mindre solidaritet från alla de folk som är hängivna friheten och rättvisan. Varje gång som en stämma kvävs någonstans på jorden, varje gång som ett folk blir tystat, fjättrat, innebär det ett utarmande av hela mänskligheten, det är ett blödande sår i mänsklighetens kropp vilken utgörs av de ädla idealen rättvisa, frihet och broderskap. Att vara solidarisk med andra, med förtryckta, det innebär enligt min uppfattning att försvara sin egen frihet, att bespara mänskligheten den sociala konformismens gråhet och den kulturella uniformitetens armod. Tack för att ni är solidariska med oss.

Översättning: Bengt Nordling

Morbihan

Centre social de Lanester

La fête pour Fatma, la Kurde et Thion, la Cambodgienne



Turcs ou plutôt Khurdes constituent une forte communauté.

Insouciant, un môme haut comme trois pommes, en culotte courte, tape dans un ballon qui voltige d'un coin à l'autre de la pièce. Thion, la Cambodgienne, entasse des biscuits dans une assiette, et elle babille avec une jeune fille. Tout à côté, un homme et une femme qui pourraient être leurs parents se redressent sur leurs sièges, le temps d'une photo. A l'autre bout de la table Fatma, Bessi, Nazli, des femmes kurdes, ont leurs enfants sur les genoux.

Des premiers on dit ici qu'ils ont fui sur un boat-people, mais qu'ils n'en parlent guère. D'une des femmes kurdes on avance qu'elle a chez elle, sur un mur, la photo de ses deux frères fusillés par les Turcs. La misère, la souffrance semblent n'avoir guère altéré les sourires. Peut-être faut-il faire aussi bonne figure ?

C'était hier après-midi, au centre social de Lanester. Une petite

« fête » était organisée à l'intention des femmes qui suivent les cours d'alphabétisation. Cela avait commencé en 1983 avec une Cambodgienne et un Français... illettrés. Depuis, des cours ont été mis sur pieds, et notamment à Kerfréhour et à Bellevue, deux quartiers qui comptent de fortes communautés étrangères. Ce sont souvent les femmes qui sont les élèves de ces « classes ». Elles viennent de manière irrégulière, obéissant à des règles qui ne sont pas forcément les nôtres. Leurs enfants sont parfois bilingues.

Pour leur part, elles rencontrent les pires difficultés dans leurs relations avec l'administration, ou tout simplement avec un médecin, une puéricultrice. Au total, on ne connaît pas véritablement la population étrangère de Lanester. Dans le Morbihan, elle atteindrait 3.000 personnes, soit 2% environ de la population. C'est bien peu au bout du compte.



Des Cambodgiens (refugiés politiques) sont aussi installés à Lanester.

Canberra, 29 May 1986

Dr. Hans Schauer

Mr. Laurie Ferguson, M.P.
Member for Granville
Electorate Office
Suite 3
8 Mary Street
Granville, N.S.W. 2142

Dear Mr. Ferguson,

I come back to my letter dated May 9th, 1986.

Since its creation, the Turkish Republic has not granted a minority status to any ethnic group other than those non-moslemic minorities that have explicitly been mentioned in the Lausanne Treaty of 1923. Every Turkish Government has feared for Turkey's national integrity because of the explosive force of Kurdish nationalism and separatism.

Bearing this in mind, the Turkish Government has in recent years repeatedly informed the Federal Government about the dangers resulting from the reinforcement of separatistic tendencies in the Federal Republic of Germany; dangers that could have an impact on Turkey itself as well as on the climate of co-existence between Turkish immigrant-workers' groups in the Federal Republic of Germany. On the other hand within the scope of our legal system, the Federal Government guarantees all foreigners living in the Federal Republic of Germany the right to live and behave according to their beliefs and customs and traditions. This guarantee is also valid for persons who regard themselves as Kurds. Within the framework of our constitution all foreign groups have the chance to live according to their cultural heritage. But I should mention that the Federal Government does not promote activities of Kurdish groups financially.

Yours faithfully,



Kurds held in torture prison

By Caroline Moorehead

A student teacher, a publisher and a former mayor have been tried, sentenced to long prison terms by military courts, and are now being held at Diyarbakir Military Prison in Turkey, where conditions are appalling and medical care non-existent.

All three are believed to have been tortured, and to have taken part in hunger strikes in protest at the torture and inhuman prison conditions.

Pasa Uzun, Recep Marasli and Mehdi Zana are Kurds. They are just three of several thousand Kurdish people, members of banned Kurdish political and cultural organizations, who have been imprisoned all over Turkey since the military coup of September 1980.

Kurds are not officially recognized by the Turkish authorities. The six million to eight million people, most of them living in the eastern provinces, who make up the Kurdish ethnic minority are forbidden to speak their own language or to celebrate any form of separate cultural identity.

The martial law imposed throughout Turkey after the coup has been lifted everywhere, except in the five eastern provinces.

Pasa Uzun, the student teacher, was a founder of the Progressive Democratic Cultural Association. Now aged



Imprisoned: (left to right) Recep Marasli, publisher; Pasa Uzun, student teacher; Mehdi Zana, former mayor.

33, he was first arrested in 1979 and sentenced in May 1984, when he was given 16 years for separatist activities. He has appealed, but the appeal has not yet been heard.

Recep Marasli has had prison sentences totalling 36½

years. He is accused of having weakened national feelings and of having insulted the security forces and the memory of Ataturk, by publishing books on the history and culture of the Kurds.

Mehdi Zana, former mayor of Diyarbakir, was arrested a few days after the military coup. He has since been given several separate long prison sentences for alleged activities in connection with a Kurdish political organization.

He is now standing trial for supposed irregularities while

in office as mayor. Torture has left him deaf in one ear, and with a displaced vertebra.

Any support for the Kurds in Turkey is deemed a criminal activity.

Ismail Besikçi is a sociologist who has insisted in his writings that the Kurds are a separate ethnic group. Though not himself a Kurd, he is in Gaziantep special prison, serving 13 years for his public criticisms of the way Kurds are treated.

It is not only in Turkey, however, that Kurds continue to be denied their cultural identity or basic rights. Calls for "national rights" in most other countries where Kurds have sizable populations — like Iran, Iraq and Syria — frequently bring reprisals.

Kurds, with a total worldwide population of about 15 million, are the fourth most numerous people in the Middle East and remain one of the largest races to be denied an independent state.

LETTERS TO THE EDITOR

A Kurdish Claim Denied

Jonathan C. Randal's article "Rebel Kurds in Iraq Tell of Big Gains" (May 24) was a departure from the standard that readers have come to expect from the International Herald Tribune and Mr. Randal. In reporting that rebel forces of the Kurdish Democratic Party fought and won a battle against Iraqi army units in the vicinity of Mangesh in northern Iraq, he apparently took the sole word of Masud Barzani, a rebel, as the truth.

The report does mention that "the Iraqi government has thus far said nothing about clashes" and that U.S. State Department officials "said they had not heard of fighting." The truth is that no battle took place.

I can state categorically that Mangesh and its surroundings have seen no clashes, nor have Iraqi army units in that area engaged Kurdish rebels.

It comes as no surprise that Masud Barzani, who has little or no support among the great majority of Iraqi Kurds, would claim major engagements and bold victories.

It is well known that most Iraqi Kurds are loyal subjects of the republic. The Kurdish region in northern Iraq has for many years now enjoyed extensive autonomy, in stark contrast to Iran, where the Kurds have been deprived of their basic rights. Large numbers of Kurds serve valiantly in the Iraqi armed forces.

Iraqi forces were able to liberate northern border areas from Iranian occupation without taking troops from the southern front. So it is not credible that, as Mr. Barzani claimed, Iraq would pull troops from a major battlefield to cope with a few rebels.

KAMAL ISSA, Press Counselor
Embassy of Iraq, Washington.

SYDNEY MORNING HERALD

25. 6. 1986

Coal to Turkey

SIR: I would like to congratulate Mr Hayden for representations to Bulgaria over its treatment of Turkish immigrants who, according to Ankara, are denied basic human rights (Herald, June 16). Has Mr Hayden also protested to the Turkish Government about the 10 million Kurds in Turkey being denied all national and cultural rights, including the publication of books and newspapers in Kurdish, or did he postpone that matter until the Kurds can afford to buy more Australian coal than Turkey?

Benav Kurdo,
Burwood Road,
Croydon Park.

June 17

THE MIDDLE EAST

JULY 1986

Democracy in Turkey?

I don't know how the West defines democracy these days. Is democracy the rightful possession of some nations and not others? If it is not so, how can we justify developments in Turkey, where there are reports of continuous violations of human rights — specifically concerning the nationalism of people other than Turks.

Kurds, who form more than 15 million persons, are one of the groups which has been subjected to some of the worst oppression since the collapse of the Ottoman empire.

They are deprived of their

most elementary rights, including the right to learn their own language at school and to safeguard their cultural identity. Many of their villages lack piped water, electricity, and roads are poor. They are deprived even of the right of political expression. Their territory is still under the yoke of martial law.

But, through the military, Turkey gains the trust of the Western nations. I don't believe there are any political, ideological or even moral motives that can justify such a development.

Ali Sharef Hassan
Amman, Jordan

TURQUIE : à Malatya, dans les pas de l'« assassin du pape »

Entre les marchands d'abricots et les rebelles kurdes

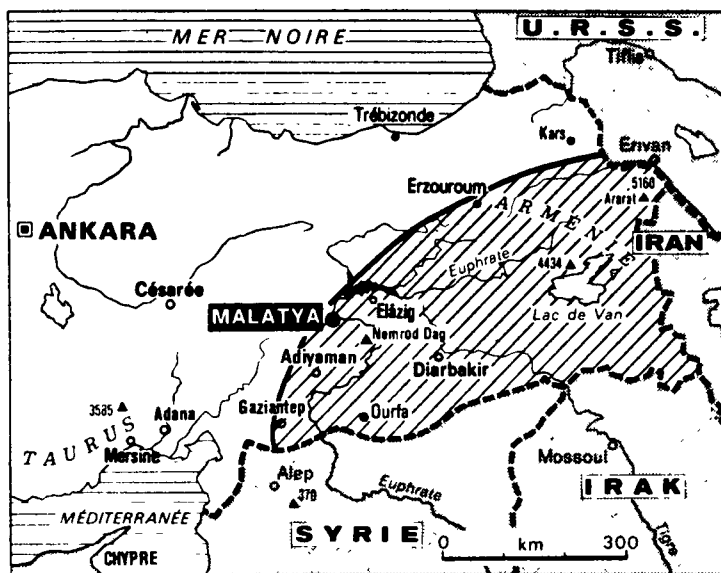
Ce coin de Turquie a divers titres de gloire. Il se serait sans doute passé d'avoir vu naître l'« assassin du pape ». Mais il a nourri de ses délectables abricots d'autres célébrités, plus respectables.

MALATYA
de notre envoyé spécial

Ceux qui nous l'avaient décrite comme une grosse bourgade ronchon et mal tenue n'avaient pas dû y venir depuis des lustres. Ou bien ils n'avaient pas pu imaginer autrement l'agglomération qui vit grandir le futur « assassin du pape » — puisque, en turc comme en français, il n'y a pas de mot commode pour désigner celui qui n'a pas tué mais a tiré pour le faire.

En tout cas, Ali Agça ou pas, Malatya, à près de 700 kilomètres d'Ankara, est un peu aujourd'hui une sorte de Grenoble anatolienne, avec sa ceinture de vergers généreux, sa foule sérieuse, ses rues propres, soudain magnifiées par l'envol d'une montagne cénélée de neige. Mais ici le piémont déboisé s'orne de gigantesques croissants et étoiles de cailloux, patiemment dessinés par des soldats désœuvrés et patriotes. « *Un Turc vaut tout le reste du monde !* », proclame au fronton d'une caserne un panonceau délavé.

Le slogan ne dut pas déplaire à l'adolescent Mehemet Ali Agça — on devrait écrire *Agdja* pour bien transcrire en français le « ç » turc — lorsqu'il vint s'installer à Malatya avec sa famille. D'abord à tout le moins sympathisant des Loups gris, mouvement ultranationaliste dont le nom évoque la légende asiatique faisant naître le premier clan royal turc de l'union d'un homme et d'une louve, ce n'est que plus tard que le jeune homme, peut-être au moment de son passage à l'école d'instituteurs de Malatya, fit la synthèse entre son panturquisme et l'islam de guerre sainte qui devait le conduire,



/// Régions où vivent des Kurdes

le 13 mai 1981, sur la place Saint-Pierre de Rome.

Paysans originaires de la région de Césarée-de-Cappadoce (Kayseri en turc), les grands-parents d'Ali étaient venus s'installer à Hekimhane, un peu au nord de Malatya (1). Sa mère et sa sœur retourneraient plus tard dans ce village, ne cessant d'y répéter à leurs visiteurs : « *Nous ne comprenons pas ce qui a pu se passer dans la tête d'un garçon si studieux, qui ne s'intéressait ni au sport ni aux femmes ; il n'aurait jamais dû quitter Malatya.* » Le frère de l'homme qui voulut tuer le pape pense, pour sa part, qu'il quitta la ville pour Ankara, puis Istamboul, « *afin de gagner beaucoup d'argent et rien d'autre* ». Avec près de trois cent mille habitants, Malatya est pourtant une cité active qui, depuis des siècles, doit sa prospérité aux moelleux abricots secs expédiés dans le monde entier. Il faut voir agriculteurs et négociants fixer les cours au jour dit, tous grands et maigres, uniformément vêtus d'un pantalon bouffant noir et d'un veston européen brun,

moustache et casquette dévorant chacune une moitié du visage. Tout est chuchoté, sans geste inutile. Comme on est loin de la fébrilité arabe, d'emblée perceptible un peu plus au sud, dans les régions longeant la Syrie !

Les affaires conclues, nos marchands d'abricots se prennent par la main pour aller s'administrer une ventrée de gâteaux arrosés d'eau pure, dans l'une des multiples pâtisseries de l'avenue Ataturk, d'où ils repartiront avec de petits paquets de sucreries pour le gynécée. Voilées ou pas, à Malatya, les femmes sortent mais ne fréquentent pas les salons de thé.

Un pardon mal compris

Les messieurs qui y ont leurs habitudes ne s'effarouchent pas — ce n'est d'ailleurs pas le genre des Turcs — qu'on leur parle d'Ali Agça : « *Mon neveu était en classe avec lui, à l'école de la Colline-Verte que vous apercevez là-bas ; c'était un mauvais sujet, qui n'avait*

pas d'amis et pour un oui ou pour un non, il menaçait tout le monde, jusqu'à l'instituteur en personne, oui monsieur ! » L'assassinat manqué de Jean-Paul II ? « Le pape aurait dû prendre ses précautions. Nos journaux avaient publié, lors de sa visite en Turquie en novembre 1979, la lettre où Agça annonçait clairement son intention de supprimer le chef des catholiques » (le Monde du 29 novembre 1979), rappelle en bâillant un greffier du tribunal. Le sujet ne paraît passionner personne.

A Malatya et ailleurs dans le pays, Agça est finalement moins connu comme « assassin du pape » que comme meurtrier supposé d'Abdi İpekçji, journaliste en vue du quotidien libéral *Milliyet*, qu'il abattit le 1^{er} février 1979, avant de venir séjourner tranquillement à Malatya puis d'être arrêté à Istanbul le 25 juin et enfin de s'échapper, le 23 novembre de la même année, à la veille de la venue du pape en Turquie. Aujourd'hui encore, onze citoyens sont incarcérés pour avoir organisé la fuite d'Agça de sa prison.

Aussi le pardon de Jean-Paul II a-t-il été mal perçu jusqu'au fin fond de l'Anatolie, et nombreux sont les journaux turcs, y compris les feuilles malatyaises, à ne pas manquer une occasion de brocarder le souverain pontife, alors que le nom d'İpekçji est porté aujourd'hui par un parc central d'Ankara. La veuve du journaliste est allée jusqu'à déclarer : « En pardonnant, le pape a délibérément ignoré un assassinat perpétré en Turquie sur un musulman et il s'est donné le beau rôle. »

Aujourd'hui, dans cette ville de Malatya qui eut naguère son quartier arménien – on prête à Ali Agça écolier la rédaction d'un texte arménophobe, – mais qui n'est plus peuplée de nos jours que de musulmans turcs ou kurdes, sunnites ou chiites, les policiers se soucient moins de leur compatriote qui, dans sa geôle italienne, prétend maintenant être la « réincarnation de Jésus », que des « bandits séparatistes » ; autrement

dit les rebelles kurdes qui écument encore quelques ravins à l'est de l'Euphrate, « grâce à l'aide de la Syrie mandatée par les Russes », soutiennent les autorités turques. Elles affirment même que des hélicoptères « venus du Sud » déposent parfois nuitamment des maquisards armés de pied en cap en territoire turc. A telle enseigne qu'Ankara a dû menacer de détourner une partie des eaux de l'Euphrate, ce qui aurait certes pénalisé Damas, mais aussi Bagdad, capitale aux prises avec des « séparatistes », cousins de ceux d'Anatolie...

Toujours est-il que, franchissant ce fameux fleuve biblique, nous fûmes interceptés par des civils en armes, se présentant comme « policiers politiques ». Ils nous ramenèrent à Malatya, où une demi-journée de palabres et de coups de fil avec Ankara fut nécessaire pour faire enfin admettre que nous n'avions rendez-vous ni avec la mère d'Ali Agça ni avec des « séparatistes », des « communistes » ou des « terroristes arméniens ». L'affaire éclaircie, on nous montra, au siège de la police, la salle du souvenir, où sont exposées les photos des militaires et des policiers locaux tués en pleine ville jusqu'en 1985 par l'une ou l'autre de ces trois catégories d'« ennemis de la nation turque ».

Les gloires nationales

Mais notre édification ne sera pas jugée complète tant que nous n'aurons pas pris un repas avec le chef de la police dans le restaurant malatyais à la mode – porte anonyme, interminables escaliers et salle rutilante : « Vous ne pouvez pas partir de chez nous avec l'idée que c'est la ville de l'assassin du pape ; nous avons ici deux gloires nationales qui effacent tout le reste. »

Sur la place principale de Malatya, nous aviohs en effet aperçu la statue colossale d'un homme en manteau qui, contrairement à la règle nationale, n'était pas celle d'Ataturk, « père de la Turquie

moderne ». « Mais voyons, monsieur, vous ne reconnaissez pas İsmet İnönü, compagnon d'armes et successeur d'Ataturk ! »

Afin d'être excusé de ne pas avoir identifié au quart de tour ce grand homme, disparu presque nonagénaire en 1973 après avoir réussi, tant bien que mal, à maintenir le pays dans la laïcité, nous voilà parti pour le bourg d'origine – mais non natal, car il eut le mauvais goût d'aller naître chez ces évaporés de Smyrniotes – d'İsmet-Pacha ; là le maire nous régale de force jus de cerise, spécialité locale, avant de prononcer un petit compliment sur le quatre cent cinquantième anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre Paris et Constantinople...

Nous n'en serons pas quitte pour autant puisque nous n'avons pas encore deviné le nom de la deuxième célébrité de la cité. Enfin, à minuit sonnant, nous donnons notre langue au chat. « Mais enfin, c'est Turgut Özal, notre estimé président du conseil, l'ami de Jacques Chirac ! » Et nous redémarrons pour aller admirer la façade de la maison où ce futur ingénieur électricien et homme d'État dynamique vit le jour en 1927, « dans une famille des plus honorables où tous les fils servent bien Dieu et la patrie ».

Décidément, Malatya n'est pas celle que l'on croit.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

(1) *Esprit*, octobre-novembre 1984.

REPORTAGE

ANKARA

● «Aujourd'hui, en Turquie, la presse est totalement libre, peut-être encore plus libre que dans certains pays d'Europe», affirme sans sourcilier le Premier ministre Turgut Ozal. Le chef du gouvernement nous reçoit dans sa splendide villa qui domine Ankara, et pour nous prouver que les journalistes ne sont plus soumis à la censure politico-militaire, il nous montre avec un air bonhomme les plus récentes caricatures, souvent sévères, de sa personne, publiées par cette presse «pour laquelle il n'y a plus de sujet tabou». Ces dessins, qu'il vient de faire encadrer, ornent les murs de son salon... Et s'il est vrai que la liberté de la presse est la pierre angulaire de toute démocratie, après les années de plomb qui ont suivi le coup d'Etat militaire de 1980, l'ouverture du régime est sur ce point indéniable.

«J'exécute effectivement ce que je veux, ma liberté d'expression est totale», confirme Okay Gonensin, rédacteur en chef du «Cumhuriyet», un des principaux quotidiens du pays. Mais il précise que cette levée de la censure n'est que le résultat d'un rapport de forces: «En septembre dernier, tous les journaux ont lancé une campagne de presse sur les libertés et le pouvoir, soucieux de se donner une image respectable sur la scène internationale, a bien été obligé de lâcher du lest.» Ainsi, l'état de siège a été levé en mars dernier à Istanbul, ville qui reste de loin la principale concentration urbaine et industrielle du pays. Une nouvelle bouffée d'oxygène pour la presse turque, la quasi-totalité des quotidiens et des hebdomadaires sont publiés sur les rives du Bosphore. Là encore, le rédacteur en chef du «Cumhuriyet» précise que la levée de cette loi d'exception n'a servi qu'à légaliser un état de fait: «Nous n'avons pas attendu le feu vert des militaires pour, par exemple, interviewer Bulent Ecevit ou Suleyman Demirel.»

Ce dernier, ainsi que son rival socialiste de toujours, Bulent Ecevit, sont pourtant, selon la Constitution promulguée par les militaires en 1982, privés de leurs droits politiques pendant dix ans, c'est-à-dire jusqu'en... 1992. Pour l'armée, les deux hommes politiques qui ont été plusieurs fois, en alternance, Premier ministre avant 1980, sont coupables d'avoir conduit le pays au bord de la guerre civile.

Jusqu'où ne pas aller trop loin

Là encore, cette interdiction de parole des deux «grands anciens» est néanmoins de plus en plus formelle. Signe des temps qui changent, on a pu voir pour la première fois, depuis six ans, Suleyman Demirel interviewé pendant quatre-vingt dix secondes par l'unique chaîne de télévision, la semaine dernière. Une grande première, quand on sait que l'audiovisuel reste encore sous le contrôle direct des militaires et du gouvernement.

Le contraste est, en effet, frappant entre la liberté de la presse écrite et l'étroit carcan dans lequel restent enfermés tous les producteurs d'images. Il est vrai que dans la majeure partie de l'immense plateau d'Anatolie, la seule source d'informations reste la télévision d'Etat, et plus rarement le cinéma. Le cinéaste Serif Goren vient de réaliser un film, «la Revanche du serpent», sur la



Le Premier ministre Turgut Ozal navigue à vue entre l'opposition et l'armée, dont l'ombrie plane toujours sur le régime.

Seulement après le coup d'Etat du général Evren, la Turquie retrouve à tout petits pas la voie de la démocratie. Il reste, sans nul doute, bien du chemin à parcourir, mais après des années de totalitarisme, un vent de liberté souffle depuis quelques mois du Bosphore au plateau d'Anatolie

DE NOIRE ENVOYE SPECIAL, RENAUD DE CHAZOURNES

TURQUIE : LA DEMOCRATIE A TOUT PETITS PAS

passanterie turque. Serif Goren n'est pas un débutant. Il a déjà réalisé quarante-deux films. C'est lui qui a notamment effectué le tournage de «Yol», sous les directives d'Yilmaz Guney alors en prison. Nous l'avons rencontré alors qu'il venait de présenter son film devant la commission de censure. Il noyait son amertume dans le «rakı» (le pastis national). Sur cent minutes, quarante minutes n'avaient pas échappé aux ciseaux noirs de la censure.

Les deux principaux dirigeants politiques turcs d'avant le coup d'Etat ne se gênent cependant plus pour critiquer publiquement le régime en place. Plusieurs fois emprisonnés au cours des deux années qui suivirent le renversement par les généraux du gouvernement de Suleyman Demirel, les deux hommes ont gardé une popularité évidente et leur «come back» sur la scène politique est un véritable test de la sincérité de Turgut Ozal de retrouver le chemin d'une démocratie. Un jeu subtil qui ressemble fort à celui du chat et de la souris s'est, en

fait, instauré entre l'actuel Premier ministre et ses prédécesseurs. Le problème, pour eux, est de savoir jusqu'où ils peuvent aller trop loin. Ainsi, Bulent Ecevit a été cité à comparaître au début du mois de juin devant le tribunal correctionnel d'Ankara pour avoir violé ce fameux décret de la Constitution interdisant aux anciens dirigeants turcs de s'exprimer sur la situation politique du pays. A ce titre, il risque une peine d'un à trois ans de prison. Acclamé par plusieurs milliers de sympathisants du parti de la Gauche démocratique que vient de fonder par procuration officieuse sa femme Rahsan, Bulent Ecevit avait stigmatisé le parti de la Mère Patrie de Turgut Ozal, collusion, selon lui, «de fascistes et de libéraux, d'intégristes et de capitalistes». Des propos qui n'ont pas été appréciés par M. Ozal. Mais, en donnant son feu vert au pouvoir judiciaire pour inculper M. Ecevit, le Premier ministre a voulu, avant tout, tirer un coup de semonce et rappeler qu'il reste le maître du jeu. Ainsi, si l'état de siège demeure, en

vigueur dans seulement cinq départements du Kurdistan (sur soixante-sept) qui restent plus ou moins en lutte ouverte larvée contre le régime d'Ankara, quatorze provinces, dont Istanbul, Izmir et Ankara, sont, il ne faut pas l'oublier, encore soumises à un état d'urgence transitoire. Mais là aussi, à défaut de régler le problème turc dont elles nient toujours l'existence, les autorités affirment que l'état d'urgence dans les grandes métropoles sera rapidement supprimé.

Un sondage un des premiers réalisés dans le pays effectué récemment pour le quotidien «Cumhuriyet» donne environ 30% au parti de la Mère Patrie (ANAP) du Premier ministre, à égalité avec le Parti populiste social-démocrate (PPSD), puis viennent ensuite le parti de la Juste Voie (DYP) qui roule ouvertement pour Suleyman Demirel avec 10% et, enfin, le parti de la Gauche démocratique (PGD), récemment fondé par la femme de Bulent Ecevit, arrive en dernière position avec seulement 8%. Turgut

Ozal, bien que talonné par le PSD, reste donc en position de force. Son score s'est cependant considérablement effrité depuis son élection en 1983. Le nombre des partis agréés par les militaires était alors, il est vrai, beaucoup moins important. Certains observateurs prédisent que le Premier ministre pourrait être tenté par des élections anticipées, d'ici la fin de l'année, pour profiter de sa situation encore dominante. Mais ses adversaires politiques affirment évidemment qu'il ne prendra pas le risque de se présenter avant la fin légale de son mandat car sa popularité est, selon eux, artificielle. Husmettin Cindoruk, le président du parti de la Juste Voie, est le plus sévère: «Turgut Ozal est en vie parce qu'il est au pouvoir. A la première élection libre, il s'effondrera. Le peuple sait que ce n'est qu'un parachutiste qui a été largué d'un avion militaire sur Ankara. Il repartira comme il est venu. C'est un bureaucrate empiriste qui n'a ni base politique, ni un réel parti populaire derrière lui.» On n'est jamais aussi sévère qu'avec ses anciens amis.

Turgut Ozal a été secrétaire d'Etat du dernier gouvernement Demirel renversé en 1980 par les militaires Erdal Inonu, le leader du Parti populiste social-démocrate, est déjà présenté par certains comme le futur Premier ministre. Son principal atout, le prestige de son père, Ismet Inonu, qui fut le premier successeur à la présidence du vénéré Kemal Ataturk, le fondateur de la République laïque. Un personnage qui, à gauche, fait de plus en plus d'ombre à Bulent Ecevit. Ismet Inonu se refuse à tous pronostics, mais il précise que s'il accède au pouvoir, son premier souci sera de changer la Constitution pour rétablir toutes les libertés

LE RÉVEIL DE L'INTÉGRISME

● «Eyallah», Dieu soit loué! Les fêtes de rupture du jeûne du Ramadan, au début du mois, n'ont pas été le prélude à la «révolution verte» que certains observateurs alertés par un réveil de l'intégrisme islamique en Turquie annonçaient déjà pour imminente. Il est pourtant vrai que les intégristes l'ont de plus en plus d'adeptes, notamment dans les provinces rurales d'Anatolie, une Française, professeur à l'université d'Istanbul depuis huit ans, explique qu'elle a récemment été obligée de quitter précipitamment Trabzon, une ville du bord de la mer Noire: «En tant que femme occidentale voyageant seule, j'étais considérée comme une infidèle et soumise à une véritable inquisition. Il y a quelques années, dans cette même ville, je n'avais eu aucun problème.» Mevut Yilmaz, le ministre chargé de l'Information et porte-parole du gouverne-

ment, se veut pourtant rassurant. Il rappelle que depuis Ataturk, la République de Turquie est un Etat laïque et que les partis intégristes restent marginaux. 90% des Turcs sont musulmans, mais nombreux sont ceux qui affirment qu'une évolution sur le modèle du «sin iranien est impensable dans leur pays. «Nous sommes des sunnites et non pas des chutes névroses», répondent-ils le plus souvent quand on leur pose la question. Aujourd'hui, la laïcité prônée par Ataturk est pourtant de plus en plus souvent battue en brèche.

On ne compte plus le nombre de tentatives de retour au kemalisme l'enseigne du Coran a été retabli dans les écoles et les mosquées. Dans son message de Ramadan, le ministre des Affaires religieuses a déclaré cette année que «le jeûne est une obligation pour tous les musulmans... strictement aptes...»

Une loi votée par le Parlement en janvier dernier sur «la protection des religions célestes» punit notamment «le blasphème contre Dieu, les Écritures et les prophètes». Un observateur occidental spécialiste de la Turquie résume bien les rapports apparemment ambigus entre le gouvernement et l'islam: «Ataturk n'était pas un libéral. C'était un homme qui a voulu mettre la religion au service de l'Etat à partir d'un constat inavoué mais réaliste de la symbiose depuis mille ans de l'islam et de la nation turque.» Mais depuis, ce fragile équilibre a été rompu par ses successeurs, moins pressants, qui ont cherché auprès des religieux, non pas l'appui nécessaire pour poursuivre son œuvre réformatrice mais, plus prosaïquement, un soutien avant tout électoral en échange de concessions en leur faveur.

R. de C.

PROCHAIN ARTICLE

Libéralisme et austérité

TURQUIE: A L'EST DU NOUVEAU

Istanbul, Izmir, Antalya, la Cappadoce... La Turquie fait désormais partie des grandes destinations, balnéaires et touristiques, de nos vacances d'été. Mais une autre Turquie, plus sauvage, plus préservée, s'ouvre aux amateurs de paysages vierges et grandioses. On l'appelle la Turquie de l'Est. Jacques Brunel l'a sillonnée sur sept mille kilomètres au départ d'Ankara. Il en revient tout déboussolé.

« **M** AIS qu'allez-vous chercher dans l'Est, loin des grands hôtels et des bons restaurants? », nous demandaient à Ankara les responsables du tourisme. Sept mille kilomètres, deux fois plus au départ de Paris, ce n'était pas sérieux. Et pourtant... Au prodigieux sanctuaire du Nemrut Dag, qui vaut à lui seul le voyage, nous pouvions ajouter vingt lieux dignes du grand livre de l'Asie Centrale, évoquer l'épopée des Dix Mille, de Darius, d'Alexandre et de Tamerlan, ou de Noé au royaume d'Ourartou, les premiers balbutiements de l'histoire du monde. Mais, en effet, ce n'était pas sérieux. Dans ce vaste croissant de montagnes et de steppes, où cinq frontières et on ne sait combien de peuples, disparus ou non, sont venus se donner la main ou se montrer le poing, il y a plus précieux que le Code d'Hammourabi. C'est tout simplement la Turquie.

Evidemment, les vacances de votre vie vous attendent peut-être à Ephèse ou devant les mosquées d'Istanbul, et cette Turquie-là ne vous décevra pas. Pourtant, dans ses greniers de l'Est, elle serre un fouillis de trésors que le tourisme de masse, n'est pas encore allé souiller * * *

Sur les hauteurs de l'Asie Centrale, le temps s'est arrêté au siècle des chansons de geste et les héros de Kemal et de Güney poussent toujours leurs tentes au gré d'une herbe rare, jusque dans le cratère des Monts de Nemrod, autour du Lac de Van.

TURQUIE

●●● et qui, dans cette tumultueuse portion de l'Asie ne seraient sans elle qu'un rêve englouti de plus : la barbe du prophète qui s'est endormi sous le seul arbre de la plaine, le nuage qui annonce, au loin, des cavaliers, les regards de chanson de geste, et le saz, ce long luth au tintement métallique et guerrier.

N'y a-t-il pas quelque risque à s'aventurer dans ces régions perdues (surtout le Nord-Est) et que l'on dit farouches (surtout le Sud-Est)? N'est-il pas plus sûr et moins coûteux de se joindre aux voyages organisés par Cosmovel, Eden ou Nouvelles Frontières? Peut-être, mais si la promesse vous effraie au cœur des solitudes, prenez sans hésiter votre voiture, ou mieux, réservez-en une aux aéroports d'Izmir, d'Istanbul ou d'Ankara. Les routes sont pour la plupart asphaltées et, de toute façon, aucune avarie ne résiste aux garagistes turcs, qui vous resculptent un pneu ou vous ressoudent un carburateur en deux temps-trois bouchées de pain. Et si les grands hôtels ne se bousculent pas, on trouve partout une double chambre tout à fait décente pour une cinquantaine de francs. D'ailleurs, nous avons croisé toutes sortes de pimpantes familles en camping-car qui se moquaient bien des circuits et n'avaient pas pour autant l'impression de courir l'aventure. Certes, il y a encore une poignée de graviers jetée çà ou là par des gosses turbulents et quelques régions cycliquement fermées au tourisme. Mais ce sont des exceptions et, à moins de parader en boxer short ou d'embêter les femmes voilées, on ne récolte partout que la gentillesse et l'amitié, deux vertus cardinales — et les Français commencent à s'en apercevoir — du peuple turc.

En revanche, il suffit d'admirer la majesté d'un altiplano et ses villages qui, derrière leurs peupliers froissés par le vent, ont couronné leurs toits de mitres de foin, pour l'apercevoir bientôt, le pauvre bougre en complet délabré qui peine sur sa houë. Pas la peine d'appeler Virgile au secours, l'Est ne se résume pas aux pâturages immenses et aux moissons bouton d'or qui vous ont si brusquement soulagé, lorsque vous arriviez des déserts anatoliens. Ici, les traditions font partie des vertus de la race. « Une pierre est dure lorsqu'elle est à sa place », dit-on à Sivas. Et à Mardin, voyez donc, dans la grand-rue, ces trois paysans assis sur leurs talons. L'un fait des exercices de prestidigitation avec son chapelet, le second mordille férocement des graines de tournesol et le troisième regarde passer les

cabs à pompons d'un œil noir. Tels des sphynx, ils sont là depuis des heures et nous souhaitons du courage à celui qui osera les faire bouger. D'autres promènent leur moustache de bougnat, leur vaste casquette et leur falzar de plantigrade — l'insubmersible chalwar, où vous pourriez tailler trois manteaux — sous les treilles des bazars, s'offrent un petit gâteau dans la pâtisserie tenue par les inévitables MM. Atilla (deux l, s'il vous plaît) et Gengis, ou boivent du pastis (le raki) en chevauchant de minuscules tabourets, avec des mines de janissaires frappés par le malheur.

Souvent, pourtant, un sourire jaillit de ces himalayans et alors « mon sucre » (c'est



Divrigi : Islam ou pas, les émirs de cette oasis perdue ont gravé leurs aigles au fronton de la mosquée.

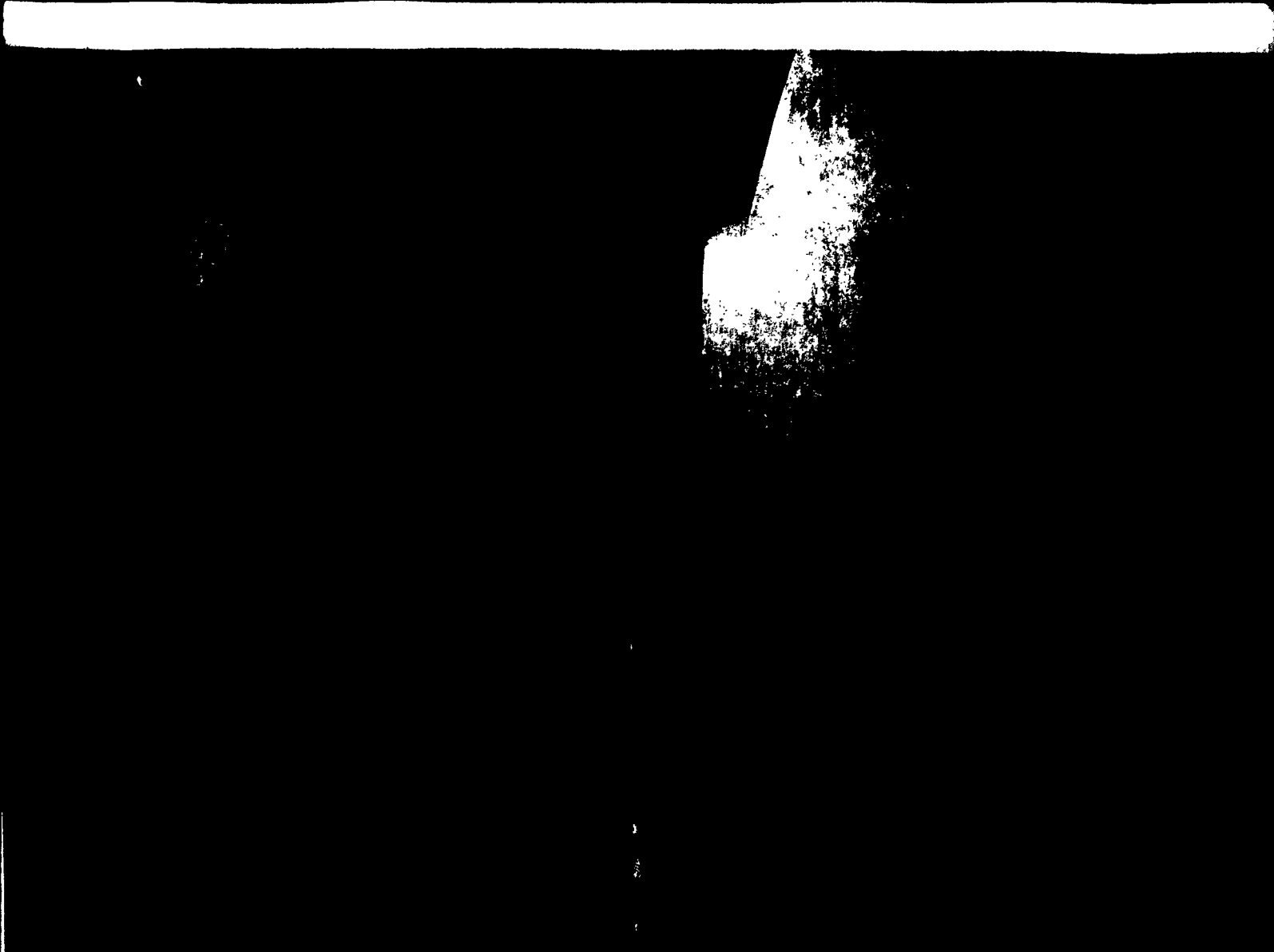
ainsi que l'on appelle un ami cher) vous emmène partager le repas de famille dans sa somptueuse bicoque en bois, vous présente à son ami, marchand de pistaches, fraîchement émigré de Bulgarie, vous donne à serrer l'unique main du grand-père qui perdit l'autre en servant Atatürk, et finalement, vous fait assister à la noce où tout le village en liesse chante et danse, sous le regard nerveux du marié. Ces délicieux imprévus sont un des charmes du voyage en égoïste. L'autre étant de s'offrir des splendeurs ignorées telles que Divrigi, par où débuta le nôtre...

De Sivas, porte de l'Anatolie orientale,

c'est soixante-quatre kilomètres d'un asphalte qui fond dans le désert sans ombre, puis quarante en piste au milieu de canyons calcinés. Enfin, des bosquets annoncent un joli bourg de montagnes, entortillé sous des falaises. Cette oasis au bout de la désolation où, dit-on, un évangile aurait été écrit, reçut au IX^e siècle d'autres inspirés : les Pauliciens, ancêtres des Cathares, venus là pour échapper aux persécutions byzantines. Rien n'en reste car, depuis longtemps, il n'y a plus à Divrigi que de bons musulmans qui ont d'ailleurs la chance de posséder, outre leurs ânes, leur bazar tortueux et leurs gracieuses maisons de bois, l'une des plus belles et des plus étranges mosquées de Turquie. Avec son minaret tronqué par les séismes, l'extérieur est lourd mais les trois grands portails font danser une vraie forêt de lys, de treilles et d'oiseaux, avec une abondance dans la grâce qui rappelle les temples hindous. Plus stupéfiant encore, l'hôpital, avec ses portes taillées en trous de serrure, son bassin dans le reflet duquel on mesurait le mouvement des astres, et une salle magnifique où les fous venaient s'apaiser au son des flûtes. Tels étaient les raffinements — toujours méconnus ou quasiment — de ce lointain émirat médiéval, dont les anciens maîtres voient toujours leur tombeau fleuri.

Mis en appétit, nous retournons à Sivas nous incliner devant les médersas seljoukides des jardins du centre ville. Les hodjas, venus au frais piquer du nez sur leur Coran nous laissent le soin d'imaginer ce qu'étaient ces portails branlants et ces minarets aux faïences écaillées au temps de la splendeur mongole, quand les étudiants enturbannés potassaient leur Avicenne sous les plafonds à stalactites. En revanche, on est toujours bouleversé par les encadrements où les têtes d'éléphant, les palmes, les cigognes composent de petits chefs-d'œuvre de baroque flamboyant. Ce sont là les plus sûrs trésors de ce bourg agricole, avec le souvenir des têtes empilées par Tamerlan et les vers de Pir Sultan (« à mon nom, disait-il, les monts s'enveloppent de brume »), le grand poète révolté du XIII^e siècle qui finit pendu sur ordre du Sultan.

Après avoir brièvement sacrifié aux joies d'un hammam triplement centenaire, dont les laveurs menaçaient de nous poncer trois pouces d'épiderme, nous nous élançons vers Erzurum par la **Route des caravanes**. Douze nationalités de camions ahanent à la queue leu leu, se doublant à



quarante à l'heure dans un tonnerre d'évier bouché, tandis qu'à leur rencontre, les Bazari (commerçants) de Téhéran filent dans leurs grosses Mercedes, paquetage au vent, prendre quelques congés sur la mer Noire. Seule consolation : les rituelles pin-ups décalquées font place à des paysages affriolants et au diadème d'ampoules qui, la nuit, transforme ces monstres grondants en sapins de Noël. Précaution utile, à en juger par la fraîcheur des carcasses alignées sur le bas-côté, dans une purée de pastèques écrasées. Cédant le passage à une trombe de petit format, la cohorte se hisse dans les moires de montagnes en ruines pour découvrir enfin, au col, les hautes prairies du Nord-Est. Quelques champs et forêts donnent la réplique aux premiers nuages. Après mille cinq cents kilomètres de quasi-désert, l'eau est là.

A **Erzurum**, des bassins, des fontaines. On s'asperge, on lave le trottoir. Nous savourons à pleins poumons les deux mille mètres d'altitude et la couronne de montagnes qui, dix mois plus tard, va déchaîner un hiver polaire sur cette lointaine métropole : Theodosiopolis pour les Byzantins, mais le nom arabe d'Erzurum sied mieux à sa raideur brouillonne et tonifiante. Des

plus vénérables mosquées aux villages alentours, tout est réduit à l'essentiel, austère, robuste et carré. Dans la rue, les Dadash (une vieille tribu turque) roulent des regards minéraux et ne sourient que pour rire aux éclats. Après une bonne nuit à l'hôtel Efes, la desserte des assiettes en inox dans un débit de chiche-kebabs nous offre même un avant-goût du tchirit, ce polo guerrier que l'on retrouve en Afghanistan et durant lequel, à l'occasion du printemps, d'une fête ou d'un passage d'ethnologues, les cavaliers locaux renouent avec l'ivresse millénaire de la steppe.

En effet, c'est dans une steppe en majesté que nous repartirons vers le Caucase : lourde, soyeuse, avec des lueurs argentées de tapis ancien. Chevaux fouettés par la bise aigre, oiseaux inconnus, maisons plates en pierre, écrasées d'immensité.

La piste, qui traverse la désolation de la chaîne Pontique, longe au passage le **lac de Tortum** et ses chutes impressionnantes. Devant ce ruban méthylène gisant sous une chape de silence, au fond d'une cordillère nue aux reflets de pépite, nous tombons en arrêt, totalement émerveillés. Ces beautés nous escortent au fond des gorges

Sivas : suée, savon, parlotte, puis savon et brosse, massage, savon, le tout sur des heures. De ce hammam du XV^e siècle, vous ressortirez l'esprit embué, mais propre comme au premier jour.

lointaines où les paysannes, à notre approche, courent se cacher avec leur cruche de cuivre. Combien de voitures passent ici chaque mois ? De là, pourtant, nous n'aurions qu'à nous laisser glisser une centaine de kilomètres et bientôt, les forêts deviendraient aussi drues et l'air aussi moite que l'Anatolie était sèche et désertique. Et ces montagnes balkaniques piquées de chalets branlants dégingoleraient soudain vers la mer Noire en vastes plantations de thé, dont quelque Laze aux yeux bleus nous ferait goûter le merveilleux produit qu'il expédie par la route de Batoum aux Soviétiques, recevant en retour les programmes géorgiens sur son grand poste IIT... Mais c'est là encore un autre monde et nous restons à Artvin.

Artvin est un gros bourg que les Lazes ont accroché sur des pentes lumineuses et parfumées. Cela sent la haute Provence, bien qu'aucun de nos villages per-



TURQUIE

chés ne s'étale ainsi sur cinq cents mètres de dénivellation. Le centre ville, un plaisant fouillis de jardins et de hauts balcons, tient dans trois lacets. On boit une bière sous les figuiers, on partage le pain noir (exquis) d'une aimable famille, puis l'on est somme toute heureux d'apprendre que les Géorgiens, ancêtres des Lazes, trufferent au Moyen Age la région d'églises. Voilà des années que Mustafa Celenk, du tourisme d'Erzurum, y pilote des professeurs d'art, et on dirait qu'il en pousse tous les jours de nouvelles. Certes, les rares touristes ne se soucient guère d'aller chasser le clocher dans ces montagnes désertes et d'accès malaisé. Mais Mustafa Celenk nous livre le bon tuyau et, après un séjour agréable à l'hôtel Karakan, nous quittons Artvin par la route d'Olur.

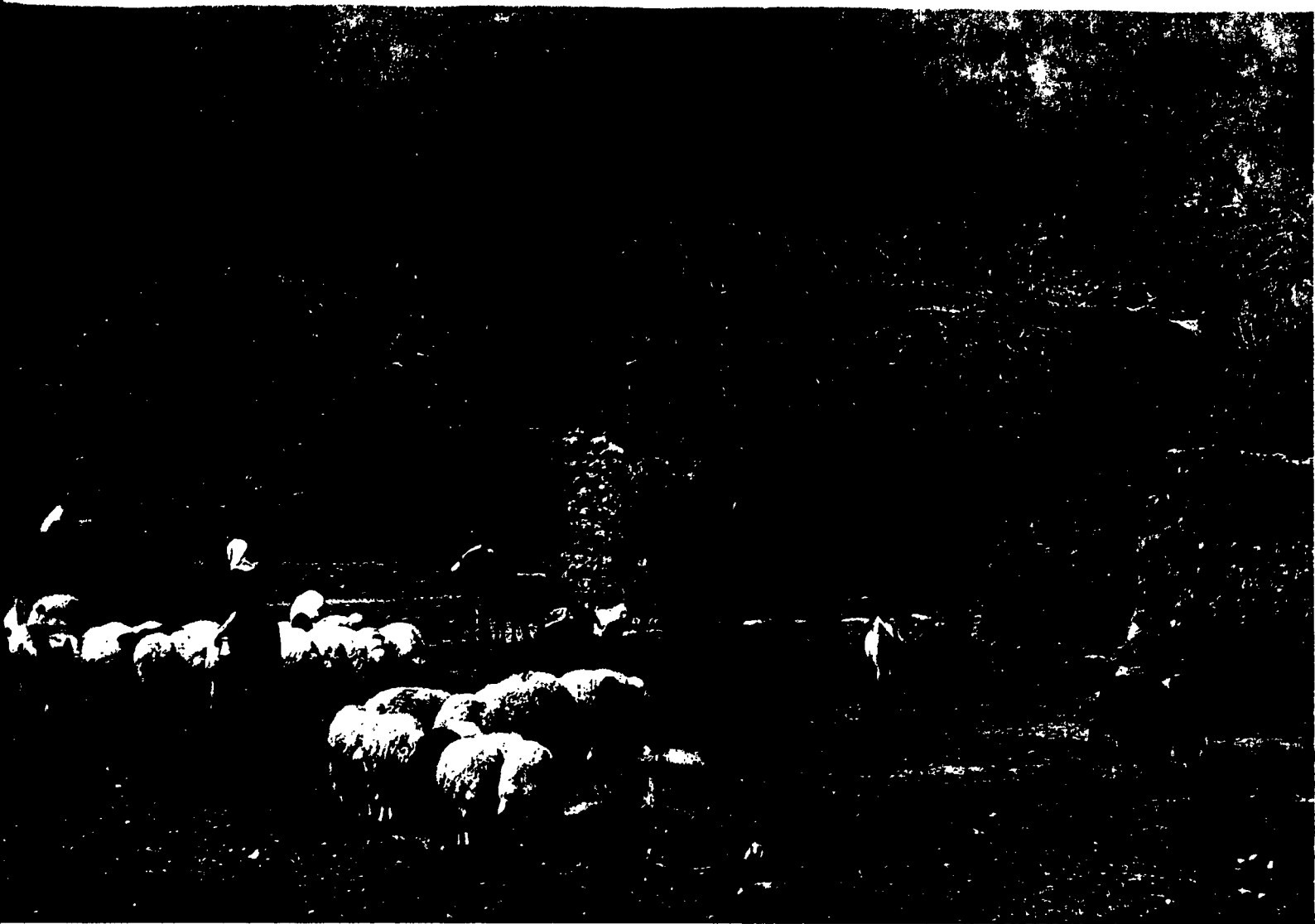
Quelque cent kilomètres d'asphalte et voici **Ishan**, d'où une piste en corniche

nous élève de huit cents mètres jusqu'au plateau. L'humble chapelle que nous attendions, blottie contre une source dans cette envolée de montagnes, se découvre être une merveilleuse basilique, dont le clocher flotte bizarrement dans les airs, porté par quatre arches évidées. Si les mosaïques ont excité les fins fusils du village, les chapiteaux et les bas-reliefs restent, par contre, saisissants. Que serait ce trésor neuf fois séculaire dans la banlieue de Badam, avec les marchands de saucisses et la noria des cars? Puisse-t-il rester des siècles encore ignoré de tous, ainsi suspendu dans ces montagnes de nulle part.

Le lendemain, une route primée trois étoiles doit nous ramener vers les hautes steppes, en cent soixante kilomètres jusqu'à Kars. De fait, nous retrouvons les montagnes plissées comme du vieux

noyer, les défilés à donner le torticolis et les châteaux géorgiens. Mais ce que nul n'avait prévu, la route tombe en piste et après **Shavshat**, il n'y a plus qu'un mauvais chemin creux pour s'envoler vers les nuages. Alors, en maugréant, la Renault 12 va nous faire gravir deux mille mètres qui seront une véritable plongée dans le temps. Après les ksours en bonne pierre, qui lancent leurs attelages de bœufs à l'assaut des alpages, voici les isbas aux toits de planches calés par de gros schistes. Deux mille sept cents mètres. La nuit tombe sur la piste en corniche. Orage. Enfin, le col. Et là, mille bougies s'allument, la terre fume. Rêvons-nous? Non, sous les dalles recouvertes d'herbe, un village de bergers s'est enterré avec ses enfants brailards et ses femmes survoltées pendant qu'une nuée de brebis piaffe à l'orage dans les enclos.

Enfin, après Ardahan brillent, au fond de



Kars : dans les villages des hauts plateaux, les meules sont vissées sur les toits des maisons comme la calotte sur le crâne du hodja (catéchiseur).

l'immensité, les mirages quasiment parisiens de **Kars**, capitale des marches caucasiennes. On dirait que la steppe a sorti ses vieilles boîtes de chaussures pour l'inspection : des maisons identiquement sommaires, le long de rues à angle droit, où plane un nuage embrouillé de fils téléphoniques. Trois visites : une pour la belle église ancienne, une autre pour la citadelle de basalte, et la dernière pour les marchands de tapis, ici tissés dans la laine des alpages. Voilà, on a tout vu, on peut commencer à ouvrir les yeux. Moroses amants de l'Aubrac, chantes de Maubeuge, Kars va vous décortiquer l'âme avec ses baraquements de pierre noire, légués par un demi-siècle d'occupation russe. Dans la lumière des hauteurs (mille huit cents mètres) qu'un vent glacial empoissière, des cavaliers poussent leurs troupeaux par les rues défoncées. Pistes ravaudées au foin, gargotes

puant le bouc au carrelage couvert de suie, moustachus fascinés par l'horizon de leur immense casquette : ce pôle de la tristesse, c'est la haute Auvergne des années 20. D'ailleurs, voilà la foire, avec ses carrioles et ses bouchers qui tâtent les plis des buffles, roulent les meules de fromage et se font adjudger pour une centaine de francs la chèvre-mouflon que l'on tuera fin août, pour commémorer le sacrifice d'Abraham... On sourit de ces vignettes éternelles et puis le cœur se serre en pensant au Kars du Xe siècle, splendide capitale du royaume arménien. Il suffit de courir un peu la campagne : partout, ce n'est que villes ou églises en ruines, à commencer par **Ani**, l'un des sites les plus bouleversants de toute la Turquie.

L'Arménie, la belliqueuse Arménie de Tigrane le Grand, assaillie par les Romains et les Parthes, puis par les Byzantins, les Arabes et les Turcs, sans oublier ses propres discordes, avait fini par se scinder au Xe siècle en deux états : le Vaspourakan, autour de Van, et le royaume bagratide dont la capitale, à moins d'une heure de Kars, nous fait prendre l'échelle d'une civi-

lisation. Après de hautes tours pain d'épice jaillies de prairies lunaires, c'est le vide. La steppe a englouti Ani, sauf une demi-douzaine de puissantes églises, plantées comme autant de stèles sur ce grand plateau que découpe un fleuve encaissé. Ici, une cathédrale aérienne âgée de mille ans, là une moitié de coupole qui fait jaunir au soleil ses patriarches peints, là une profonde basilique où des impacts de balle ont pris position sous les aigles emblématiques... Elle a beau être abandonnée depuis le XIII^e siècle, Ani suscite tour à tour l'extase et le frisson. Pour rompre son silence, vous n'aurez que les rangers du soldat qui, c'est la règle, vous sert d'automédon. D'ailleurs, les photos sont interdites : la frontière n'est qu'à quelques mètres et de susceptibles Soviétiques vous observent à la jumelle. Dernière obligation : le permis de visite, libéralement accordé par les policiers de Kars.

Des imprévus du même ordre mettront un terme à nos visées ascensionnistes sur l'**Ararat**, dont les cinq mille cent mètres s'élèvent, eux, sur la frontière iranienne deux cents kilomètres au sud. Toute ●●●



Dogubayazit : de son Neuschwanstein en grès rose, perché sur la crête du cratère de l'Ararat, Ishak Pasha défiait le sultan aux marches de la Perse.

*** cette zone militaire s'étant close pour quelques jours, adieu le permis de visite, il ne nous reste plus qu'à contempler depuis Igdir, un bourg caniculaire et poudreux de la vallée de l'Araxe, les neiges éternelles de ce prodigieux géant siégeant droit sur la plaine, dans des laves tourmentées. Et d'imaginer, quatre mille mètres au-dessus de nos têtes, les vagues d'un océan probablement glacial (le laser du Lido nous a

montré ça), où notre aïeul à tous, Noé, laisse flotter sa barque. L'épopée de Gilgamesh relate, il est vrai, une crue troublante de l'Euphrate... Reste que Jacob, l'éminent patriarche biblique (il fit jaillir sur l'Ararat une source toujours vénérée) et Marco Polo mentionnent la présence de l'Arche. D'ailleurs, de pieux alpinistes leur ont succédé mais, par la faute d'éruptions ou de quelque autre mystérieuse intervention, ils n'ont à ce jour rien récolté de vraiment concret, si ce n'est la paralysie qui frappa d'un coup toute une expédition américaine.

Les sortilèges de l'Ararat, pas plus que l'airain des consignes ne font obstacle,

Dieu merci, à notre ascension du cratère par une route magnifique. Et là, dans cette arène poudreuse encerclée d'à-pics, une ville : **Dogubayazit**, la dernière avant l'Iran. Ses charmes se concentrent dans un excellent hôtel — l'Ararat — et surtout ce sérail dans les nuages qui vous happe en couverture des brochures. Ishak Pacha, le seigneur local qui en coiffa l'un des éperons hérissant le cratère, était un romantique au goût sûr et ce gracieux balcon de pierre rose, planant dans un paysage absolument dantesque, émeut jusqu'aux Américains, puisque j'ai entendu l'un d'eux, sous le coup de l'émotion, le comparer au Monitor, un cuirassé de la Guerre de Séces-

TURQUIE

des troupeaux et des prés-salés. D'ailleurs, l'hiver recouvrira tout ça de trois mètres de neige, avec des pointes à - 40°C.

Pourtant, arrêtez-vous dans ces immensités lugubres et songez qu'au début du siècle y vivaient encore de nombreux Arméniens, dont le souvenir n'est plus conservé ici — précieusement — que par les antiquaires. En outre, ce lac apparemment stérile engendra d'importantes civilisations dont les vestiges, parfois prodigieux, en ont fait l'un des grands cimetières de l'histoire. A **Ahlat**, c'est même plus qu'une image : des milliers de hautes stèles brunes, alignées face au lac, nous dévisagent avec la même tendresse que les statues de l'île de Pâques. Ce sont des tombes, plusieurs siècles de tombes (parfois martelées par les mains mystérieuses) et qui se sont nourries d'une cité musulmane tenue au XV^e siècle par les Turcomans. On n'en voit plus que les mausolées, une véritable constellation au reste, en forme de tentes rondes, de casques à visières et d'un art délicieux.

A **Van**, nous retrouvons les touristes qui se sont laissé pousser les moustaches pour aller toucher du doigt le bout de la Turquie. Pourtant, la petite capitale du Lac de Van, bruyante et moderne, n'a guère pour les fasciner que ses montreurs d'ours, ses Sainte-Sophie jaillies du béton, ses marchands de casquettes et de chats (l'angora local se vend des fortunes en Allemagne). Et c'est à cinq kilomètres de cette honnête cité turque que nous retrouvons la vieille ville sur laquelle tous les conquérants se sont jetés et dont les obus russes ont clos pour de bon le chapitre en 1915. A côté de ces ruines, la citadelle, elle, n'a pas l'air en mauvais état. Tant mieux car, outre la joie d'y retrouver une vantardise de Xerxès, le vaincu de Salamine, immortalisée dans le cunéiforme, c'est une très vieille dame qui fut, il y a trois mille ans, sous le nom suggestif de **Toushp**, le lion d'Ourartou.

L'empire d'Ourartou ? Pour les Turcs, toujours gourmands, ce sont de lointains grands oncles. Pour les Arméniens, des légataires directs. Et pour ce marchand de pastèques, l'un des meilleurs hôtels en ville (décor archéologisant très réussi) avec lequel il fait des affaires. Mais ces mystérieux barbus étaient tout sauf l'importe qui : probablement nés sur ce sol ingrat, ils en extrayaient de superbes chaudrons et des ceintures en bronze dont les motifs baroques vous éblouiront aux musées de Van et d'Ahlat. Puis, ils partaient transpercer les Assyriens et poussèrent ainsi leur empire

jusqu'au Caucase et en Syrie. Dans tout l'Est, on bute sur leurs citadelles mais **Çavustepe**, à vingt-quatre kilomètres, avec ses moellons de basalte dressés sur une arête battue par les vents, vaut vraiment le coup d'œil. D'autant que la route vous amène, un peu plus loin, sous l'ombrageux nid d'aigle qu'un chef de tribu se fit bâtir à **Hosap**, dans des montagnes d'un vert-mauve hallucinant.

Même si vous n'avez pas vu les films de **Paradjanov**, **Ahtamar** vous fait plonger à pic dans le monde englouti de l'Arménie médiévale. Hormis en Union Soviétique, aucune basilique arménienne — et Dieu sait qu'il y en a par ici — n'émeut comme cette étrange envolée de pierre rose, oubliée sur son îlot dans le miroitement du lac. Un rafiote cahotant vous y mène en un quart d'heure et là, devant ce puissant tambour aux fenêtres en fente de tirelire et qui, tel un sceau cylindrique, déroule ses rondes-bosses : saints aux grands yeux, chevaliers droits sortis de notre Moyen Age et monstres du bestiaire oriental, là donc, dans ce lourd climat de mystère, on retrouve les familles casse-croûte et la grande fraternité du tourisme organisé, qui lance des paris sur le repas du soir, sous l'œil émerveillé de Bidasse et Croquebol, en faction sur l'îlot. Et pour vous coller définitivement le bourdon, des nuées de mouettes rieuses... Gagnez vite les profondeurs de la basilique, rapiécée à coup de sarcophages et vous n'aurez pas à vous pincer bien fort pour distinguer, dans le flamboiement de la liturgie, la robe de brocard et la toque dorée de Gagik Ardzrouni, le grand roi du Vaspourakan, siégeant, faucon au poing, parmi les patriarches.

Et qui vient repeupler ces terres ? Je vous le donne en mille : des Afghans. Ou plutôt des Kirgiz (de la grande famille turco-mongole), chassés par les Russes au Pakistan et que les Turcs ont eu la très heureuse idée de faire venir, avec toutes leurs familles et leurs traditions. L'un de leurs villages d'accueil, **Karagönüz** n'est qu'à une demi-heure de Van, par Erçek. Grâce à Dieu, les touristes en ignorent jusqu'à l'existence et pourtant, ces femmes au sourire (enfin !) timide et ces barbichus tout ridés, qui ont gardé l'Himalaya au fond de leurs yeux malicieux, seraient contents de les accueillir, d'autant qu'ils ont toujours des babioles ou un tapis à vendre. **Haji Rahman Kul Khan**, leur noble Aga, nous a montré sur des photos prises par des ethnologues, le Pamir où ils promenaient leur yourte, il y a juste quatre ans et ●●●

TURQUIE

●●● auprès desquelles les solitudes de Van, peuplées de bétail par les soins du Gouvernement, relèvent du paradis d'Allah, aux ruisseaux de miel.

En revanche, les Kurdes, avec leurs longues tentes bibliques, leurs bergers encoquillés dans des peaux de moutons et leurs matriochkas aux hardes de reines que l'on aperçoit sur les pentes occidentales du lac ne viennent pas d'Afghanistan. Tout au plus d'Iran, peut-être. Eux aussi campent ombrageusement sur leurs traditions. Leur langue n'est pas turque, mais il est convenu de les nommer « Turcs de l'Est ». Combien sont-ils ? Dix millions peut-être, dans tout le Sud-Est où nous pénétrons à présent par **Bitlis**, un ravissant bourg de pierre qui se tortille contre un torrent, au fond d'une gorge en tuyaux d'orgue. Dommage qu'on n'y trouve aucun hôtel décent, le bazar aux odeurs de montagne célèbre avec abondance et chaleur les deux joies de l'existence turque : le thé, dont les débits ressemblent à nos « cafés », et la cigarette (La Seita turque a là des ateliers).

De ces Kurdes, nous oublierons les magnifiques montagnes autour d'Hakkari pour viser droit leur cité-maîtresse. En somme, adieu les hauteurs. Sur deux cent cinquante kilomètres, la route se laisse glisser sur un plateau rouge aux collines ruinées, où le soleil resserre son étreinte. 43°C à l'ombre, l'air vibre. Et voilà qu'au loin, une sorte de houle, noire comme du charbon, coiffe un ruban d'eau. Ce ruisseau : c'est le Tigre, il part arroser Mossoul et Ninive. Et la barre de basalte, les remparts de **Diyarbakir** : bâtis par Rome, restaurés par les Arabes et les Turcs, inviolés depuis treize siècles. Ils serrent la ville comme on garde un secret. Un secret lourd, brûlant, lisse comme ces « œufs du désert » — les pastèques — dont Diyarbakir est La Mecque (vous y verrez des monstres de cent kilos). Ruelles profondes ombragées de balcons sans âge et grillagées de jalousies. Bazar où, sous les voûtes en ogive, l'Orient convoque ses fontaines, ses parfumeurs, ses selliers et ses porteurs de limonade en justaucorps canari, qui jouent des castagnettes avec leurs gobelets. Gestes secs, regards droits, mot rare. ●●●

Lac de Van : débarqués il y a 5 ans des déserts glacés du Pamir, ces réfugiés afghans ont troqué leurs yourtes contre du béton, leurs manteaux de mouton contre des survêtements et leurs lunettes d'altitude contre des écrans de télévision.





TURQUIE

* * * Acquiescement : on se lave les mains ; refus : on hausse le menton, comme pour, échapper à vos suppliques. Dans la grand-rue, une cohue silencieuse. Soudain, les voitures s'écartent pour laisser galoper trois cavaliers en keffieh, chaîne au gilet et ceinture d'étoffe, dont le sabot résonnera longtemps sur le pavé, comme un rappel du « bon vieux temps ». Votre cortège à vous sera celui, plus piteux, des gosses de la rue. Pour y couper, acceptez qu'un aimable étudiant vous fasse les honneurs de cette ville étrange, à commencer par la Grande Mosquée, avec sa cour pleine de majesté rugueuse où les paysans se réunissent pour rouler des cigarettes et se laver, sous les chapiteaux à feuilles d'acanthé. Certes, il y a beaucoup à visiter, mais avant de regagner votre hôtel (le Saraç est sans reproche) n'oubliez pas l'église, plus que millénaire. Dans la poussière qui recouvre ses icônes et ses boules de sapin de Noël, vous lirez le naufrage de la vieille chrétienté d'Orient dont les fidèles, à Diyarbakir, ne sont plus que cent cinquante.

De celle-ci, en verrons-nous davantage à Mardin ? En tout cas, le plateau qui nous y mène, avec ses collines rouges piquées d'arbustes, appelle la super-production biblique. A **Mardin**, le voilà qui dégringole d'un coup huit cents mètres jusqu'aux plaines de Syrie, laissant les minarets de la ville blanche planer, telle une armée de phares, par-dessus l'océan des moissons que l'on voit brûler la nuit, très au loin : c'est là le Croissant Fertile. Et pour ajouter à la surprise, Mardin est tout en grâce... et en gaieté. Partout, ce n'est que pierres blondes, joyeusement enluminées, comme il est d'usage en Syrie du nord : riches médersas aux coupoles en presse-citron, courtes pleines de jardins, demeures à meneaux peintes de fleurs fraîches, on rêve aux Mille et Une Nuits et l'on pense à la Toscane. Arabes en gandoura, Kurdes vêtus de peaux de bêtes, chacun plaisante et juste sous l'aimable hôtel Bayraktar, le bazar bourdonne de musique. Jusqu'aux muezzins qui se prennent pour des tourterelles. Enfin, croyez-le ou non, beaucoup

Lac de Van : sur Akhtamar, un îlot de la mer de sel, la fastueuse cathédrale des rois arméniens est désormais cernée par le silence des montagnes.

Diyarbékir : les musulmans partagent la cigarette dans la Grande Mosquée, la casquette encore toute retournée par les prosternations rituelles.

de femmes vont tête nue. Dans l'église, nous trouvons un jeune prêtre qui ressemble à Jean Richard pour nous expliquer ce miracle. Oui, après treize siècles d'Islam (et le dernier n'est pas le moindre), la province compte encore cinq mille foyers chrétiens. La plupart sont Chaldéens (Nabuchodonosor, c'est eux), de langue arabe et de rite jacobite ou nestorien, deux Eglises encore puissantes dans les pays voisins, mais ici bien décimées par l'émigration. Au Cloître du Safran (Derzafaren, sept kilomètres), qui ressemble à une magnifique médersa perdue dans la Sierra, il ne reste qu'un vieux frère pour lire la Bible en araméen. On vous l'a dit au catéchisme. * * *

TURQUIE

●●● Abraham, né à Our, Chaldée, au XIX^e siècle (avant notre ère) et décédé cent soixante-dix années plus tard en Palestine, vécut longtemps à **Harran**, la cité mésopotamienne dont Sarah, son épouse, aurait même été l'un des plus beaux partis. D'ailleurs leur petit-fils, Jacob, viendra y retrouver la famille et s'y mariera lui-aussi, avec Rachel. Et vous? Au bout d'un quart d'heure dans ce gros hameau voisin de la frontière syrienne, vous renoncez à débusquer quelque tente bédouine dans la plaine immense, à fortiori le moindre vestige des légions de Crassus anéanties par les Parthes. Et le grand temple du Dieu-Lune, orgueil de cette métropole chaldéenne? Il faut aller à Eski Sumatar, encore quatre-vingts kilomètres. Ici, le maëlstrom des siècles n'a laissé que les carcasses gigantesques d'un fort et d'une mosquée. Comble d'ironie, l'actuelle étrangeté d'Harran ne doit rien à la grande Histoire, mais à un petit trait que l'on retrouve en Ethiopie et dans le sud de l'Italie : des maisons-termitières, c'est-à-dire coiffées de grossières coupoles en pierres empilées, qui sont autant de refuges contre une canicule atroce.

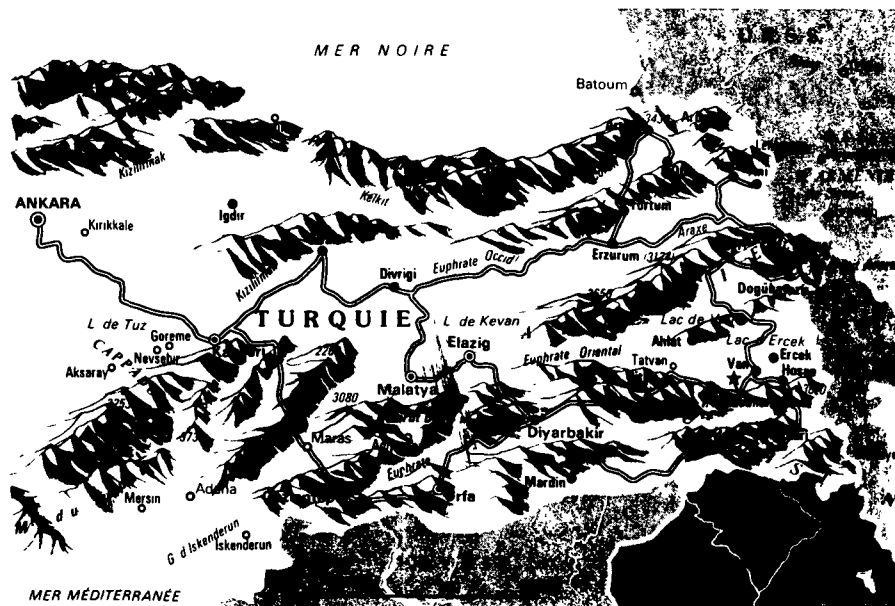
Même semi-déception à **Urfa**, l'ancienne Edesse. Quant on pense que cette grosse ville moderne et laborieuse fut la capitale des Hourrites, frères ennemis des Hittites, qu'elle accueillit, avant même la crucifixion, la première église chrétienne, et qu'elle fut longtemps sous les Croisades un fief normand. A ces mirages, Urfa préfère aujourd'hui les chansons et toute la Tur-

quie est à genoux devant Mahmud Tuncel, son Oum Kalsoum. Alors, passez la soirée au music-hall, dormez à l'excellent hôtel Turban, tenu par une chaîne nationale et le lendemain, vous pourrez voir le vieux bazar, un vrai feu d'artifice de sanglots d'ânes, de placettes secrètes, de forges, de « konfeksyonör » (tailleur) cliquetants, de marchands de brocards assaillis par des femmes voilées. Et dans tout ce tumulte, vous finirez bien par découvrir les jardins de Babylone. A perte de vue, des médersas à colonnettes et des bassins serrant des îles de verdure, où l'on joue aux échecs devant les samovars. Urfa-la-Fournaise se change en oasis. Un vrai cadeau. Et ce cadeau est celui d'Abraham. Le Coran raconte, en effet, qu'Ibrahim, jeté dans le feu par ses ennemis, en fut tiré par un miracle : ici même, la flamme devint eau et les bûches se découvrirent carpes.

Trois religions s'y abreuvent et pourtant, Urfa n'est pas le carrefour qui doit clore notre voyage : c'est à deux cents kilomètres de là, dans les montagnes du Taurus, que la folie d'un homme a le mieux fondu l'Est et l'Ouest, la Perse et la Grèce. Ce prodigieux sanctuaire dont les colosses dévisagent, tels le Bayon, trois des points cardinaux, c'est le **Nemrut Dagı**, la montagne de Nemrod. Derrière le chasseur chaldéen, prototype du grand roi païen, se cache l'obscur souverain d'un micro-royaume de l'Anatolie hellénistique, Antiochus de Commagène, qui avait pourtant mis dans ce haut lieu tous ses espoirs d'immortalité. Pour les voir justifiés, il aura dû attendre le

début de ce siècle mais depuis, son tombeau, que cinq cents kilomètres - seulement - séparent de la Cappadoce, est le grand final extrême-oriental de bien des voyages en Turquie. Sur la piste qui serpente, plutôt bien que mal, jusqu'au sommet, quelques auberges d'une extrême humilité vont lâcher sur le coup de cinq heures du matin, des centaines de touristes déguisés en eskimos, donnant l'assaut du sanctuaire dans le vent glacial d'une aube à plus de deux mille mètres. Laissez-les grelotter et n'arrivez qu'au crépuscule : il fait plus doux, on se bouscule moins et la terrasse Ouest est de loin la plus belle. Bien sûr, vous savez tout d'avance, mais le choc vous clouera sur place. Que diable viennent faire là, au sommet du pic, ces cinq colosses décapités dignes des temples d'Egypte, avec leur tête posée à terre, absorbée d'un regard sans pupille dans la contemplation de l'indicible océan des montagnes, en fuite partout autour? Veiller le Roi de Commagène, certes, puisqu'il repose ici sous cinquante mètres de tumulus. Mais surtout témoigner de la grande tentation de l'Hellénisme, qui fut de marier l'Orient et l'Occident. Ce barbu rosi par le soleil couchant, c'est à la fois Zeus et Ahuramazda, le Dieu-lumière; et cet Eliacin aux traits fissurés par le gel, Apollon-Mithra. Et quand l'Olympe foudroyé va s'engloutir dans sa sept cent millièmes nuit, leurs expressions, lourdes d'une impassible majesté, resteront avec vous : avec ou sans casquette, ce sont celles de l'Est.

J. B. ■



Mardin : sur le rebord du plateau anatolien, les minarets de la ville blanche envoient leurs appels loin sur la plaine mésopotamienne. D'ici, Moussoul n'est « qu'à » 200 km.

Agence France Presse

Iran-Kurdistan flt1

La situation au Kurdistan iranien, selon le chef du PDKI

PARIS, 4 juin (AFP) - Les forces iraniennes ont récemment diminué leurs effectifs luttant au Kurdistan contre la rébellion kurde afin de renforcer leur dispositif sur la frontière irakienne, selon Abdolrahman Ghassemlou, le secrétaire général du Parti Démocratique du Kurdistan Iranien (PDKI).

Téhéran maintient 200.000 hommes au Kurdistan, installés dans 23 garnisons et près de trois mille postes militaires, a-t-il déclaré dans une interview à l'AFP à Paris.

Le PDKI a adopté une nouvelle stratégie dans sa lutte pour l'autonomie de la province kurde depuis la fin de l'année dernière après les attaques massives contre ses sanctuaires, abandonnant ses bases en Iran pour recourir à la guérilla. "Dans la journée, avec des moyens importants, les forces gouvernementales circulent partout mais dès le soir elles se replient dans leurs casernes et nos dix mille peshmergas (combattants kurdes) contrôlent le terrain aidés par la population", souligne M. Ghassemlou.

Il affirme que son mouvement, dont les bases arrières se trouvent au-delà de la frontière, en Irak, ne connaît aucun problème d'effectifs ou d'armements mais est confronté à des difficultés financières.

Quelque 150.000 Kurdes irakiens membres des tribus ont joué un rôle déterminant dans la reconquête en avril-mai par l'Irak des sommets frontaliers, précise-t-il.

PARIS - "Bagdad passe des contrats financiers avec les chefs de tribus pour la conquête d'une position et leur abandonne toutes les prises de guerre, aussi aujourd'hui une roquette anti-char RP67 coûte quatre dollars, il faut normalement la payer une centaine de dollars au fabricant soviétique", ajoute M. Ghassemlou.

Selon le dirigeant kurde, le PDKI ne fonctionne que grâce aux "taxes douanières" qu'il prélève sur la contrebande florissante entre l'Irak et l'Iran. Cet "impôt" s'élève à trois à quatre pour cent de la valeur de la marchandise quand il s'agit de produits de consommation courante comme le thé, ou l'huile et atteint dix pour cent pour les produits manufacturés de luxe comme les magnétoscopes japonais arrivant du Koweït.

"Nos objectifs restent les mêmes, dit-il, nous voulons l'autonomie au sein d'un régime démocratique pas l'indépendance ou la sécession". Il souligne qu'il n'est pas fermé à un dialogue avec Téhéran, mais les éléments les plus radicaux de la république islamique le refusent catégoriquement.

Des organisations non gouvernementales aident le PDKI. Une délégation des députés verts ouest allemands a visité la région récemment et organise la collecte de fonds pour un émetteur radio. Des médecins et des chirurgiens français de l'AMI (Aide médicale internationale) font fonctionner un hôpital depuis plusieurs années. Des combattants ont pu être soignés en France et en Autriche, précise M. Ghassemlou.

Iran-Kurdes

Quatre-vingt soldats iraniens tués lors d'affrontements avec les autonomistes kurdes selon le PDKI

PARIS, 23 juin (AFP) - Les peshmergas du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) ont lancé des attaques dans la nuit de 17 au 18 juin contre deux postes militaires près de la ville de Piranchahr (nord-ouest du pays) faisant quatre-vingt tués parmi les forces de Téhéran, a annoncé lundi le bureau du PDKI à Paris.

Selon l'organisation autonomiste kurde, les peshmergas ont attaqué deux postes militaires situés à deux km de la ville kurde de Piranchahr, faisant des dizaines de blessés parmi leurs effectifs et emprisonnant 13 autres. Les peshmergas ont, en outre, saisi une grande quantité d'armes notamment soixante-dix fusils, ajoute le PDKI.

Dans un communiqué publié le 18 juin, rappelle-t-on, le PDKI avait fait état d'une reprise des affrontements avec les forces de Téhéran. L'agence officielle iranienne avait de son côté annoncé le 20 juin, des combats entre les gardiens de la révolution et les peshmergas kurdes, dans la région de Nochdeh, dans le nord-ouest du pays.



2. 6. 1986

RFA: Kurdes

Cinq mille personnes ont manifesté, samedi à Bonn, pour réclamer l'indépendance du Kurdistan et dénoncer « la répression brutale » exercée par le régime turc contre les Kurdes. Les manifestants venus de plusieurs villes de RFA ont stigmatisé « la torture, les exécutions et les déportations » dont sont victimes les résistants kurdes.

PRESSE DE LA MANCHE

5. 6. 1986

● **26 maquisards kurdes
arrêtés en Turquie**

ANKARA. — Les forces de sécurité du sud-est de la Turquie ont arrêté 26 « séparatistes » Kurdes soupçonnés de meurtre et de tentative de sabotage d'installations pétrolières, a annoncé hier la radio nationale. Selon Kemal Ersoy, gouverneur de la province d'Adiyaman cité par la radio, les interrogatoires ont révélé que le groupe avait été mêlé à l'assassinat en mars de quatre gendarmes et d'un officier de police. Ersoy a également fait état de la découverte de cinq caches d'armes et de munitions.

L'Humanité

20. 6. 1986

► **SOIXANTE SOLDATS IRANIENS** ont été tués lors de combats qui les ont opposés aux militants du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) au cours des trois dernières semaines, a-t-on appris dans un communiqué publié mercredi à Paris.

**ouest
france**

28. 6. 1986

TURQUIE. — Six civils, dont trois enfants, ont été tués et trois autres blessés, mercredi, dans la province de Siirt (sud-est) par des rebelles kurdes. Depuis la reprise des combats entre rebelles et forces turques, il y a près de deux ans, 150 rebelles, 100 militaires et policiers et une centaine de civils ont été tués, selon des bilans officiels.

Iran

Les combattants kurdes ont dû se replier en Irak nous déclare un dirigeant de la résistance

« Les forces armées de la République islamique occupent désormais l'ensemble des territoires du Kurdistan iranien et sont engagées dans une opération de répression sans précédent contre la population civile kurde. » De passage à Paris, M. Omar Ilkhani, membre du comité central du Komaleh, organisation de résistance de tendance marxiste du Kurdistan iranien, exprime sa vive inquiétude au sujet des tentatives des militaires de Téhéran d'« embrigader les civils kurdes dans la guerre contre l'Irak et de recruter les jeunes dans l'organisation des « volontaires » (Basidj) contrôlés par les Gardiens de la révolution ».

Ce qui est nouveau, nous dit-il, est la violence et l'étendue de la répression contre les populations locales. « Jusqu'à l'année dernière, précisait-il, l'armée iranienne concentrait ses attaques contre les organisations de résistance, les partis politiques et ceux qui collaboraient avec eux. Maintenant, ce sont toutes les couches de la population kurde, sans aucune distinction, qui sont visées. C'est la raison pour laquelle, malgré l'importance de l'implantation militaire de Téhéran au Kurdistan, la résistance populaire aux troupes iraniennes est plus grande qu'elle ne l'a jamais été dans le passé. Elle a pris une telle ampleur qu'aucune offensive militaire ne peut désormais la supprimer. »

Selon M. Ilkhani, la résistance populaire se manifeste « passivement » lorsque les habitants refusent de collaborer avec les troupes d'occupation, mais aussi « activement », car « la population nous fournit une aide efficace sans laquelle les perchmergas (combattants) du Komaleh auraient été incapables d'agir dans nos régions occupées ». A ce propos, le dirigeant kurde note qu'il n'y a plus au Kurdistan iranien de « zones libérées ».

permis aux perchmergas du Komaleh, du PDKI (Parti démocratique du Kurdistan iranien) et de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan de M. Jalal Talabani) d'y installer leurs quartiers généraux.

M. Ilkhani affirme que la gravité de la situation au Kurdistan iranien a « contraint » le PDKI à accepter de facto un cessez-le-feu sur le terrain avec le Komaleh et que depuis six mois les accrochages entre les deux organisations rivales de perchmergas ont cessé. Il déplore, cependant, que le PDKI ne soit pas disposé à officialiser ce cessez-le-feu, car il « refuse de reconnaître notre existence politique et militaire ». « Le PDKI, souligne-t-il, est persuadé qu'il représente le seul pouvoir au Kurdistan iranien. Quant à nous, bien que nous admettions que des divergences politiques nous séparent, nous avons affirmé à plusieurs reprises que nous étions disposés à coopérer avec lui, parce qu'une guerre entre nos deux organisations ne pourra se faire qu'au détriment du peuple kurde. »

A propos des Moudjahidins du peuple, M. Ilkhani estime que leurs groupes armés au Kurdistan ne se trouvent pas à l'intérieur de la bande de territoire « démilitarisée », mais dans les villes du Kurdistan irakien contrôlées par l'armée de Bagdad. « Depuis leur rupture avec le PDKI, les Moudjahidins, qui, auparavant, combattaient parfois aux côtés des perchmergas de M. Ghassemlou (PDKI), n'ont pratiquement plus d'activités militaires au Kurdistan iranien. D'ailleurs, la population kurde ne les a jamais acceptés à cause de leur position à l'égard du problème national kurde, qui ne diffère guère de celle du gouvernement de Téhéran et exclut le droit à l'autodétermination du peuple kurde. De plus, leur idéologie religieuse islamique n'enchanté guère nos populations. »

M. Ilkhani indique, en outre, que le Komaleh n'a conclu aucune « alliance politique » avec Bagdad dans sa lutte contre le régime de Khomeiny. « Nous avons bien reçu des Irakiens, admet-il, une aide en médicaments, quelques armes et une assistance financière peu importante, mais nous n'avons accepté aucune condition préalable et nous ne coopérons pas avec le gouvernement de Bagdad. Nous menons tout simplement une lutte commune contre un ennemi commun. Il s'agit d'une convergence et non d'une collaboration. »

Propos recueillis par
JEAN GUEYRAS.

Plus de heurts avec le PDKI

Il indique que toute une série d'offensives conduites par Téhéran à partir de mars 1983 à l'intérieur d'un périmètre délimité au nord par Mahabad, à l'est par Boukan et Saqez, à l'ouest par Sardacht et au sud par Baneh, ont contraint les perchmergas à quitter les « zones libérées » pour se replier de l'autre côté de la frontière en Irak dans une bande de territoire qui se situe à l'ouest de la ligne Sardacht-Banah. Il précise cependant que cette zone est « entièrement démilitarisée » et ne comprend aucune force militaire irakienne ou iranienne. Ce qui a

Unterschiedliche Behandlung kurdischer Asylbewerber

Yeziden-Problem ist für den Ausländerausschuß neu

Yeziden seien in ihrer Heimat zwar beträchtlichen Schikanen ausgesetzt, doch stellten sich ihnen „inländische Fluchtalternativen“. Das heißt, daß es in ihrem Herkunftsland Gebiete gebe, in denen sie ungestört leben könnten. An diese Feststellung des Bundesverwaltungsgerichts von 1984 halten sich die Berliner Polizei und das Oberverwaltungsgericht bei der Abfertigung sechzehn yezidischer Familien, die im Frühjahr Asylanträge gestellt haben.

Die Väter der Familien waren bereits Ende der siebziger Jahre in Westdeutschland. 1981 gingen sie in die Türkei zurück und brachten Anfang dieses Jahres ihre Familien mit nach Berlin. Ihre Zweitanträge wurden von der Polizei als „unbeachtlich“ eingestuft. Einer der Männer ist bereits in die Türkei abgeschoben worden. Dagegen sollen die Frauen und Kinder, die jetzt Erstanträge gestellt haben, demnächst nach Zirndorf in Bayern geschickt und auf die Bundesländer verteilt werden. Dort erwartet sie das übliche Asylverfahren.

Die Familien kommen aus der Türkei und machen „Flucht vor religiöser Verfolgung“ geltend. Seit geraumer Zeit seien sie häufigen

Überfällen der Türken und moslemischen Kurden ausgesetzt. Raub, Mord, Vergewaltigung und Brandstiftung begleiteten ihren Alltag. 370 yezidische Dörfer habe es ursprünglich in der Türkei gegeben. Davon seien nur noch dreizehn übriggeblieben.

Wo kommen die Yeziden her? Heidi Bischof-Pflanz (AL) und Eckhardt Barthel (SPD), Mitglieder des Ausländerausschusses im Abgeordnetenhaus sagen, bis vor kurzem noch nichts von dieser Gruppierung gewußt zu haben. Yeziden sind eine religiöse Minderheit in den kurdischen Gebieten der Türkei, Syriens und des Iraks. Rund 100 000 Menschen zählen sich dazu. Sie unterscheiden sich von den anderen Kurden darin, daß sie der Islamisierung Kurdistans standhielten.

Die Lage dieser Minderheit — ob und wie sie ihres Glaubens wegen verfolgt werden — ist ungeklärt. Nordrhein-Westfalen und Niedersachsen sehen zur Zeit von Abschiebungen der Yeziden ab. In Berlin setzt sich jetzt die Gesellschaft für bedrohte Völker für die Aufnahme und gegen die Trennung dieser Familien ein. kla

Agence France Presse

Turquie-Kurdes

Condamnation à mort de cinq séparatistes kurdes

ERZURUM (Turquie), 26 juin (AFP) - Cinq militants séparatistes kurdes du PKK (Parti des travailleurs kurdes, interdit) ont été condamnés à la peine de mort, mercredi, par le tribunal militaire d'Erzurum (est de la Turquie), a-t-on appris de source judiciaire.

Treize autres accusés ont été condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité et 83 autres à des peines de prison allant de trois à vingt ans.

Tous étaient accusés d'avoir participé à des activités terroristes contre les forces turques de sécurité dans l'est du pays. Le PKK est la principale organisation kurde d'opposition armée au pouvoir central d'Ankara.

La cour militaire d'Erzurum a d'autre part acquitté 125 autres inculpés et s'est déclarée incompétente pour juger 9 autres personnes.

Iran-Kurdes

145 iraniens tués en juin dans des combats contre des autonomistes kurdes

PARIS, 7 juil (AFP) - Quelque cent quarante cinq soldats des forces gouvernementales iraniennes ont été tués ou blessés lors d'affrontements, fin juin dernier, avec des autonomistes du Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) dans le nord-ouest de l'Iran, a annoncé lundi le bureau du PDKI à Paris.

Selon le communiqué du PDKI, les Pechmergas kurdes ont attaqué simultanément le 26 juin dernier trois postes militaires du gouvernement iranien à l'intérieur d'Ochnaviyeh et trois autres à la périphérie de cette ville.

Au cours des combats plus d'une centaine de soldats iraniens ont été tués ou blessés et sept autres faits prisonniers par les autonomistes qui ont en outre saisi des armes et des munitions. Les autonomistes ont eu quatre blessés.

Par ailleurs, toujours selon le communiqué du PDKI, des affrontements ont opposés les 27 et 30 juin les hommes du PDKI à ceux des forces de Téhéran sur les hauteurs environnant la ville d'Oroumiyeh. Le bilan de ces accrochages s'élève à 45 tués ou blessés et sept prisonniers du côté gouvernemental et un mort du côté des autonomistes qui se sont emparé également d'armes et de munitions.

LA GUERRE

Pascal Manoukian
revient

d'un reportage
clandestin chez
les maquisards

kurdes qui défient Khomeiny

OUBLIÉE





Un à un les hommes se laissent tomber à terre, épuisés, la ceinture lourde de grenades et de chargeurs. Nous venons d'atteindre le col-frontière. Devant nous, c'est l'Iran à perte de vue. Pourtant, rien n'a changé. Ni les cimes qui déchiquetèrent l'horizon, ni le grondement des canons qui font croire à l'orage.

Depuis trois jours, nous enchaînons les crêtes et les vallées, avec, en bruit de fond, le sifflement des obus qu'Iraniens et Irakiens

s'échangent sans plus y faire attention.

Notre objectif est d'atteindre la petite ville de Nao Soud, en Iran. La seule ville du Kurdistan iranien encore entre les mains des Pechmergas, les combattants du P.D.K.I., le Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran, en guerre contre Khomeiny.

Le commandant donne l'ordre de repartir. Les hommes écrasent leurs cigarettes et arment leurs Kalachnikov. A partir d'ici, l'ennemi est partout. L'en

Notre reporter au milieu d'un groupe de maquisards Kurdes à la frontière iranienne. Après un entraînement de plusieurs mois les combattants du P.D.K.I. partent harceler les soldats de Khomeiny.



nemi, ce sont les deux cent mille soldats de Khomeiny qui occupent la région.

A la chute du Shah, en 1979, les maquisards du P.D.K.I. ont cru pouvoir quitter leurs montagnes et réclamer l'autonomie du Kurdistan d'Iran, une région peuplée de six millions de Kurdes, jusqu'alors privés de tous leurs droits.

Mais un an plus tard, Khomeiny envoyait ses « Fous de Dieu » reprendre et dévaster la province rebelle. La population était déportée, les villages rasés, les troupeaux abattus, les récoltes brûlées et les Pechmergas, vaincus, regagnaient le maquis.

Depuis, les dix mille hommes du P.D.K.I. harcellent les garnisons iraniennes à partir de sanctuaires installés sur la frontière de l'Irak.

Nous marchons jusqu'au soir, pour nous arrêter à nouveau et attendre la tombée du jour. Sur la montagne d'en face, Nao Soud est accrochée au rocher. C'est un nid d'aigles aux maisons de pierre qui dégringolent sur la roche, serrées les unes contre les autres.

A quelques centaines de mètres de la ville, brillent les lumières d'un poste de « Pasdars », les fameux « Gardiens de la Révolution », fidèles parmi les fidèles de Khomeiny. Quelques obus de mortier secouent Nao Soud, puis la lune monte et nous repartons.

Le chemin de la ville passe par le poste iranien. Nouvelle pose. Cette fois nous passons un à un devant les miradors. Les hommes sont nerveux. Ils savent que les Pasdars ne font pas de prisonniers. S'ils sont pris, ils seront torturés ou vidés de leur sang qui servira à transfuser les blessés iraniens.

Bientôt, le cri inquiétant des sentinelles se fait plus lointain et nous atteignons les premières maisons. Au



*Malgré la guerre, la vie continue.
Pour la première fois, les enfants sont libres d'apprendre le kurde.
Plus tard, ils rejoindront le maquis.*



Plus de 40 000 victimes parmi la population civile

mot de passe, une trentaine d'hommes sortent de l'ombre et nous accueillent dans la nuit qu'enflamme parfois un tir d'obus. Chacun d'eux porte, accrochée à la cartouchière, la photo d'un ami mort au combat. Ils ont tous laissé leur famille pour rejoindre le maquis.

Brusquement, tout le ciel s'embrase. On me pousse dans une maison. A l'intérieur, une dizaine de femmes et d'enfants me regardent, les yeux ronds de peur. Puis, au bruit des premières explosions, tout le monde se détend.

— C'est une autre guerre, m'annonce le commandant. Ce soir, on va pouvoir dormir tranquilles.

En fait, ce sont maintenant les Irakiens qui, à dix kilomètres de là, bombardent les Iraniens.

A quatre reprises déjà, ils ont empêché les Pasdarans de prendre la ville, pas par sympathie pour les Kurdes, mais parce qu'en résistant contre Khomeiny, ces derniers mobilisent au Kurdistan deux cent mille Iraniens qui font défaut sur le front sud, là où la guerre avec l'Irak s'enlise.

Le lendemain, je découvre la ville. Elle est détruite aux deux tiers. L'ancien bazar est en ruine, les boutiques éventrées, les rues trouées d'impacts de roquettes. Des quatre cent mille habitants qui vivaient, avant la guerre, du commerce entre les deux pays,

une centaine seulement sont restés. Les autres ont rejoint les villages de réfugiés, en Irak, de l'autre côté de la frontière.

Sur les portes de certaines maisons, on a peint les portraits de combattants morts. Mais la guerre n'épargne personne : plus de quarante mille victimes parmi la population civile en sept ans de combats.

Sagement assis dans les décombres, des enfants suivent un cours de kurde. Un symbole, puisque la langue est officiellement interdite en Iran. Dans quelques mois, ils iront rejoindre un camp d'entraînement, quelque part dans les montagnes.

Depuis deux ans, le P.D.K.I. a décidé d'éviter la

guerre frontale, trop meurtrière, pour favoriser la tactique de guérilla. Des petits commandos harcellent donc régulièrement les postes iraniens à l'arme légère. Des armes prises la plupart du temps à l'ennemi ou achetées au marché noir, avec l'argent que rapporte une taxe sur la contrebande locale.

Le commandant donne l'ordre à quelques-uns de ses hommes d'aller observer les Pasdarans. Nous descendons jusqu'au radar d'une station de communication, dernière prise de guerre des Pechmergas. Puis nous rampons jusqu'aux avant-postes iraniens. Les bombardements d'hier ont fait de gros dégâts et les Pasda-





« Nous sommes oubliés parce que nous n'avons jamais pris d'otages »

rans, d'habitude terrés derrière leurs sacs de sable, s'activent à reconstruire leurs casemates. Aujourd'hui, la trêve sera respectée. Les Pechmergas en profitent pour évacuer un blessé vers l'hôpital de campagne que « Médecins du Monde » a installé à la frontière et où, tous les mois, des médecins et des chirurgiens français se re-

laient pour soigner et former la population.

L'après-midi, la ville prend presque un air de dimanche. Allongés dans les gravats, les hommes parlent mariage en écoutant des nouvelles du monde sur radio P.D.K.I. Un monde qui, depuis bientôt sept ans, les ignore.

« Nous sommes oubliés parce que nous n'avons jamais posé de bombes ou pris d'otages », constate le Dr Ghassemlou, responsable du P.D.K.I.

Une indifférence qui n'empêchera pas les Kurdes de lutter pour leur liberté.

Un vieux dicton ne prétend-il pas depuis toujours que « les plus fidèles amis des Kurdes sont leurs montagnans » ?

Pascal Manoukian ■

LES OUBLIÉS DE L'HISTOIRE

Pays sans frontière de 530 000 km², situé au cœur de l'Asie Mineure, le Kurdistan se trouve aujourd'hui partagé entre la Turquie, l'Irak, la Syrie, l'Iran et l'U.R.S.S. Vingt millions de Kurdes, malgré une originalité ethnique, culturelle et religieuse commune, sont donc contraints à vivre sous des nationalités d'emprunt. Nation sans État aux origines antiques, puisque déjà redoutée par Xénophon lors de la retraite des Dix Mille, ces musulmans en majorité sunnites luttent aujourd'hui pour retrouver leurs droits. Ceux de Turquie (10 millions) réclament l'indépendance du Kurdistan turc, ceux d'Irak (4 millions) le droit

à l'autodétermination, ceux d'Iran (6 millions) l'autonomie dans le cadre d'une République d'Iran démocratique. Des revendications qui heurtent trop les nationalismes et les intérêts régionaux pour aboutir.

Pourtant, à la fin de la Première Guerre mondiale, le traité de Sévres (1920) reconnut l'existence d'une république kurde autonome qui ne vit jamais le jour.

Aujourd'hui et depuis le début de la guerre entre l'Irak et l'Iran, le P.D.K.I., le Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran dirigé par le docteur Abdel Rahman Ghassemlou, est devenu la plus importante organisation armée kurde.

GEO

JUIN 1986



AVEC LES KURDES D'IRAN

Iran, Irak, Turquie, Syrie, URSS: cinq pays se partagent le territoire de la nation kurde qui forme, depuis l'Antiquité, un peuple à part. Divisés, prenant les armes tour à tour contre les Etats qui veulent les réduire, les Kurdes rêvent pourtant à leur souveraineté. En pleine guerre Irak-Iran, nos reporters ont passé deux mois au Kurdistan iranien, avec les maquisards et dans les refuges de ce peuple chaleureux oublié de l'Histoire

Les bombardements nous escortent, allumant des incendies dans l'obscurité. Attisés par la brise, les brasiers rougeoyent comme des fenêtres éclairées dans un lointain village. Autour de nous la montagne brûle. Pourtant, à force de descendre des versants, de franchir des torrents, de remonter des gorges, nous finissons par laisser le canon derrière nous. Dans la nuit noire, complice, l'escouade se croit tirée d'affaire. C'est alors que les fusées éclairantes nous surprennent dans la traversée d'un plateau désertique. Lueurs rouges implacables pour notre petite colonne de partisans kurdes, saisie comme en plein jour dans sa fragilité humaine. Aucun abri, rien que des replis calcinés de ce no man's land (interdit) entre l'Irak et l'Iran en guerre, du côté de Suleimania. Un ciel incandescent, une terre ravagée où le pied bute contre les obstacles cachés par le sable, la cendre. Au moindre ralentissement, l'ordre court: «Zouba, zou! Plus vite!» Trempés de sueur, crachant un air chargé de fumées et d'odeurs de charogne, nous courons presque à l'aveuglette. Un partisan tombe, jure. Une kalachnikov claque contre une pierre. «Silence!» grogne une voix. A huit cents mètres, droit devant, se dresse la masse d'une garnison irakienne. Et quand on s'y attend le moins, une caravane de marchands armés surgit à notre rencontre. Armes pointées, regards dilatés pour tenter de savoir qui: Ami? Ennemi? Mais toujours vient le salut au voyageur: «Salam!». «Tchoni», répond une voix. Et chacun poursuit son chemin.

Enfin, c'est la pause. Près d'une rivière, dans une caverne bondée d'hommes aux allures de brigands, siffle un samovar. Neuf verres de thé, deux heures de sommeil. Ce sera tout. A l'aube, nous repartons pour une longue étape sous une chaleur suffocante, avant d'atteindre, le soir, les premiers névés au pied de hautes parois. «De l'autre côté, vous trouverez beaucoup de neige», nous prévient un berger. Puis, sans cesser de tirer sur sa courte pipe en terre, il dispose une quinzaine d'édredons fleuris autour de sa tente brune. Le lendemain, nous jetons le premier regard par-dessus le col: à perte de vue, dans un superbe moutonnement de cimes et de vallées, le Kurdistan d'Iran. Et, plus près, une base de partisans kurdes, les fameux

Pesh-Merga («ceux qui vont au-devant de la mort»), comme on les nomme dans tout le Grand Kurdistan. On nous introduit dans une sorte de bergerie. Le tableau est saisissant. Le long des murs, une soixantaine de guerriers armés jusqu'aux dents, regards brillants, larges turbans sur le crâne, nous accueillent. Entrer dans une base de Pesh-Merga, c'est comme pénétrer dans une ruche. Bourdonnements de salutations, d'échanges de politesse, de retrouvailles, de chuchotements, de baisers qui claquent, sonores, par quatre fois sur les joues; tout reflète l'affection courtoise que les Kurdes se témoignent entre eux. En l'honneur de l'étranger, une hospitalité raffinée. Au



Au printemps, dans la province de Piranchah, les bergers kurdes semi-nomades repartent vers leurs campements, situés entre 2 000 et 3 000 mètres d'altitude. Ils y demeurent plusieurs mois avec femmes et enfants (ci-dessus) jusqu'aux premières neiges et malgré l'interdiction des troupes iraniennes qui les soupçonnent d'apporter un soutien actif aux maquisards. Ci-contre: portrait d'un Pesh-Merga

Bergers et partisans en famille

milieu de cette effervescence, un homme s'approche, très souriant, avec ses grenades autour de la taille, sa mitrailleuse à l'épaule. Dans sa main gauche, une serviette de bain; dans la droite, une savonnette parisienne. Kak (frère) Reza m'invite, dans son français hésitant: « Si vous désirez un hammam, il sera bientôt prêt ». De son côté, mon compagnon se voit offrir une pipe bourrée, allumée, ainsi qu'une pochette d'Amphora. Puis chacun se rassied. Avant toute chose, boire le thé. On discutera ensuite. Le lendemain, nous quittons les sommets pour aller à la rencontre de la population kurde d'Iran que nous allons côtoyer, clandestinement, pendant deux mois. « Jamais au cours de notre histoire nous n'avons plus souffert qu'aujourd'hui », confesse un villageois qui nous invite à dîner sur le toit de sa maison. « En plus des bombardements de l'artillerie et de l'aviation irakienne contre lesquels nous sommes sans défense, il y a les Iraniens », dit-il en pointant son doigt vers le guetteur ennemi que l'on voit faire les cent pas sur la colline d'en face.

Hier face à Bagdad, aujourd'hui contre Téhéran

L'armée iranienne quadrille en effet le Kurdistan. Leurs deux cent mille soldats, essentiellement des Pasdarans (« Gardiens de la révolution »), sont regroupés dans deux mille cinq cents garnisons. Une base-mère (jusqu'à douze mille soldats), avec une unité spéciale anti-guérilla, régente dans chaque zone de ce damier dix bases plus petites. L'armée d'occupation iranienne est partout. Depuis 1979, quarante-cinq mille civils ont été tués. Au début, parce qu'ils avaient tout perdu — maisons rasées, bétail massacré, récoltes incendiées, biens personnels volés par les Pasdarans —, les gens ont fui. Les uns sont allés grossir les camps de Ramadi ou de Samawa, près de Bagdad. D'autres se sont installés dans la zone militarisée, de l'autre côté de la frontière irako-iranienne, donc en Irak, où ils ne sont tolérés par le gouvernement de Bagdad que d'une façon provisoire: interdiction de cultiver un jardin, interdiction de construire en dur malgré les rigueurs des hivers. Dans sa cabane de branches, un réfugié kurde m'a raconté: « Un jour les Pasdarans sont

La longue quête d'un peuple harcelé

Formant depuis l'Antiquité un peuple à part avec sa langue, sa culture, sa religion et ses traditions, les Kurdes sont aujourd'hui environ 20 millions, mais restent un peuple sans patrie, une nation sans Etat. Descendent-ils des Carduques, cités par Xénophon, ou des Mèdes, comme l'affirment leurs « cousins » persans ? Ou s'agit-il d'un peuple autochtone auquel se sont ajoutés d'innombrables agrégats apportés par les invasions qui ont balayé pendant des siècles leur territoire, au carrefour de l'Europe et de l'Asie ? Le débat reste ouvert. Mais à une époque où les mots français, anglais et allemand n'avaient pas encore été forgés, les Kurdes occupaient déjà un territoire qui s'étend sur plus de mille kilomètres de long et deux cent cinquante kilomètres de large, de Hamadhan, en Iran, à Aintab, près du golfe d'Alexandrette. Aryens, ils se distinguent de leurs voisins du Sud, les Arabes sémites, ou du Nord, les Turcs. Musulmans, ils sont, dans leur immense majorité, sunnites, contrairement à leurs voisins iraniens, chiites. A l'intérieur même du monde musulman sunnite, ils se singularisent encore de leurs voisins turcs (hanafites) en suivant le rite chaféite. La langue kurde qui se rattache au groupe iranien des langues indo-européennes, est un élément essentiel de leur identité: aujourd'hui encore, les femmes des zones rurales ne parlent que le kurde et ignorent le turc, l'arabe ou le persan. Une culture extrêmement riche s'est forgée autour de cette langue. Depuis la création du premier royaume kurde des temps modernes par l'émir Bedir Khan, au milieu du XIX^e siècle, et la révolte de Cheikh Obdidalla (1879-1880), l'auteur du premier « manifeste » écrit connu du nationalisme kurde, l'histoire de ce peuple n'est faite que de soulèvements et de ré-

bellions écrasés dans le sang. Le drame des Kurdes allait s'aggraver après la première guerre mondiale, avec le démembrement de l'empire ottoman et la création de l'Irak et de la Syrie. Jusqu'alors partagés entre deux empires séparés par une frontière instable, les Kurdes se trouvent désormais dispersés entre cinq pays, dont trois (la Turquie, l'Irak et l'Iran) ont des régimes nationalistes autoritaires qui persécutent leurs minorités. De la première guerre mondiale à la seconde, les soulèvements ne cessent pratiquement pas au Kurdistan. Ces soulèvements sont réprimés avec une violence qui frôle le génocide en Turquie où le Kurdistan est déclaré zone interdite pour les étrangers: les chefs sont pendus, les intellectuels noyés, la population déportée, l'usage de la langue kurde proscrite.

L'époque du général Barzani

La seconde guerre mondiale marque un tournant dans l'histoire du mouvement national kurde, avec la naissance de véritables partis politiques et la fondation de la République de Mahabad (1946), à l'ombre des forces soviétiques en Iran. Ephémère, n'exerçant son autorité que sur un territoire exigu, la République de Mahabad occupe pourtant une place importante dans l'histoire kurde: pour la première fois, les Kurdes avaient pu prendre en main leurs propres affaires. Après la guerre, le champ de bataille se déplace au Kurdistan irakien, avec le général Barzani dont la forte personnalité domine l'histoire contemporaine de la lutte des Kurdes pour leurs droits. Une lutte qui avait commencé pour lui en Irak en 1931, qui s'était poursuivie à Mahabad, en Iran, où il avait été promu général (en 1946) et qui sera interrompue par un exil de onze ans en URSS (1947-

1958). Le général Barzani devra abandonner la lutte sans avoir réalisé son rêve, l'autonomie. Mais c'est sous sa direction que le mouvement kurde a atteint son apogée. A lui seul, il résume toutes les qualités, tous les défauts et aussi tous les malheurs des Kurdes. Il possède ce charisme qui a permis de rallier autour de son nom les hommes des tribus et les citadins, les guerriers et les intellectuels. Mais comme son frère, Cheikh Abdes Salam, pendu par les Turcs en 1914, et comme tous les autres chefs kurdes historiques, il se fait une trop haute idée de l'Occident, ignorant que le cynisme du jeu des puissances a plus de poids que toutes les belles déclarations sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Mais le grand malheur du général Barzani — et des Kurdes —, c'est de vivre... au Kurdistan. A la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e, les nations occidentales ont plus de sympathie pour les chrétiens — Arméniens et Assyriens — qui vivent au Kurdistan que pour les Kurdes, qui ont participé au massacre des Arméniens en 1915. La découverte de pétrole autour de Kirkuk est une véritable catastrophe pour les Kurdes: quel régime pourrait envisager de renoncer à son pétrole ? On pouvait croire, après l'accord d'Alger (6 mars 1975) entre le Shah et Saddam Hussein, alors vice-président irakien, que le problème kurde était liquidé pour longtemps. Mais les maladroites du gouvernement irakien — et la répression — devaient relancer la lutte, un an après la chute de Barzani. En Iran, où la Savak (police politique du Shah) réprimait impitoyablement toute velléité d'organisation, la révolution a permis un essor inespéré du mouvement kurde. En Turquie, enfin, après trois décennies de somnolence, on assiste également à un réveil de ce peuple. Tragiquement, les



Disséminés sur un territoire à cheval sur les frontières de cinq pays, les Kurdes restent partout insoumis. La photo ci-dessus a été prise en Turquie, près du palais d'Isak Pacha proche de l'Iran et de l'URSS. Cette femme tenant son arme rappelle que tout Kurde est d'abord un combattant



Kurdes ont fini par admettre les frontières qui leur ont été imposées; et le mouvement kurde aujourd'hui est éclaté. En Irak, aucun leader n'a su imposer son autonté et le mouvement est déchiré entre le PDK (Parti démocratique du Kurdistan) de Massoud Barzani qui revendique la succession du général, et l'UPK (Union patriotique du Kurdistan) de Jéjal Talabani, sans compter plusieurs petits partis. Guerre des chefs au début, cet antagonisme a revêtu une tout autre dimension depuis que la guerre du Golfe a éclaté: le PDK, ayant choisi l'alliance avec l'Iran, et l'UPK, recherchant un accommodement avec le régime irakien, se livrent une véritable guerre civile... En Iran, le PDKI a connu un essor sans précédent après la révolution, sous la direction d'Abdel Rahman Ghassemilou. Mais après avoir perdu, sous les coups de boutoir conjugués de l'armée et des Gardiens de la révolution, les « zones libérées » qu'il

contrôlait, près de la frontière irakienne (fin 1984), le PDKI doit depuis quelques mois se battre aussi contre le Komala, une organisation maoïste kurde... En Turquie, le mouvement kurde est divisé. Le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) est resté pratiquement, depuis le coup d'Etat militaire du général Evren, en septembre 1980, la seule organisation à poursuivre son activité — il a même lancé quelques petites opérations de guérilla.

Autonomie, autodétermination, indépendance

Mais il ne faut pas se laisser obnubiler par ces divisions car beaucoup de choses sont en train de changer au Kurdistan: après s'être battus pour l'autonomie, les Kurdes commencent à réaliser qu'il s'agit peut-être d'une voie sans issue. En Iran, le PDKI de Ghassemilou, qui avait misé sur l'alliance avec les autres forces démocratiques iraniennes,

doit réviser ses conceptions après son retrait du Conseil national de la résistance. En Irak, l'UPK de Jéjal Talabani ne lutte plus pour l'autonomie mais pour son « droit à l'autodétermination ». Quant au PDK de Massoud Barzani, il se bat toujours, officiellement, pour l'autonomie, mais joue à fond la carte de l'alliance avec l'Iran. Paradoxalement, c'est en Turquie, où la lutte armée est encore balbutiante, que toutes les organisations kurdes sont d'accord sur l'objectif final de leur lutte: l'indépendance du Kurdistan. Mais les contacts entre les leaders des divers mouvements kurdes se multiplient. C'est seulement à ce prix — en renonçant à la recherche d'un tuteur et en unifiant toutes leurs forces — que les Kurdes ont une chance de réaliser leur rêve de constituer un véritable Etat dans une région du monde qui, malheureusement pour eux, reste éminemment stratégique et riche en pétrole. **Chris Kutschera**



arrivés. Ils ont commencé à tirer sur les gens. Beaucoup sont tombés. Ma femme est morte en chemin. Nous avons réussi à nous enfuir avec mes enfants. Si nous rentrons chez nous, ils tueront mes deux fils. » Désormais, les villageois ne quittent plus leur pays, préférant se cacher dans les montagnes, le jour, et en redescendre à la nuit tombée pour irriguer leurs jardins. En 1970, pourtant, les relations étaient bonnes entre l'imam Khomeiny et les Kurdes. Ceux-ci ayant contribué, les armes à la main, à la chute du Shah. Mais quand ils réclamèrent la reconnaissance de leur identité culturelle, le droit de lire, d'écrire, de chanter, de s'exprimer, d'avoir une éducation en langue kurde, les relations se détériorèrent. Cheikh Ezzedine Hussein, religieux kurde vénéré par son peuple, en exil en Irak, nous avait raconté, quelques semaines plus tôt, comment s'était produite la rupture. Il avait été convoqué à Qom en 1979 par Khomeiny. Ce dernier avait conclu, au terme de l'entretien: « Je veux le calme au Kurdistan. Pas de troubles! » « Moi,

Norsoul, dans la province de Piranchah, était une florissante bourgade du Kurdistan. Désormais, les Gardiens de la révolution iraniens (les Pasdarans) sont embusqués au nord et les Irakiens au sud. Au milieu, malgré les bombardements quotidiens, une poignée de Pesh-Merga tient la ville

Tenir, même dans les ruines

je veux l'autonomie », avait répondu le mollah kurde de sa voix fluette, presque cassée. Les deux hommes s'étaient dressés. Saisissant alors son interlocuteur par le revers de son vêtement, l'imam, agacé, l'avait secoué en répétant son exigence, pour s'entendre donner la même réponse: autonomie pour le Kurdistan!

Utopie? Pas tant que ça. Le rêve des nationalistes kurdes ne s'était-il pas déjà réalisé à une moindre échelle, en 1946, lors de la constitution de la

République kurde de Mahabad? Cette revendication, ce rêve ne s'est jamais éteint. Huit mois après la rencontre de Qom, les ayatollahs (adeptes du chiisme) déclenchaient la « guerre sainte » contre les Kurdes (sunnites). L'armée et la milice iraniennes s'efforçaient alors de prendre le contrôle des villes pour en chasser les rebelles et anéantir les centres de la résistance nationale: le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), membre jusqu'en 1985 du Conseil national de la résistance (parti majoritaire, fondé par les Moudjahidin), auquel était allié le Komala, organe marginal marxiste-léniniste, avant qu'ils ne deviennent frères ennemis et, sous couvert de luttes de classes, se livrent des coups terribles. Pour le régime islamique de Téhéran tous les moyens vont être bons pour en finir avec les « infidèles » dont le mot d'ordre est devenu objectif politique: « Un Kurdistan autonome dans un Iran démocratique ». Les bombardements de bourgs, de villages, les poudrières massives, l'utilisation de gaz de combat, les déplace-

Un État introuvable écartelé par l'Histoire

Pendant deux mois nos reporters ont sillonné clandestinement le Kurdistan iranien dans les régions de Piranchah, Kirmanchah et Sardacht. Les Kurdes ont toujours été considérés comme un peuple à part, ainsi que l'atteste la sévère remarque du géographe Abou Ishak el Farsy qui écrit, au ^x^e siècle: «Ce sont effectivement des gens qui habitent dans nos contrées mais qui sortent de la catégorie de l'espèce humaine; on a rassemblé des fragments du monde entier, que l'on a pétris, et dont on a formé le Kurde.» Aujourd'hui, ce peuple d'environ 20 millions de personnes est écartelé entre cinq Etats. Selon de prudentes estimations, ils seraient 10 millions en Turquie, 3,8 millions en Irak, 6 millions en Iran, 1 million en Syrie. Une communauté de 320 000 Kurdes vit en URSS où ses droits culturels sont reconnus et une centaine de milliers d'exilés a trouvé refuge au Liban. Enfin, 350 000 Kurdes, la plupart illettrés, survivent en Europe. A l'initiative d'écrivains, d'historiens ou d'artistes kurdes, un Institut culturel kurde est né à Paris en 1983, afin de restituer à tous les Kurdes immigrés le droit et la possibilité de s'instruire en puisant dans leur patrimoine.

KURDISTAN
Les hachures bleues représentent le territoire historique du Kurdistan



ments forcés de population vont se multiplier, dans l'indifférence internationale. «Les premières années de résistance ont été dures. Nous avons subi des pertes sévères en menant une guerre frontale», nous confie Kak Serdik, un commandant de partisans. En 1984, le PDKI a donc changé de tactique pour se consacrer à la guérilla: «Nos douze mille Pesh-Merga y excellent.» Une armée des ombres qui harcèle et démoralise l'ennemi. Sur vingt bases militaires dont disposent les Kurdes, dix-huit sont mobiles. S'ils veulent contrôler une ville, ils l'encerclent à cinq cents, la nuit, coupent les ponts et capturent les traîtres.

Dans leurs opérations, l'efficacité des partisans est impressionnante. En juin 1985, trois cents d'entre eux attaquent la ville de Baneh: si cent dix soldats iraniens sont tués, on compte à peine trois blessés parmi les Kurdes. En 1982, lors de la grande bataille de Mahabad, les forces gouvernementales ont perdu deux mille cinq cents

hommes, les Pesh-Merga trois cent cinquante. Depuis 1979, trois mille maquisards au total sont morts au combat. Chiffres étonnants qui provoqueraient le scepticisme si l'authenticité de l'information, quotidiennement diffusée par la voix clandestine de «Radio Kurdistan», que l'on entend malgré le brouillage jusqu'à Téhéran et en Turquie, n'était reconnue même par l'adversaire. D'où vient une telle supériorité? «Statistiquement, les pertes s'évaluent à un homme dans nos rangs pour vingt-trois chez l'adversaire. Les Pasdarans qu'on nous envoie (les troupes de métier sont plutôt affectées au front du sud contre l'Irak) ne sont pas de bons soldats. Leurs meilleurs atouts restent leur foi, leur énergie et la densité de leur artillerie. En face, ils trouvent des patriotes qui connaissent parfaitement le terrain et reçoivent le soutien massif de la population. A 99 pour 100 dans le centre du Kurdistan (c'est là aussi que Khomeiny a ses garnisons les plus

puissantes), moins dans le Nord. De plus, nous avons le soutien des partisans civils qui n'hésitent pas à abandonner leur travail pour nous prêter main-forte lors d'une opération.» Enfin, les Pesh-Merga sont parfaitement armés avec du matériel récupéré sur l'ennemi. «Nous avons trop d'armes, nous en revendons, précise le commandant Serdik. Ce qui nous manquerait plutôt, ce sont les munitions.» Le kandjar — ce traditionnel poignard glissé dans la ceinture de toile — ne quitte jamais le Pesh-Merga. «Quand on s'empare d'une garnison, à l'intérieur, c'est du corps à corps!» précise un vieux partisan. Ses yeux étincellent, évoquant l'atavisme guerrier du Kurde, sa passion d'indépendance, son courage légendaire. Formés par un climat rigoureux et une histoire mouvementée, ce sont des combattants vigoureux, d'allure farouche. Mais, par nature, les Kurdes sont des gens pleins d'humour et de poésie. «Tout Kurde et même toute

femme kurde est poète», remarquait l'écrivain arménien Abovian. On pourrait ajouter que tout Kurde est musicien. Et comment ne pas penser à notre ami Kak Mala qui nous avoua, alors que nous roulions à grande vitesse vers le nord de l'Irak, ne pas écouter de musique kurde au volant car il était si ému qu'il en oubliait de conduire? Il préféra nous faire entendre «La Pastorale», découverte en prison sous le Shah: « Avec Beethoven, je ne pense à rien. » Mais devant notre déception, il finit par glisser une cassette de chants de sa région, se mit à fredonner et... nous envoya dans le décor!

Khomeiny impose le blocus des vivres et des médicaments

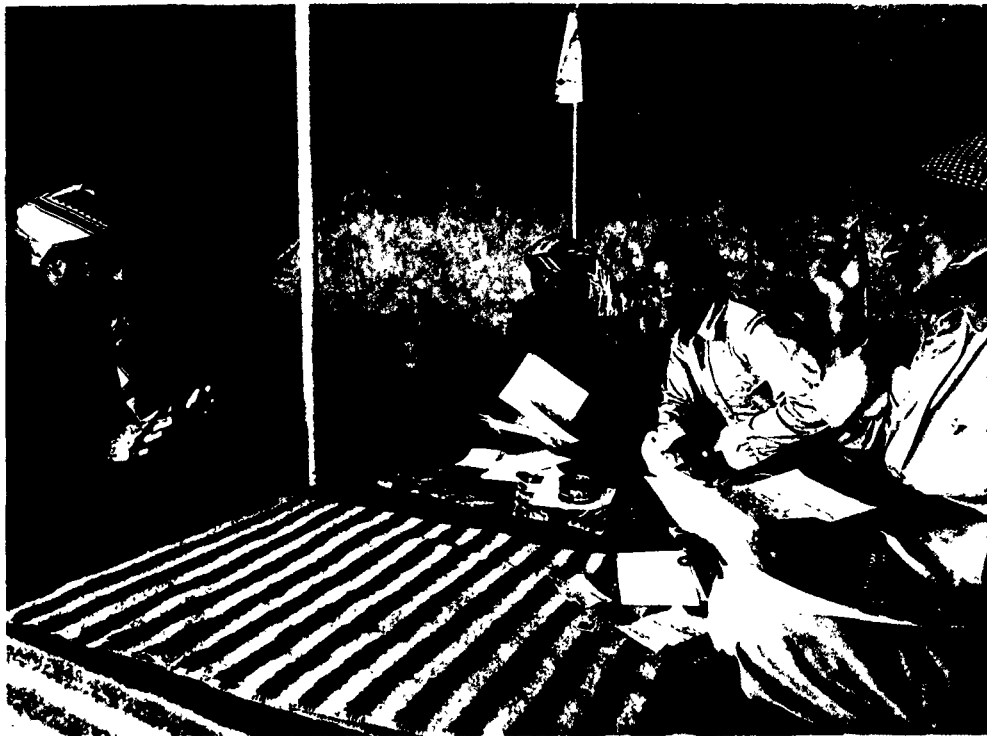
Pendant longtemps, au Kurdistan, les écoles de chant tenues par des mollahs ont favorisé l'existence de bardes locaux d'importance capitale pour la sauvegarde de l'identité nationale. En effet, soit à cause de l'analphabétisme dû au sous-développement dans lequel a été maintenu le pays, soit sous l'effet de la censure, ce peuple n'a pas accès à sa propre culture. Depuis trente ans, toute publication, tout enseignement, toute manifestation artistique en langue kurde sont interdits. C'est pourquoi, dans son école militaire de Galalé, outre des cours d'alphabétisation et de maniement d'armes, le PDKI enseigne aux futurs Pesh-Merga la musique et la danse... Un essaim de bombardiers passe haut dans le ciel bleu dur. Devant nous, le paysage s'ouvre sur de vastes plateaux d'altitude, terres privilégiées des cavaliers et des nomades aux tentes brunes. Soudain, par-dessus le fracas d'un torrent, le tonnerre des obus déclenche un roulement d'enfer. Devant la violence des tirs qui semblent remonter le chemin, Kak Rassoul décide une halte. « Abrisons-nous dans cette bergerie », propose-t-il. Courtoisie kurde et coutume islamique respectées, j'entre la première, après m'être déchaussée. Aussitôt, une fulgurante douleur au pied m'oblige à m'asseoir. Au milieu de la pièce, gardien du logis, le scorpion me regarde d'un œil mauvais. Un Pesh-Merga se penche: « Les noirs sont mortels, les jaunes pas. » Quant à celui-ci, jaune et noir...? Pour tout remède, attendre. Car, au Kurdistan, l'assistance médicale reste très limitée. Et le blocus des

médicaments et des vivres est imposé par le régime de Khomeiny. Entre la zone des combats et les centres de soins, il faut quatre à six jours de marche. Même si l'Irak accueille dans ses hôpitaux militaires les Kurdes blessés, le PDKI ne dispose sur place que du secours bénévole apporté par deux organismes humanitaires français nés, en 1979, d'une scission de Médecins sans frontières: Médecins du monde et Aide médicale internationale (AMI) qui, à leurs risques et périls, exécutent des missions chirurgicales et s'occupent de la formation du personnel local. Quant à la population civile, bien sûr pauvre et fatiguée par six années de guerre, elle ne peut guère compter sur les hôpitaux des



Il y a quatre ans, sous l'action du PDKI, le premier manuel d'alphabétisation jamais réalisé en kurde a fait son apparition. L'été, dans les camps de partisans, quand les enfants sont en vacances, les hommes occupent les classes de plein air. Aujourd'hui, ce peuple nourri de culture orale apprend à lire et à écrire

A l'école entre deux combats



Sous une tente, dans la montagne, des officiers kurdes entament l'interrogatoire d'un « djash », un traître (à gauche). Deux ans plus tôt, les Pesh-Merga avaient déjà capturé ce mollah, fils d'un ayatollah kurde de Piranchah, l'un et l'autre accusés de collaborer avec le régime de Khomeiny. Quand ils ne sont pas exécutés, les djash subissent une longue détention dans les prisons de campagne du PDKI. Les Pasdarans font un à trois ans de prison, mais les soldats iraniens de l'armée régulière sont plus vite libérés

Justice populaire de campagne

villes kurdes, généralement réservés à l'armée d'occupation. Il ne lui reste que des dispensaires ambulants dans les zones tenues par les partisans.

Lentement, le poison monte dans ma jambe. Soudain un Pesh-Merga fait irruption: «Je suis un Abassi!» déclare-t-il. Cette tribu est réputée pour les aptitudes héréditaires de ses membres: leur salive comporterait notamment un élément antiacide neutralisant les venins. Crachant une mie de pain longuement mastiquée, il l'applique en guise d'emplâtre sur la plaie. Très vite, la douleur redescend vers le pied et faiblit. Le lendemain, clopinant, mais aidée par la canne du commandant, je repars pour une nouvelle étape. La montée est lente, belle, très raide, dans un paysage grandiose. Parfois, notre colonne se scinde pour glisser furtivement au pied d'une forteresse ennemie dont les canons brillent dans le soleil matinal. La bonne humeur est générale, la gaieté aussi, frappante chez ce peuple martyrisé qui, à chaque étape, entre deux tragédies, aime rire, sourire et chanter les beautés de la vie. Dans les vallées respandit la verdure de vergers croulant sous les raisins, les grenades, les avocats et les figues. Vers midi, la canicule est écrasante (plus de 50°C), la luminosité aveuglante. Une voix tombe du ciel:

«Envoyez-nous du raisin!», crie en pensant un soldat iranien du haut de son poste de guet. Il nous a pris pour des paysans. Nous hâtons le pas avant de faire halte, trempés de sueur, dans un village tout proche. Sur les toits, autour des maisons, des Pesh-Merga ont déjà pris position pour repousser une éventuelle attaque. «Vite, vite, ne restez pas dehors, ils pourraient vous voir!» On nous introduit dans une vaste cabane de branchages, au sol couvert de tapis longs et étroits.

Contrebande des samovars et des tapis persans

«Quelle surprise!» Notre hôte n'en revient pas. «Si j'avais su, j'aurais préparé un repas de circonstance», s'excuse-t-il en nous offrant l'ordinaire frugal d'une famille kurde: concombres du jardin, mas-tâo (petit-lait), yaourt et crêpes de farine de seigle. L'atmosphère semble surréaliste dans cet abri illusoire, la maison d'été, dont les murs de canisses, dressés sur les murs de la maison en pierre, restent à portée de canon. Les femmes arrivent, lumineuses dans leurs robes tissées de fils d'or. Le regard est clair, la parole directe. «Tous les Pesh-Merga sont mes fils!» déclare la plus âgée en

roulant une cigarette de ce tabac blond, légèrement parfumé, que chaque village continue de cultiver même si la plupart des cultures traditionnelles sont abandonnées pour avoir été trop souvent brûlées par l'occupant. Alors, pour survivre, on soigne son potager et on s'adonne à la contrebande: samovars et tapis persans dans un sens, riz, sucre, thé, huile dans l'autre. Sous le Shah, les Kurdes pouvaient vendre librement leur bétail jusqu'à Tabriz, Téhéran, Chiraz ou Abadan. Aujourd'hui, tout déplacement leur étant interdit sur le territoire national, ils s'arrangent pour faire passer clandestinement des troupeaux entiers au Kurdistan, irakien cette fois. Devant le samovar, deux jeunes femmes sourient en remplissant les verres. L'une a perdu son père, la seconde son mari, la semaine dernière. En sortant de chez lui il a été fauché par une roquette. Un Pesh-Merga tire de son portefeuille déformé par la sueur une photo de sa femme, Nashmil («Elégante»), morte en couches. Pas de médecin. Puis il montre un cliché de sa fille Bayan («Matin de velours»), emprisonnée à huit mois avec sa grand-mère, avant que cette dernière ne soit abattue au bazooka par les Pasdarans. «Dans chaque village vous rencontrerez des cas semblables», reprend notre hô-

tesse. Nous sommes prêts à tout sacrifier, nos maisons, nos parents, notre vie, mais nous voulons triompher!» Et, disant cela, ses yeux brûlent d'une volonté farouche, identique à celle des hommes. D'ailleurs, qu'elle soit épouse de chef ou paysanne, la femme kurde, jamais voilée, et dont le statut est plus enviable que celui de sa sœur persane, ne craint pas de défier les hommes. Ceux-ci, de leur côté, lui montrent un respect inconnu chez les autres peuples musulmans. Elle participe aux réunions, donne son mot dans la conduite des affaires locales, danse aux bras des jeunes gens, exprime incontestablement son individualité. Pourtant, le poids de la société archaïque demeure. Même si la classe des féodaux a disparu, laissant la place à une bourgeoisie rurale (95 pour 100 de la population est constituée de paysans, petits commerçants et 5 pour 100 d'ouvriers), la condition traditionnelle de la femme reste dépendante de la pression de l'héritage culturel. C'est pourquoi le PDKI s'efforce de faire disparaître les coutumes inégalitaires, interdisant les mariages d'enfants ou l'échange des femmes entre familles. Malheureusement, il ne porte pas son

souci jusqu'à leur ouvrir ses cours d'alphabétisation, toujours réservés aux hommes. Brusquement, l'une d'elles nous interroge: «Pourquoi ne parle-t-on pas de nous, à votre radio? Nos commandants écoutent la BBC, Radio-Israël, Radio-Amérique, Radio-France International: on n'y parle jamais des Kurdes! Pourtant, voyez comment nous vivons, mitraillés, bombardés, chassés de nos maisons. Pourquoi ne dites-vous rien?»

Une résistance qui ne recourt pas au terrorisme

Quelques semaines plus tard, le docteur Ghassemlou, secrétaire du PDKI, ancien universitaire, à la culture rayonnante, donnait lui-même la réponse: «Notre parti, en quarante ans d'existence, a gagné le soutien des masses populaires. Mais il lutte seul. Nous ne combattons pas les Soviétiques: alors nous ne pouvons prétendre à l'aide américaine. Nous ne sommes pas en guerre contre les Américains: donc nous ne pouvons espérer celle des Russes. Il est vrai, nous n'employons pas le terrorisme

pour nous faire connaître ou reconnaître au niveau international! Et les gouvernements ne voient pas quel bénéfice ils retireraient en soutenant notre combat... Certes, à long terme, notre attitude modérée va triompher. Déjà, nous sommes considérés comme un parti sérieux, responsable.» Puis, songeur: «Pourtant, les opinions publiques française et américaine nous aideraient à gagner...» Aujourd'hui, le PDKI d'Iran constitue la plus grande force armée faisant obstacle de l'intérieur au régime de Khomeiny. Des opposants non kurdes viennent chaque jour grossir les rangs des Pesh-Merga. Nous y avons rencontré des Moudjahidin, des Fedayin, des officiers de l'armée iranienne, des étudiants, des adolescents fuyant l'enrôlement dans les rangs «bassidji» de la milice islamique des mollahs (voir GEO n^{os} 65 et 79), mais aussi des Baloutches et des Azerbaïdjanais. Pour la résistance iranienne, le Kurdistan est devenu le bastion de la lutte pour la démocratie. Les Pesh-Merga ne céderont jamais. Comme le dit un proverbe kurde: «Peu à peu la pierre perce la pierre.»

Sabine Vogel □

Photos de Théodore Vogel



amnesty international

INTERNATIONAL SECRETARIAT
1 Easton Street London WC1X 8DJ
United Kingdom

URGENT ACTION

EXTERNAL (for general distribution)

AI Index: MDE 14/08/86
Distr: UA/SC

UA 194/86

Extrajudicial executions

11 July 1986

IRAQ: Possible extrajudicial execution of 21 people
=====

Amnesty International has received reports that 21 people were executed in the cities of Sulaimaniya and Arbil in northern Iraq between 27 March and 9 April 1986. There are fears that these may have been extrajudicial executions.

According to reports received by Amnesty International, 15 students from secondary schools and the University of Salah al-Din in Arbil were arrested and summarily executed in public in the city between 27 March and 3 April. The executions were said to have been carried out in retribution for an attempted assassination in late March 1986 on the life of the Governor of Arbil by Kurdish forces opposed to the government. The governor was said to have been wounded in the attempt. Subsequently the homes of some of the victims were reportedly razed to the ground with bulldozers. A large number of civilians, including students, were reportedly arrested during the operation. Their fate and current whereabouts are unknown.

In another incident, six detainees were reported to have been summarily executed by Iraq's security forces on the afternoon of 9 April. According to reports, the executions were carried out in public in a square outside Sulaimaniya Central Prison. The six were: Keywan Muhammad 'Abd al Karim, Bakhtiar Sattar Karim, Soran Nuri Othman, Mawlud Rashid Faraj, Hawree Akbar Ahmad and Hawree Muhammad Qadir. They were said to have been sympathizers with the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and had been held without charge or trial since their arrest. All six were reportedly below the age of 18 at the time of their execution.

RECOMMENDED ACTION: Telegrams/telexes/airmail letters:

expressing concern about reports of extrajudicial executions carried out between 27 March and 9 April in Sulaimaniya and Arbil;

urging the Iraqi Government to carry out a thorough investigation into these reports and to make public its findings;

urging that, if these reports are correct, the government take immediate steps to prevent any further such executions and to bring those responsible to justice;

urging that all those arrested in Arbil be either promptly charged with a recognizably criminal offence or released.

☎ 01-833 1771 Telegrams: Amnesty London WC1 Telex: 28502

Amnesty International is an independent worldwide movement working for the international protection of human rights. It seeks the *release* of men and women detained anywhere because of their beliefs, colour, sex, ethnic origin, language or religious creed, provided they have not used or advocated violence. These are termed *prisoners of conscience*. It works for *fair and prompt trials* for all *political prisoners* and works on behalf of such people detained without charge or trial. It opposes the *death penalty* and *torture* or other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment of *all prisoners*

VIE ASSOCIATIVE/ AMNESTY INTERNATIONAL

La situation en Turquie

Le groupe d'Auch Amnesty International communique. — « Six ans après le coup d'Etat du général Byren, la Turquie se distingue toujours de ses partenaires européens du Conseil de l'Europe.

« C'est le seul pays européen qui connaisse l'état d'urgence, celui-ci confère au gouvernement civil des pouvoirs d'exception, il est en vigueur dans 5 provinces, sur 67, et dans la capitale, Ankara, et fait suite à la loi martiale qui en 1980, couvrait tout le territoire.

« C'est le seul pays du Conseil de l'Europe où le nombre des détenus politiques soit si important. Selon les statistiques officielles, il y en aurait en novembre 85, plus de 15 000 soit un prisonnier politique pour 3 000 habitants.

« C'est le pays des procès interminables. Les dirigeants de la TPA, association turque pour la paix, association déclarée illégale après le coup d'Etat de 1980, sont, pour la 4^e fois, en avril 86, reconvoqués devant les tribunaux. Quant à la Disk, confédération des syndicats progressistes, cela fait 5 ans, que le procès dure, en janvier 86, on en était à la 254^e session. Ceci oblige les syndicalistes à se mettre en permanence à la disposition de la justice au détriment de leur vie familiale et matérielle. C'est un des 52 dirigeants officiels de la Disk, Ismael Ozbicer, que le groupe Amnesty International d'Auch a en charge depuis août 82, charge partagée avec le groupe américain n°13, de New York qui publie cette semaine dans la presse américaine un article semblable à celui-ci.

« C'est le seul pays de l'Europe où la torture soit toujours systématiquement et largement pratiquée comme en témoigne une grève récente, en février 86, de 200 prisonniers politiques de la prison d'Ardana, grève de la faim de 23 jours, menée pour protester contre l'utilisation de la torture et les mauvaises conditions de détention. Cependant, ce mal endémique n'est plus un sujet tabou en Turquie, il est devenu au contraire, un thème central du dé-

bat politique, la torture est, fait dénoncée de plus en plus par les journalistes et les députés d'opposition qui réclament des explications sur les disparitions et publient des confessions d'anciens prisonniers. Le gouvernement, qui a reconnu son existence, commence à la combattre.

« C'est aussi le seul pays qui maintienne la peine de mort. Certes, aucune exécution n'a eu lieu depuis octobre 84, mais les condamnations à la peine capitale persistent, 102 ont été prononcées en 1985, et récemment, encore, en février 86, 23 militants indépendantistes kurdes ont été condamnés à mort et 4 militants d'extrême gauche en mai 86.

« C'est enfin un pays qui se réislamise. Bien que la Turquie s'affirme toujours une nation moderne et laïque, l'enseignement coranique a été rendu obligatoire dans les écoles et lycées en 82, et 86 une loi sur la protection des « religions célestes » punit de 6 mois à 2 ans, de prison les « blasphémateurs ».

« Vous aussi, vous pouvez agir en faveur des prisonniers d'opinion en Turquie, pour cela, vous pouvez écrire à l'ambassade de Turquie, 18 avenue de Lamballe, Paris 16^e, en demandant que soient respectés en Turquie les droits à la Liberté d'opinion et d'expression. Plus les envois de lettres, seront nombreux, plus notre appel aura des chances d'être entendu. Si vous souhaitez avoir plus de renseignements sur notre groupe, et son action, contactez-nous soit à Auch, 4 place de la République, soit à Condom, soit à Plaisance. »

Recep Marasli : à Turquie malade de ses Kurdes

L'ambassadeur de Turquie à Bruxelles, Faik Melek, a très vite répondu à la lettre que *Le Soir* lui avait adressée le 28 mai. Dans sa réponse, le diplomate rappelle que Recep Marasli a été « jugé et reconnu coupable par des tribunaux libres et indépendants » pour les délits suivants : « Affiliation à l'organisation illégale, clandestine et séparatiste Rizgari (...), port de faux documents d'identité (...), offense au tribunal. » Total des peines, selon l'ambassadeur : 11 ans, 4 mois et 10 jours.

M. Faik Melek écrit d'autre part : « M. Marasli est en bon état de santé et il n'existe aucune plainte d'après laquelle il aurait été l'objet de mauvais traitements. » Le diplomate ajoute que, pour cause de séparation des pouvoirs, il ne peut intervenir en faveur du prisonnier. « J'ai essayé de vous informer objectivement, conclut-il, en me basant sur les renseignements que j'ai reçus de sources officielles. Pour moi, le reste constitue le fruit d'une campagne subversive et mal intentionnée qui vise à discréditer et à déstabiliser la Turquie. »

Rappelons que, selon Amnesty, Recep Marasli a été au total condamné à 36 ans et demi de prison. Il a en tout cas été jugé par des tribunaux militaires, dans une région toujours soumise à l'état de siège.

Georges Liébecq, le coordinateur pour la Turquie d'Amnesty International Belgique francophone, n'a pas été surpris par la teneur de la réponse de l'ambassadeur. « Elle reprend, dit-il, une argumentation tout à fait classique. La Turquie retourne lentement depuis 1983 à la démocratie, ajoute-t-il, mais c'est toujours la guerre permanente au Kurdistan. » Il répète par ailleurs : « La torture est toujours systématique dans les prisons militaires, mais ils ne le reconnaîtront jamais. »

Fallait-il dès lors considérer que le dossier était clos ? Nous

avons préféré le garder ouvert et avons essayé d'aller plus loin. Nous avons demandé à l'ambassade de Turquie à Bruxelles l'autorisation de rendre visite à Recep Marasli dans sa cellule de Diyarbakir. L'ambassadeur était absent, mais le « numéro deux » de l'ambassade et d'autres diplomates nous ont clairement fait comprendre que notre démarche n'avait aucune chance d'aboutir, qu'il n'y avait pas de précédent. Les autorités turques ont-elles pour autant dit leur dernier mot ?

13. 7. 1986

POPOLO CURDO

Amnesty: la tortura non risparmia neppure i bambini

di Mirella Galletti

Un recente comunicato di Amnesty International, l'organizzazione internazionale che si occupa di diritti umani, conferma che tra il 15 e il 17 ottobre 1985 circa 300 ragazzi curdi (ma altre fonti fanno salire la cifra a 900), di età compresa tra i 10 e i 14 anni, sono stati arrestati dall'esercito iracheno nella città curda di Sulaymaniyah.

I ragazzi sono stati condotti al Centro di informazione militare, dove sono stati interrogati. Alcuni giorni dopo sono stati trovati in strada i corpi di tre di loro, con evidenti segni di tortura. La maggior parte dei ragazzi è stata rilasciata ai primi di novembre, mentre una cinquantina sono ancora detenuti a Kirkuk.

Questa azione rappresenta una ritorsione da parte del regime iracheno contro le famiglie curde degli oppositori o presunti tali. Ventimila militari iracheni, coadiuvati dalle truppe giordane di stanza nel Kurdistan e da combattenti dell'Olp, hanno setacciato la città, casa per casa, con il pretesto di ricercare i disertori dal fronte della guerra tra Iraq e Iran, i *peshmerga* (combattenti curdi) e i simpatizzanti della resistenza curda.

Nel Kurdistan iracheno sono stati distribuiti a tutte le famiglie curde dei moduli, in cui si chiede come è composta la famiglia e dove si trovano i componenti maschi del nucleo familiare. Se l'assenza del congiunto non viene giustificata in maniera esauriente, tutti i membri della famiglia vengono arrestati e deportati nel sud dell'Iraq.

Spesso le mogli dei *peshmerga* vengono arrestate e, per ottenere la scarcerazione, sono costrette a divorziare. E' l'ufficiale di polizia che sancisce la fine del vincolo nuziale, anziché il tribunale o il clero islamico, come prevede la legislazione in vigore.

Per bloccare la protesta popolare, le autorità irachene applicano la linea dura, colpendo soprattutto i settori della sanità e dell'istruzione. Nel

Kurdistan iracheno sono stati chiusi i presidi sanitari situati fuori della città; sono state chiuse anche 800 scuole e gli insegnanti sono stati trasferiti in altre aree. I ragazzi che abitano nelle zone rurali non possono accedere alle scuole dei principali centri urbani.

Nell'autunno del 1985 ha raggiunto il culmine la repressione contro i tre milioni e mezzo di curdi iracheni. Dopo che a Sulaymaniyah i *peshmerga* avevano ucciso due ufficiali delle forze armate irachene legati al clan del presidente Saddam Hussein at-Takrit, la reazione del regime fu immediata. Dieci curdi vennero arrestati a caso e immediatamente assassinati. L'esecuzione innescò una serie di manifestazioni degli studenti di Sulaymaniyah, durante le quali la polizia aprì il fuoco sulla folla. Il bilancio: sei morti e numerosi feriti.

Nei distretti di Kan-Iskan e Ashaba-Sepi tredici curdi sono stati arrestati e fucilati. Questi avvenimenti hanno alimentato una grave tensione, che si è presto propagata in tutto il Kurdistan.

Ad Arbil, capoluogo del Kurdistan iracheno, il 27 e 28 ottobre vi sono stati scontri tra i manifestanti curdi e le forze governative, che hanno contrattaccato ricorrendo anche all'aviazione. Nei bombardamenti sono rimasti uccisi 85 curdi ed è stata gravemente danneggiata la cittadella di Qalat, importante monumento del periodo pre-islamico.

Manifestazioni di protesta sono state organizzate nelle città di Kirkuk, Dohuk, Zako; e l'8 e 9 novembre Sulaymaniyah è rimasta paralizzata da uno sciopero generale.

In quei giorni le autorità irachene hanno eseguito numerose condanne a morte. Secondo autorevoli fonti curde dallo scorso ottobre sarebbero stati fucilati 69 curdi nella prigione di Mossul e 60 nel carcere di

Abu-Chraib a Baghdad.

Amnesty International afferma di aver ricevuto informazioni non confermate sull'esecuzione nelle prigioni di Mossul e Abu-Chraib di numerosi disertori dell'esercito e di membri del Partito democratico del Kurdistan-Iraq (Pdk-Iraq), del Partito socialista del Kurdistan, del Partito comunista iracheno e di al *Da'wa al-islamiyyah* (una formazione di ispirazione khomeinista).

Il regime di Saddam Hussein è incapace di far fronte al problema curdo sul fronte militare o mediante negoziati. Le rivalità tra le organizzazioni curde ha finora impedito l'emergere di un fronte unito. Ma da qualche tempo sono in corso colloqui segreti a Parigi e a Ginevra tra i due partiti principali: il Pdk-Iraq, capeggiato dai fratelli Idriss e Masud Barzani, e l'Unione patriottica del Kurdistan (Upk), guidata da Gialal Talabani.

L'obiettivo è di formare un fronte unito e di attuare azioni militari comuni contro l'esercito iracheno.

Nella guerra Iraq-Iran, viene spesso taciuto il ruolo del Kurdistan nel conflitto. Baghdad è carente di uomini e la guerra trova una vasta opposizione tra i curdi, che si rifiutano di essere utilizzati come carne da cannone.

Il Pdk-Iraq coopera con il regime khomeinista; ma ha rigettato i tentativi di Teheran di coinvolgerlo negli attacchi frontali contro l'esercito iracheno, anche se fornisce guide e informazioni logistiche. In questo modo l'Iran può avanzare in Iraq e consolidare le proprie posizioni.

ABSEITS DES KRIEGES



Eine Reise nach Türkisch-Kurdistan / Teil I

Diesmal geht es nicht um Sieges- und Verlustmeldungen des türkischen Militärs und der „Kurdischen Arbeiterpartei“ (PKK), die dort den bewaffneten Kampf um die kurdische Unabhängigkeit führt. Vom schlappen Empfang für den türkischen Staatspräsidenten in

der Stadt Malatya soll die Rede sein, vom Erdbeben in Doganşehir und seinen Folgen und von Tunceli, einer umzingelten Stadt in den Bergen. Eine andere Reise in ein besetztes Land. Teil II folgt nächste Woche.

if dem Inönü-Platz in Malatya zen sechzig schnurrbürtige anner nebeneinander, sechzig hiebertmützen unter der Sonne, ensovielle Tesbihs, türkische senkränze, schnippen in ihren inden. Breitbeinig sitzen sie, in an Bein, und lassen den Tag rübergehen. Warten. Auch die rten mit ihren großen, ungefü nMänteln, die am Stadtrand ste n und ein paar Ziegen und hafe zum Verkauf anbieten, irten. Auf die Kunden, die nur ten eintreffen. So wie die Män r, die sich auf dem Markt an ihre rdegespanne lehnen, die utze ins Gesicht gezogen, ob je ind etwas transportieren lassen ll. Jeden Tag warten. Aber auf m Inönü-Platz ist heute was los: den Bäumen werden Lautspre er befestigt, die Zufahrtsstra ße rd in aller Eile neu geteert — rgen ist ein großer Tag: Staats- räsident Evren wird der nahege enen Kleinstadt Doganşehir en Besuch abstatten, die An- g Mai von einem Erdbeben umgesucht worden ist. Den Ge- adigten will er Mut zusprechen d dabei auch der Großstadt Ma- ya mit ihren 250.000 Einwohn- rn zum ersten Mal die Ehre sei- s Besuchs erweisen. Über Laut- recher wird die Bevölkerung rgerufen, die Nationalfahne aus m Fenster zu hängen.



Nach dem Erdbeben in Doganşehir: Leben zwischen Zelt und Haus

Die weißen Zelte von Doganşehir

Doganşehir war das Zentrum s Gebens. Karg bewachsene, nftgeschwungene Berge, im Tal hen Pappeln, Gemüse wird an- baut. Ab und zu ein Dorf. Vor n niedrigen Backsteinhäusern hen weiße Zelte. Die Einfahrt die Stadt Doganşehir gibt den ick auf lange Gassen frei. Zwi- chen den Häusern stehen weiße lte, eins hinter dem anderen. phalt gibt's hier nicht. Im atsch spielen Dutzende kleiner nder. Hier steht ein Kanonenö- en, auf dem gerade Tee gekocht rd, dort waschen Frauen in ei- m Zuber Wasche. „Komm her, tzdich“, sagen sie zu den Frem- n. Tragen Backsteine herbei dlegen Kissendarauf: die Gäste llen es gemütlich haben. Nur auensindhierbeidenZelten, sie mmen angelaufen, um die emden zu bestaunen. „Wo sind n eure Männer?“ „Arbeiten.“ h, arbeiten. Warten, sollten sie gen. Sitzen auf dem Platz, schnippen mit dem Tesbih. Über- hier im Osten der Türkei sitzen : so und warten. Auf Arbeit und ßer Tag vorüber geht. Viele, das satt hatten, sind mittlere ille weggezogen: in eine Groß- idt oder ins Ausland.

Die meisten Häuser haben von m Erdbeben Risse bekommen. ihnen ihre Bewohner die Zelte, : ihnen der Rote Halbmond, das amische Rote Kreuz, zur Verfü- ng gestellt hat, vor ihren Häu- rn aufgeschlagen. Sie schauen

die Häuser an, können aber nicht rein. Ein paar Tage lang haben sie von den Behörden Brot bekom- men und Lebensmittel, die die Einwohner von Malatya gespen- det haben. Seitdem müssen sie sel- ber sehen, wie sie zurecht kom- men. Wer die Reparatur ihrer Häuser bezahlen will, weiß kei- ner. Und wann sie zurückkehren können auch nicht. Wenn es reg- net, und es regnet viel zur Zeit, dringt die Feuchtigkeit durch die Zelte. Zum Heizen haben viele Fa- milien Kanonenöfen hineinge- stellt. Vor wenigen Tagen ist eine ganze Familie erstickt, die den Ofen beheizt und das Zelt allzu gut verammelt hatte. „Allah weiß, wie es weitergeht“, sagen die Frauen. Die Regierung glaubt es auch zu wissen. Sie hat Beamte losgeschickt, die die Häuser be- gutschichten sollen. „Der Beamte hat mir gesagt, ich soll ruhig in mein Haus zurückkehren, da kann nichts passieren“, sagt wütend eine alte Frau und zeigt ihr Haus. Anallen vier Zimmerecken ziehen sich tiefe Risse die Mauern ent- lang, das Holzdach sieht aus, als seieskurzauseinerVerankerung gehoben und wieder fallengelassen worden. „Dabei sieht doch je- der, daß das Haus beim nächsten kleinen Beben zusammenfällt.“ Ihre paar Habseligkeiten hat sie an der Eingangstür aufgestapelt und erwartet von draußen den Zufall ihrer Bleibe.

Teest gekocht worden, wir sol- len in einem Zelt Platz nehmen. In- nen ist es mit Webteppichen aus- gelegt, in einer Ecke liegen auf- gestapelte Matratzen. Die Einwohner Doganşehirs sind zum Teil sunni- tische Moslems, das heißt, daß sie jetzt fasten müssen, denn vor eini- gen Tagen hat der Ramazan, der

Fastenmonat, begonnen. Die Frauen, die uns eingeladen haben, sind jedoch Alevitinnen, sie fasten jetzt nicht. Obwohl auch die Ale- viten Moslems sind, stehen sie für die Sunniten, die „Rechtgläub- gen“, die in der Türkei in der Mehrzahl sind, schon fast auf ei- ner Stufe mit den Ungläubigen und werden zum Objekt staatlichen Bekehrungswillens. Dement- sprechend waren die Kinder, die wir fragten, stolz, wenn sie an- worten konnten, daß sie fasten, und verlegen, wenn sie zugeben mußten, der „unanständigen“ Minderheit anzugehören. Während unsere Gastgeberin- nen mit uns Käse und Heiwa teilen, erzählt eine junge Frau von ihrem Mann. 1981, ein Jahr nach dem Militärputsch, sei er aufgrund ei- ner Denunziation verhaftet und in den Knast nach Diyarbakir ge- bracht worden.

Dieser Knast hat in der Türkei traurige Berühmtheit erlangt, weil dort die Gefangenen am nie-

sten mißhandelt werden. In der Regel werden die politischen Ge- fangenen aus dem Osten der Tür- kei nach Diyarbakir gebracht. Vier Jahre habe ihr Mann dort ge- sessen, erzählt die Frau. Dann hat- ten sie seine Leiche hergebracht. Wächter sei er gewesen. Wenn er im Dienst gestorben wäre, hätte sie wenigstens eine kleine Rente bekommen. So ist es mit ihren bei- den kleinen Kindern auf die Bar- merzigkeit der anderen angewie- sen.

Als wir gehen, regnet es schon wieder. Die Gassen in Doganşehir versinken im Schlamm. Aber in Malatya wird die Straße neu ge- teert, auf der morgen der Putsch- stengeneral Evren herangerollt kommt. Ob er die Ehre bemerken wird?

Aus einem Gendarmenleben

Unser Taxifahrer, ein jovialer alterer Herr mit grauen Schläfen und verschmitztem Blick, wird auf der Rückfahrt geschpitzt.

Dreißig Jahre lang sei er Gendarm gewesen, erzählt er. Gendarmen schrieben in der Türkei denselben Namen wie die Guardia Civil in Spanien. Sie sind für die Aufrechter- haltung von Ruhe und Ordnung im unmittelbaren Umfeld der Ortschaften zuständig. Anders als die Soldaten, die zum größten Teil aus Rekruten bestehen, setzt sich die Gendarmerie zu einem großen Teil aus Berufsgendarmen zusam- men. Über Jahre hinweg mit Auf- standsbekämpfung befaßt und vertraut, eignen sich die Gendar- men mit der Zeit erhebliche Kenntnisse im Folterieren an.

Während in der restlichen Tür- kei die Folter jedoch langsam zum Thema öffentlicher Anklagen wird, gehört sie im Osten auch jetzt noch zur Tagesordnung, ohne daß ein Hahn danach kräht. Vor allem im Kampf gegen die „Kurdische Arbeiter Partei“ (PKK), die ein unabhängiges Kur- distan anstrebt und in den kurdi- schen Gebieten der Türkei gegen be- waffneten Kampf gegen die Staatsorgane führt, ist den „Si- cherheitskräften“ jedes Mittel recht.

Dieser freundliche Herr am Steuer war also bis vor kurzem Gendarm. Was er denn gemacht habe? Oh, wenn ein junger Mann ein Mädchen entführt hatte, dann seien sie hinter ihm her gefahren, um ihm das Mädchen wieder abzu- jagen. Allerdings habe das Mäd- chen dann meistens erklärt, sie sei von selber davon gelaufen, da sei er dann machtlos gewesen. Diese Entführungen seien schlicht ein Mittel, das uberteuerte Brautgeld zu umgehen.

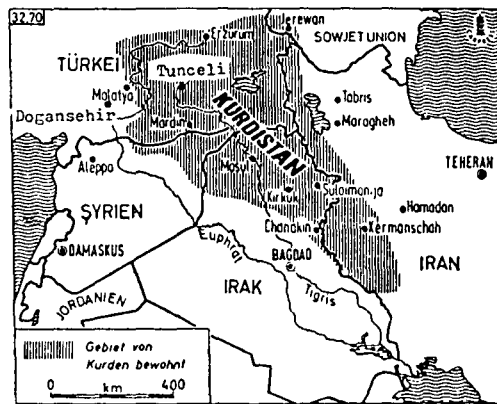
Und was hat er sonst so gemacht als Gendarm? Ach, sie hatten sich auch viel mit den Banditen run-

schlagen müssen, mit diesen lin- ken Separatisten, die den Aghas, den Großgrundbesitzern, das Geld wegnehmen wollten. Ständig habe es Schießereien mit denen gegeben, fast täglich würden wel- che von denen umgelegt, aber es gebe immer noch welche. Einige seiner Kollegen seien von ihnen erschossen worden, aber ihm sei — Allah sei Dank — nichts pas- siert. Nur einmal sei es ziemlich brenzlich geworden, 1981 war das, da sei er mit einem Offizier unter- wegs gewesen und es sei ihnen ein bewaffneter Wächter entgegenge- kommen. Der Offizier hatte zu ihm gesagt: „Hol mir mal den Wächter her!“ Er hin zu dem Mann: „He, Wächter, der Komman- dant will dich sprechen.“ Darauf entgegnet der: „Ich bin kein Wächter. Ich bin ein Bandit.“ Daraufhin habe der Separatist die Flucht ergriffen, und da er besser bewaffnet gewesen sei als der sei- er entkommen. Zehn Tage darauf sei er aber geschleppt worden. Ihn habe man zur Identifizierung ge- rufen. „Da wieder, spinnst du“, und die Soldaten schlugen mit ih- ren Knüppeln auf ihn ein. Sie ha- ben ihn totgeschlagen.“ Er ver- bessert sich. „Nein. Nicht totge- schlagen. Aber fast.“ Wo ist er jetzt? „Im Knast in Malatya.“ Er muß lügen. Politische Gefangen- e werden nach Diyarbakir gebracht. Sie haben ihn wohl doch totgeschla- gen. Lächelnd hat er das erzählt. Ein Schwank aus einem Gendar- menleben.

Fernschwerbung: Summende Fliegen, sich krauzende Men- schen, eine Insekten-spraydose, zwei Fliegen winden sich in To- deskämpfen. Männliche Stimme im Hintergrund. „Foltern wir uns doch nicht selber.“ Das mag der Gendarm auch gedacht haben.

Granaten und Gendarmen

Der Inönü-Platz in Malatya wimmelt jetzt von Schiebermüt- zenträgern, die dort auf den Staatspräsidenten warten. Hinter uns steht meist ein gut gekleidet- er allein stehender Herr, der sich dik- ret für unser Gespräch interes- siert. Schließlich erscheint Evren auf einem Balkon, die Lautspre- cher übertragen knatternd seine Rede ans Volk. Unter ihm hängen zwei riesige Lappen, auf einem das Kontorfoto des Staatsgründers Atatürk, auf dem anderen sein ei- genes, behelmte auswartierte Po- lizisten halten ihre MGs auf die Zuschauer. Er habe immer schon mal herkommen wollen, sagt der Präsident. Die Menge klatscht ohne Begeisterung. Etwas Intelli- genteres hätte er sich aber einfa- len lassen können. Besonders, seit die „2. Armee“ vom anatolischen Konya nach Malatya verlegt wor- den sei, habe er kommen wollen, erklärt Evren. Müder Beifall. Seit einem Jahr wird die „2. Armee“, eine Einheit von etwa 22.000 Sol- daten, nach und nach hier in die Gegend umgesiedelt. Eine Maß- nahme im Kampf gegen die PKK.



gen Stadt, kommt auf der friedlichen Landstraße inmitten von eldern und Bäumen plötzlich ein Militärkonvoi entlang. Laster voller waffenstarrer Soldaten. Das linke Vogelgezwitscher wird immer wieder von einherkommenden Militärflugzeugen unterbrochen, dann geht es auf einmal ratalata — hier wird zielstrebiger Bombardieren geübt. Die Polizeistation im Dorf ist mit Müllsäcken gesichert — Alltag in It-Malatya. Der Beifall auf dem Platz hält sich weiterhin in Grenzen. Außen laufen die Passanten vorbei und sehen sich nicht an nach dem Redner um. Man lobt den Staat und seine Vertreter er nicht so sehr.

In der Zeitung steht heute, in Kahramaniras, einer Stadt in der Südosttürkei, habe ein Mann namens Vahip Ceren dem Staatsanwalt gegenüber erklärt, sein Sohn Mehmet sei unter der Folter gestorben. Sein Sohn habe erfahren, daß er von der Polizei gesucht werde und habe sich daraufhin am 18. Oktober 1981 der Kriegsrechtskommandantur in der südlichen Kleinstadt Adana gestellt. Am 18. Oktober, also zwölf Tage danach, sei er nach Kahramaniras gebracht worden, am 21. Oktober hätten Soldaten seine Leiche in sein Heimatdorf gebracht und dort begraben. Die Familie durfte die Leiche nicht mehr sehen, und auch eine von der Religion vorgeschriebene Waschung des Toten mußte ausfallen. Die Soldaten hätten gesagt: „Keiner darf sich dem Grab nähern. Wenn jemand dem Grab nahekommt, töten wir dich genauso wie demen Sohn.“ Ein paar Tage lang hatten die Soldaten das Grab bewacht. Der ehemalige Militärpolizist Sedat Caner, der in diesem Frühjahr gegenüber der Wochenzeitung „Nokta“ über die Folterpraktiken in der Türkei aussagte (s. taz vom 3.2. und 2.8.86), weiß von dieser Affäre. Er erklärt, er sei ein Kalramaniras an den Palasthaken und an den Fleischhaken gehängt worden. Außerdem habe er Elektroshocks am Penis erhalten. Ihm Abhängen sei sein Halswirbel gebrochen. Am nächsten Tag wurde er erklärt worden, Ceren habe an seinem Hemd aufgehängt. Nach seinem Begräbnis habe der Staatsanwalt die Ermittlungen mit dem Vermerk „Selbstmord“ abgeschlossen. Der Vater fordert eine Autopsie. Eine ungewöhnliche Handlung eines ungewöhnlichen Vaters. Wie leicht hätte es ihm gehen wie Sait Bilin. Doch von Siddik und Sait Bilin später.

TUNCELI

Tunceli: 19.000 Einwohner und 55.000 Soldaten. Runde Hügel um die Stadt herum, darauf stehen Kasernen. Ein kleiner Stadtpark, der heißt „12. September-Park“, in Erinnerung an den Militärputsch 1980. Zwei große Grabsteine vor dem Sitz des Gouverneurs. Die hat er vom Friedhof rupfen lassen. Ordentliche Moslems haben keine solchen Grabsteine. Vier Moscheen. Drei davon stehen leer. Der Gouverneur hat sie bauen lassen. An die Stelle der Landwirtschaftsschule ist nach dem Putsch 1980 die Staatsschutzdirektion getreten. Aus der Lehrerausbildungsstätte ist ein Militärquartier geworden. Wer abends nachts noch auf der Straße angetroffen wird, hat große Chancen, die Nacht auf der Polizeiwache zu verbringen. Schläge gibt es gratis dazu.

Tunceli, eine graue, langweilige Stadt. Niedrige reizlose Häuser, staubige Straßen, Männer mit großen Schnurrbärten spazieren in der Stadt, Frauen und Kinder bleiben im Haus. Eine normale Kleinstadt in der Osttürkei. Wenn die Bewohner nicht Kurden wären. Wenn sie nicht zu siebzig Prozent Linksparteien wählen.



Leergefegte Straße in Tunceli



Auf dem İbni-Platz in Malatya Evren spricht

mit der Polizist sich nicht so alleine fühlt, patrouillieren noch drei Soldaten mit Maschinengewehr, zwei Patronentaschen und Feldflasche die Straße auf und ab, auf dem Trottoir steht ein Polizist mit einem fliegenden Walky-Talky. Auch für einen ordentlichen Ablauf des Fußgängerverkehrs ist gesorgt. Wenn ein Fußgänger die Straße betritt, um sie schräg in Richtung Übergang zu überqueren, tönt sofort wieder die Stimme aus dem Polizeimegaphon und fordert den Fußgänger auf, den Bürgersteig zu benutzen. Die Straße ist wie leergefegt, eine Freude für jedes Polizeistenitz. Allerdings nur auf der einen Straßenseite. Auf der anderen Seite, dort wo das Polizeiauto gerade nicht steht, benutzen die Einwohner von Tunceli die Fahrbahn in ihrer ganzen Breite, so daß sich die Militärfahrzeuge nur mühsam einen Weg bahnen können.

Wie man ein richtiger Türke wird

Am anderen Ende der Hauptstraße ist der Sitz des Gouverneurs. Nach dem Putsch 1980 war der alte Gouverneur, der sich um den Aufbau einer Infrastruktur für die Stadt bemüht hatte, entlassen worden. Sein Nachfolger hatte von Anfang an klar gemacht, daß er aus den Einwohnern von Tunceli richtige Türken zu machen gedanke. Unter dem Motto: „Früher habt ihr Politik gemacht, jetzt werdet ihr Sport treiben“, hat er allsonntäglich Volksläufe organisiert. Einige Läden wurden geschlossen, weil ihre Inhaber nicht an den Läufen teilgenommen hatten. Ein richtiger Türke enthält sich nicht nur der Politik, er gibt auch seinen alevitischen Glauben auf. Um diesem Ziel näher zu kommen, ließ der Gouverneur die Grabsteine der Aleviten vom Friedhof holen und vor seinem Sitz aufstellen. Eine Beleidigung für jeden Gläubigen. Zu ihren Begräbnisfeiern sollen sie nun den Imamen, den sunnitischen Pfarrern herbeiholen und in der Moschee beten. Aleviten pflegen keine Moschee zu besuchen. Deshalb stehen die drei Moscheen, die der Gouverneur seit seiner Amtszeit hat bauen lassen, auch leer. „Macht nichts“, sagt der Gouverneur in einem Interview mit der Wochenzeitung „Yeni Gundem“, „wenn es nur einen gibt, der die Moschee besuchen will, so soll er die Möglichkeit dazu haben.“ Der Sitz des Gouverneurs sieht aus wie eine Kaserne. Tunceli auch. Beim Verlassen der Stadt steht immer noch der Polizeilaster an der Wegkreuzung. Wenn ich Uniformen sehe, wird mir schlecht.



Der Sitz des Gouverneurs von Tunceli sieht aus wie eine Kaserne

Wenn sie nicht alevitischen Glaubens wären. Wenn dort nicht bisweilen ein paar Soldaten in einem Hinterhalt erschossen würden... Die Stadt kündigt sich schon von weitem an. Stacheldraht begleitet die Straße, ein Militärlager grenzt an Polizeunterkünfte, an einen Gendarmerieposten... Auf der Kreuzung, die nach Tunceli führt, steht ein Polizeilaster. Die Insassen beobachten, wer das des Weges kommt. Bis vor wenigen Monaten mußte man sich legitimieren, wenn man dorthin fahren wollte: Wen man dort kenne, was man dort wolle, wie lange man zu bleiben gedanke. Zur Zeit bleibt es beim prüfenden Blick. Schließlich ein Militärposten, dann lang Tunceli an. Durch die Stadt führt eine vierspurige Straße. In der Mitte ein Zaun. Überqueren kann man diese Hauptstraße nur an den beiden Enden des Zauns. Auf der Straße fahren Militärlaster und Polizeiautos. Und militärische PKWs. Manchmal kommt auch ein ziviles Fahrzeug entlang. Wenn es dem Fahrer einfallt, am Bordstein zu halten, weil er dort vielleicht einen Bekannten entdeckt hat, tönt sofort von hinten eine blecherne Stimme: „Bitte fahren Sie weiter!“ Sie kommt aus einem Polizeiauto, das an der Straße steht und Wache hält. Da-

Alle Fotos: laif

ABSEITS DES KRIEGES



Reise nach Kurdistan — Kurdistan / Teil II

Um ein malerisches Dorf mit mörderischem Wasser geht es diesmal, um kindliche Schuhputzer und würfelspielende Männer in Siirt, um die Frage, wie die Bewohner eines Dorfes zu Marxisten wurden,

um eine Teppichknüpferkooperative von Frauen und um ein Jugend- und Sportfest mit Soldatenbegleitung. Der erste Teil dieser Serie erschien am Dienstag vergangener Woche.

Bei der Ankunft hatte alles sehr malerisch ausgesehen: ein murmelndes Bachlein schlängelte sich unter grünen Bäumen, auf einer wackeligen Ziehbrücke kamen meckernde Ziegen entlang, getrieben von Frauen in bunten Gewändern — aber nun stinkt es hier nach Scheiße.

Bei jedem Schritt zwischen den erdfarbenen Lehmhütten stinkt es, Myriaden von Fliegen stürzen sich auf die Besucher. Die Quelle des Geruchs ist schnell ausgemacht: von den Hausern führen kleine Rinnen ins Freie. Die transportierende Fäkalien. Wo sie hinfallen, dort bleiben sie liegen. Daneben oder darauf spielen Kinder, wackeln Hühner umher, dort sitzen Frauen im Staub und häkeln, ziehen sich bei unserem Herannahen sofort Tücher vors Gesicht.

Einer aus dem Dorf begleitet uns. Er spricht Türkisch — im Gegensatz zu den Frauen. Sie sprechen nur kurdisch. Die Männer lernen während des Militärdienstes Türkisch und notdürftig Lesen und Schreiben, die Frauen dagegen bleiben ihr Leben lang Analphabeten. Eine Schule gibt es hier nicht. Einen Arzt natürlich auch nicht. Wer krank wird und nicht genug Geld hat, um in die nahegelegene Kleinstadt Siirt zu fahren und dort zum Arzt zu gehen, muß zu Allah beten oder einen Wunderheiler engagieren.

Unser Begleiter ist knapp vierzig Jahre alt. „In diesem Dorf wird niemand älter als funfundvier-

zig“, erzählt er trocken. Das Wasser kommt aus zwei Brunnen und vom Fluß. Sie haben es analysieren lassen, es hat sich als ungenießbar herausgestellt. Sie haben eine Eingabe gemacht, daß von Siirt eine Wasserleitung hergelegt wird. Geschehen ist nichts. Weiter trinken sie giftiges Wasser, weiter leben sie inmitten ihrer eigenen Fäkalien, ohne daß ihnen jemand erklärte, was das für Folgen hat, weiter sterben sie jung. Und arbeiten hart.

Das Flußchen tritt einmal im Jahr über die Ufer. Anders als der Nil früher hinterläßt es jedoch nicht fruchtbaren Schlamm, sondern große Wackersteine auf den Feldern. Dort stehen sie dann im Sommer unter der sengenden Hitze, Männer und Frauen, und hacken, zwischen zwei Wackersteinen ein bißchen Erde, daran krallt sich ein Tomatenpflänzchen fest, eine Gurkenstaude, selbst ein bißchen Kaffee für den Eigengebrauch bauen sie hier an. Sollensie doch woanders hingehen, sagt der Europäer. Wo das Wasser nicht giftig ist und das Leben ein bißchen leichter. Aber wer gibt ihnen dann Land? Wer lehrt sie den Anbau? Wer versteht dann ihre Sprache? „Das Dorf hier gehört zu den zivilisierten“, sagt ein Freund aus Siirt. Hier haben sie wenigstens alle schon mal die Stadt gesehen. In den anderen Dörfern dieser Gegend sterben die Leute, ohne auch nur einmal ihren Ort verlassen zu haben.“

Auf der Rückfahrt stehen plötzlich Soldaten auf der Straße. „Bittellangsam fahren“, sagen sie. „Hier sind Manöver.“ Auf den Hügeln rechts und links stehen Soldaten und Jeeps, in der Ferne streichen Hubschrauber über das Gelände. Manöver oder militärische Operation gegen die kurdische Guerilla-Organisation PKK, die hier besonders stark ist? Beides geht scheinbar bruchlos ineinander über. An beides müssen sich die Leute hier gewöhnen. Und das ist wohl auch der Zweck der Sache.

Nomaden in Siirt
Siirt ist fast schon das Ende der Welt. „Was machst du hier, arbeitest du?“ wird denn auch jeder Fremde gefragt, der sich hierher verirrt. Nach Siirt kommt man nicht einfach so. Es hat keine touristischen Attraktionen zu bieten, und es liegt auf dem Weg nach Nisnedwo. Nomaden kommen hier vorbeigezogen auf dem Weg in ihre Sommerquartiere in den Bergen. In bunten Gewändern die Frauen, mit großen Bündeln auf dem Rücken, selbst kleine Kinder tragen — in einen Webteppich eingewickelt — noch kleinere Kinder mit sich herum.

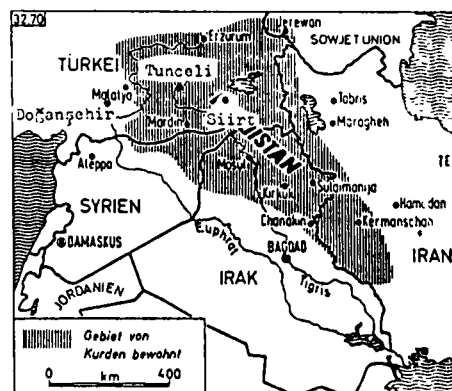
Ihre Mulis sind hoch mit Matratzen und Hausrat gepackt. Sie sind es gewohnt, in einer Reihe auf schmalen Bergpfaden zu laufen. Auf den breiten Straßen der Stadt brechen sie aus, laufen irrt durcheinander, stoppen die Autos — Siirt ist nichts für Mulis.

Für Schuhputzer auch nicht. So

viele Schuhe können die Siirter gar nicht tragen, daß die Schuhputzer alle Arbeit finden. An jeder Ecke sitzen sie. Und zu jeder Tages- und Nachtzeit. Wenn abends um acht die Männer der Stadt die Lokale aufsuchen, um in zehn Minuten den Hunger zu stillen, der sich tagsüber angesammelt hat — schließlich ist immer noch Fastenzeit — wenn sie hinterher in den Teegarten gehen, um sich dort in der Glotze den neuesten Schmalfetzen oder Kosmetikwerbung aus dem fernen Istanbul anzusehen, wenn sie auf den kleinen Holzschemeln an der Straße sitzen und bis spät in die Nacht Domino und Würfel spielen, dann sind immer auch die Schuhputzer da, ständig den Blick auf die Fuß der Siirter gerichtet.

Kleine Wichte sind es meist, die jüngsten vielleicht vier Jahre alt, mit einem Holzkistchen als Ausrüstung, Gummischuhe an den Füßen, das ist am billigsten, zerlumpte Kleider am Leib, graue, müde kleine Gesichter. Siirt hat die höchste Geburtenrate der Türkei. Viele Kinder zu zeugen ist ein Beweis der Männlichkeit, und um daran ja keinen Zweifel aufkommen zu lassen, heiratet, wer es sich leisten kann, zwei, drei, Reiche sogar vier oder fünf Frauen.

Für die Ernährung ihrer Kinder muß dann Allah sorgen — der Vater kann dazu meist nur Brot und Joghurt beitragen. Unterernährung, dunkle, feuchte Wohnungen und mangelnde ärztliche Betreuung sorgen allerdings auch da-



für, daß viele Kinder früh sterben. Magen- und Darmerkrankungen sind hier verbreitet, es gibt Tuberkulose, die Augenkrankheit Trachom, und jedes Jahr sterben viele Kinder an Mäse.

„Auf der Flucht erschossen“
Heute steht in der Zeitung, daß Sait Bilgin verhaftet wurde. Er hat wohl zuviel geredet.

In der Region von Genç, einer Kleinstadt in der Nähe von Bingöl, war Ende Juli letzten Jahres eine Polizeistation nachts mit Raketen angegriffen worden. Am nächsten Tag waren 80 - 90 Soldaten von der Stadt Bingöl gekommen und hatten die umliegenden Dörfer durchsucht und ihre Bewohner verhört, um die Urheber des Anschlags zu finden.

Als letztes hatten sie ein namens Doganli aufgesucht die Dorfler alle versammelt geschlagen, weil sie sie vertigten, die Attentäter zu unterzogen die Soldaten ab, um Tage darauf wieder zu kommen.

Diesmal versammelten sich Dorfbesitzer im Schulhaus drohten den Frauen, jede noch am selben Abend von Soldaten vergewaltigt. konnte, ergriff die Flucht Leute aus dem Dorf wurden genannt, darunter Sait I und sein 70jähriger Verw. Gijasetin Bilgin. Der Verw. Sait, Siddik Bilgin, der sich am Tag in der Kleinstadt aufhielt, wurde dort verhaftet, ebenfalls ins Dorf gebracht.

In einem auf dem Schulhaus gestellten Militärkäfig wurden die sechs aufgehängt und gegen. Dabei werden sie bei eventueller Kontakte zur verhört. Drei Tage lang Sa und Verhör. Das ganze Dorf zu. Am dritten Tag werden gebunden. Auf die Ohnmäkel wird Wasser gekippt, sie s aufundschleppen sich davon Siddik Bilgin nicht. Der I mann Ali Sahin, der das V geführt hatte, versucht darai ihn wiederzubeleben, ind mit seinen Militärstieln au gins Kopf heruntreibt. Als nicht zu sich kommen will, w in eine Decke gewickelt und Schule getragen. Kurz d ward er auf einen Lastwagen frachtet und weggefahren. ner Stelle außerhalb des I wird sein Körper auf den I gelegt und auf Befehl des I manns von Maschinengew ven durchsieht. „Auf der I erschossen“ heißt es spät Todesursache.

Dabei bleibt es zunächst Bewohner rafften unterdes panischer Angst vor w staatlichen Terrorakten er Habeeligkeiten zusammen fluchten in die nachstege Kleinstadt. Erst im Herbst Journalisten, die einige Ab nete auf einer Reise in den begleiten, vorder Angeleg Sie suchen die verstreuten bewohner auf, die bestätige Siddik Bilgin unter der Fol storben ist.

Sie besuchend das Dorf D es ist immer noch verlass



Eine Szene aus Siirt

Foto: laif

seine Bewohner alles stehen und liegen lassen, um möglichst schnell zu flüchten. Gegen den Hauptmann Ali Sahin, der das Verhör geführt hatte, wird ein Verfahren eingeleitet.

Der 70jährige Onkel Siddik Bilgin, Giyasetin Bilgin, lebt mittlerweile in einer nordtürkischen Kleinstadt. Er kann seit der Folter einen Arm nicht mehr bewegen. Nun ist Siddiks Vetter, Sait Bilgin, verhaftet worden. Er soll gerufen haben „Es lebe Kurdistan!“ Wie sagte doch unser Bundespräsident so schön? „Die Türkei ist auf dem richtigen Wege.“

Marxisten

Die Freunde in Siirt wollen uns etwas Exotisches zeigen: eine Kooperative auf einem Dorf. Es ist die einzige funktionierende in der Gegend. Auf einem holperigen Schotterweg kommt man dorthin, öffentliche Verkehrsmittel gibt es nicht. „Schau dir das an“, sagen sie. „In der Westtürkei sind die Straßen so glatt wie Schlagsahne. Hier scheert sich niemand darum.“ Einsame Schluchten, karg bewachsene Hügel, in der Ferne brummt scheinbar friedlich ein Hubschrauber.

aus Siirt, „ihr seid ja auch alle Marxisten.“ Als Marxist gilt man hier schnell. Da braucht man nur, wie der Lehrer, dafür zu sorgen, daß auch renitente Eltern ihre Töchter in die Schule schicken.

Oder laut verbreiten, daß von dem Bräutigam seiner Tochter keine Morgengabe verlangt wird, um dieser Unsitte ein Ende zu machen. Allerdings ist die Höhe des Brautgeldes ein Symbol für die Wertschätzung der Braut. Ob denn seine Schwester nicht dagegen protestiert, daß sie „umsonst“ weggegeben wird, frage ich ihn. Er reagiert zögerlich. Nicht ohne Grund. Seine Schwester wird — weder was die Höhe des Brautgeldes noch was die Wahl des Bräutigams angeht — um ihre Meinung gefragt. Und seine Frau bekommen wir auch nicht zu Gesicht. Den Tee serviert sein Bruder, Marxisten.

Wer aus Eruh kommt, ist verdächtig

Nach Pervari kann man nicht fahren. Nach Eruh auch nicht. Dort finden militärische Operationen gegen die PKK statt. Tag und Nacht durchkämmen dort militärische Fahrzeuge und Hubschrau-



Einige wenige der 200 000 in der Osttürkei stationierten Soldaten

Foto: laif



Kinder spielen im Giftwasser

Foto: laif

Die Kooperative besteht aus einem langegezogenen Haus, darin sitzen im Halbdunkel ein Dutzend Mädchen und weben Teppiche. Zehn Stunden arbeiten sie gewöhnlich am Tag, in fünfzehn Tagen ist ein Teppich fertig, für den ihnen die Kooperative 15.000 türkische Lira gibt, das sind 50 DM. Die Kooperative, die den Webstuhl und das Material stellt, verkauft den Teppich dann für 30.000 bis 40.000 Lira weiter.

Manche Mädchen sind erst zehn, andere schon verheiratet. Während sie normalerweise die ganze Zeit zu Hause sitzen würden, bringen sie nun 30.000 Lira monatlich in die Familie, das ist viel Geld. Der Dorflehrer, der mit dem Bürgermeister zusammen die Kooperative aufgebaut hat, ist auch stolz darauf, daß seit dem Bestehen der Kooperative, seit drei Jahren, keine Familie mehr abgewandert ist, wieder früher häufig der Fall war.

Die Arbeit der Frauen hat dem Dorf zu wirtschaftlichem Aufschwung verholfen. Stromleitungen wurden seitdem hierher verlegt und die Straße verbessert. Und der Vali, der Provinzgouverneur, hat dem Dorf zum ersten Mal seit der Staatsgründung einen Besuch abgestattet. „Früher hat sich niemand um uns gesichert“, be-
wertet sich der Lehrer. „Kein

ber die Berge, um der Guerilleros habhaft zu werden kann man nicht wenigstens so weit fahren, bis man von den Soldaten aufgehalten wird? Ich würde so gerne sehen, wie so eine Straßensperre aussieht. Aber unsere Freunde aus Siirt sind merkwürdig zurückhaltend.

Es ist nicht so, daß man da einfach aufgehalten wird, sagen sie. Es kann passieren, daß man für ziemlich lange Zeit und auf recht unangenehme Weise aufgehalten wird. In der Gegend von Eruh und Pervari werden des öfteren Soldaten oder Gendarmen in Hinterhalten erschossen. Das nimmt der Staat nachhaltig übel. Bei ihren militärischen Operationen nehmen die Soldaten bisweilen die ganze Einwohnerschaft eines Dorfes fest, sperren sie in eine Scheune oder in eine Schule und lassen sie ein paar Tage dort schmoren.

Die Einwohner von Eruh dürfen die Stadt nur mit Sondergenehmigung verlassen. Der Vater eines Freundes, der aus Eruh stammt, aber zur Zeit nicht dort lebt, ist vor einiger Zeit hingefahren, weil er etwas zu erledigen hatte. Dann hat es einen Anschlag gegeben. Kurz darauf ist sein Vater festgenommen worden, nur weil er in Eruh war. Drei Tage lang ist er festgehalten worden. Ist ihm was passiert? Nein. Nichts weiter. Die Fa-

laka hat er gekriegt, Schläge auf die Fußsohlen, und Prügel. Das Übliche. In Eruh selbst herrscht nachts

Ausgangssperre. Die Toiletten sind kleine Hütten außerhalb der Häuser. Die Einwohner von Eruh trauen sich nachts nicht auf die

Toiletten, weil die Soldaten Schußüblich haben.

Unsere Freunde haben ganz deutlich im Luftloch Eruh zu hören.

Für die Nation marschieren

Im Februar 1984 haben sich die türkischen Jugendlichen in der Provinz Siirt und in der Provinz Van (südlich von Van) an der Jugendmarsch teilgenommen. Die Jugendlichen sind nicht nur in der Jugend und in den Sportvereinen, sondern auch in den Sportvereinen geteilt. In der Provinz Siirt und in der Provinz Van ist neu und soll wohl der ideologischen Festigung dienen. Jedem Jugendlichen werden gerade jetzt ganz Formosa Jugendlicher in weißen Hemden und zuchtigen westlichen Rocken trommelbewehrt durch die Hauptstraße.

Die wachhaltenden Rote der Mädchen und Jungen sind in langer computer Diskussionen. Bislang hatten die Mädchen Shorts getragen, aber in einer Türkei, die sich zunehmend auf ihr islamisches Leben bezieht, kann so etwas nicht annehmen. Die ganze Schuljugend von Siirt führt in Reih und Glied ein gestreiftes, vor jeder Klasse trägt er eine türkische Fahne, dahinter die Trommeln, alle im Gleichklang, vermutlich bedeutet Sportunterricht nur das Erlernen dieses immer gleichen Marsches. Zwischen den Schulförderformatoren haben sich Soldaten in Ausgehuniform gemischt, die den glei-

chen Takt trommeln, am Straßenrand stehen Polizisten mit Walky-Talkies auf dem großen Platz mit dem unumweichlichen Atatürkdenkmal stehen Polizisten mit Helmen in der heißen Morgensonne. Soldaten haben die Zylinder abgesetzt für die Veranstaltung. Die ganze Stadt wird der lange Zugscharen, vorbei an Frauen in schwarzen Schleier noch einmal einen Schritt für die Augen freilassen, vorbei an alten Männern mit orangefarbenen Turbans oder Palastinsensurchem, an der Altstadt vorbei, wo kleine Händeknöpfe im Dreck spielen, durch den Markt, der arabisch nach Rosenöl und Kummist riecht, des Staatsgründers wird auf Türkisch gedacht, wo die Leute Arabisch und Kurdisch sprechen zurück durch den großen Bogen am Eingang der Stadt, der die Aufschrift trägt „Wie glücklich, daß ich ein Türke bin.“

Abends verlassen wir Siirt. Die Abendsonne beleuchtet rot die Helme der wachhaltenden Soldaten im Kampfanzug. Läßt die Hubschrauber auf dem Militärgelände vor der Stadt erglühen, verklärt kilometerlang den Stacheldraht entlang der Straße. Zurück nach Ankara, zurück in die Zivilisation. Das Modengeschäft Mudo auf dem Atatürk-Boulevard hat seine Schaufenstergruppen mit Stacheldraht eingezäunt.



Eine Teppichknüpferin in Siirt

Foto: laif

MONITOR • Turkey



A letter from Diyarbakir

Thomas Goltz visits Turkey's most oriental city, which, with its predominantly Kurdish population, is a microcosm of the country's underdeveloped south-eastern provinces – and a major Nato base.

Pamphlets printed by the local tourism office call it the "Paris of the East", but aside from a certain shabby charm, it is doubtful that anyone other than the estimated 50,000 villagers and peasants who migrate there each year could really hold that view of Diyarbakir, the great walled city on the Tigris river. And even for them, the seductive lights of the "big town" must start dimming fairly quickly after their arrival, as the realities of overcrowding and unemployment hit home.

Still, Diyarbakir remains a destination for many, ranging from the recent village migrants who come seeking their fortunes, to increasing numbers of Western tourists, looking for a touch of "the East" (if not Paris) in what is arguably Turkey's most oriental city.

Enclosed by its great, winding 12-mile-long basalt wall, first erected by the Byzantines and subsequently added to and decorated by various Arab, Kurdish and Turkish dynasties, Diyarbakir owns more historical mosques, churches and other features of note than any other Turkish city except Istanbul.

Today this strategically placed city is an

important base for the Turkish military, both for Nato and for internal security. The headquarters of the Seventh Army was recently moved out of the ancient citadel to a modern building several kilometres outside town, and the tactical wing of the Turkish airforce attached to a joint US-Turkish base has recently been beefed up by 44 F-104 starfighters donated by Canada. The near constant thunder of the jets roaring over the city may be music to the ears of the military, but is an irritant for most of the city's population.

A microcosm

Despite a near total lack of industrial development (the only factory of note is the state-run plant making *raki*, a potent alcoholic drink), Diyarbakir remains the most important commercial and political centre of south-eastern Turkey, a role that will expand after the massive, 13-dam South-East Anatolia Project (GAP) comes on stream in the 1990s, converting thousands of acres of fallow or dry farming land to irrigated fields.

Still, Diyarbakir is a city of problems, and can be regarded as a microcosm of Turkey's

dilemma in dealing with much of its underdeveloped, rugged eastern provinces. "Our largest problem is the continued trend of massive migration from outlying villages into the slums of the inner city," says Mayor Nurettin Dilek. "Overpopulation fosters a lack of development, which fosters ignorance, which fosters dependency on religion, which fosters overpopulation by discouraging birth control, which results in further retarded development."

The young, aggressive mayor estimates that some 50,000 peasants move to Diyarbakir each year, looking for jobs and opportunities that simply do not exist. Last year there were some 40,000 applications for several hundred municipal employment opportunities, leaving most able-bodied men to spend their days in the city's ubiquitous tea-shops.

New sewage, drinking water and other urban services projects are under way, with financing through a special fund set up in Ankara, but with the current rate of migration to the city it is doubtful whether the municipality can keep up with the population explosion.

A walk through the old city delivers ample evidence of the mayor's concern: as caterpillar tractors and cranes gouge at the pavement to clear trenches for new sewage lines, scores of children mill about, dancing in and out of the heavy machinery's path. A thumb-nail census would suggest there are 10 children below the age of nine to every adult seen on the streets.

Kurdish separatists

Chronic problems of high unemployment, overpopulation and – until recently – a lack of infrastructural development have in the past played a major role in making Diyarbakir a very rough town, and a natural recruiting centre for Kurdish separatist groups such as the Kurdish Workers' Party, or PKK. Although Diyarbakir is still very much a Kurdish town, separatist activity has been reduced to the occasional secret meeting, if that.

Thousands of suspected separatists were rounded up following the 1980 military coup in Turkey – including the former mayor of the town. But today the only signs of continuing official concern are the posters plastered on walls, everywhere from the old city's famous brothels to the fairgrounds on the outskirts of town, calling on citizens to exercise their religious duty of reporting suspicious characters to the police or the military.

This correspondent travelled freely, visiting officials in their offices, slum-dwellers in their shantytowns, and villagers in outlying districts.

Senior military officials in the Seventh Army, which is responsible for security



Old meets new: a bank built onto the hamam (public bath)

throughout south-east Turkey in addition to its Nato duties, freely admit that "problems" continue in several of the south-eastern provinces, especially in the neighbouring (and mountainous) province of Siirt. But

they say that no incidents have occurred in Diyarbakir for years. The flat terrain of the region, they point out, does not lend itself in the least to guerrilla war.

Indeed, it would seem that whatever

attraction the PKK might have had in the past for unemployed youths in Diyarbakir has been channelled into a more acceptable form of dissidence, apparently with tacit official approval: religion.

"I used to be really wild, even got picked up for stabbing a man a few years ago," says Nejati, an 18-year-old student at the local commercial trades school. "Then a friend asked me to come with him to a *zikir* [Sufi dance] one Thursday night. Now I listen to my father and do what I'm told and try to be friends with everyone. The *zikir* changed my life."

Nejati, who lives in a sprawling slum, belongs to a vaguely defined mystical order which meets every Thursday night to chant in a darkened room and observe miracles of faith performed by their Hoja, such as piercing the cheeks of an ecstatic dancer with a red-hot shish-kebab skewer, while apparently leaving no trace of the puncture.

He and his friends — all young Kurds from the slums — maintain that some 30% of the population in Diyarbakir also performs the *zikir*, which, in the strictest sense of the Turkish constitution, is illegal. "We were all pretty wild once," says one of Nejati's friends. "But religion set us straight. Who needs the PKK when you've got God?"

Naturally enough, most young Kurds who go to school tend to speak Turkish among themselves, and only Kurdish (or dialectal varieties) at home with their parents. "Everyone in Diyarbakir can speak Turkish," says Mayor Dilek. Himself a native of a village some 30 kilometres outside the city, the young mayor would seem to be a classic case of an ethnic Kurd who refuses to identify himself as such. "Education is the key," he insists. □

Kurds: divide and rule?

Recent activities of the Kurdistan Democratic Party (KDP) in northern Iraq give many observers an uncomfortable feeling of *déjà vu*. Its change of strategy — from the use of a guerrilla force with light weapons to the establishment of a regular army (claimed to number 10,000) with tanks and missiles — brings to mind the heady days of the early 1970s.

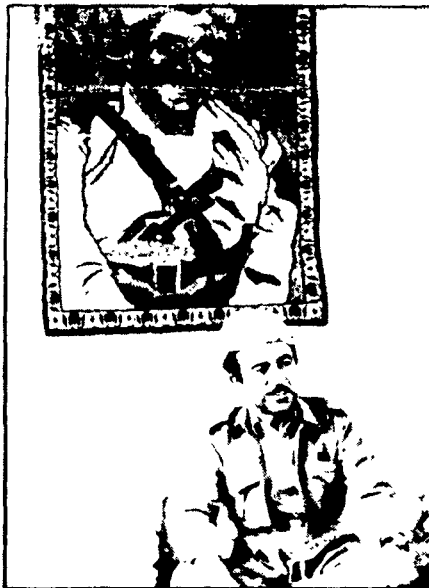
Then, under their legendary tribal leader Mulla Mustafa Barzani, the KDP gained control of most of Iraqi Kurdistan. After several years of fighting it seemed on the verge of victory. But Barzani had mortgaged the KDP's independence to the Shah of Iran, in return for arms supplied by the CIA. When the Shah withdrew his support in 1975, the KDP was routed.

Today, led by Barzani's sons Idris and Massoud, the KDP is once again holding areas of Kurdistan. In May, it took the strategically important village of Mangeesh and, thanks to the "defection" of the local tribal chief, held it for several days.

But the KDP's arms are supplied by Iran, and its military actions are dictated from Tehran, which is using the Kurds to put pressure on Iraq in the Gulf war.

There are two new factors, however. Since 1975 the KDP's rival, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), has built up a following in Iraq, and now controls areas south of the border with Iran. It has recently adopted the slogan of self-determination for the Kurds.

More important is the existence of a



In his father's shadow: KDP leader Idris Barzani

significant Kurdish guerrilla movement inside Iran which is opposed to the Tehran regime. The KDP has now been forced to fight Kurdish groups in Iran, and to accept the aim of an "Islamic republic" in Iraq, in order to retain Tehran's support.

History seems to be repeating itself. With an end to the Gulf war, the KDP's power could evaporate overnight, just as it did in 1975.

Judith Perera

ОТЕЧЕСТВЕН ФРОНТ

СОФИЯ, СРЯДА 16 ЮЛИ 1986 Г.

С методите на ИНКВИЗИЦИЯТА



„Животът в източната и югоизточната част на страната спря в 4 часа на 12 септември 1980 г.“ — каза неотдавна един от представителите на опозиционната Социалдемократическа народняшка партия в Турция.

В тези думи има доза истина. Доза, защото животът в тези райони, за които говори депутатът, и преди посочената дата не е бил кой знае колко по-различен. Естествено след 12 септември (деня на военния преврат) репресиите станаха всеобщи и се превърнаха в обикновена практика. Обект на насилията и терора са преди всичко кюрдите. Районите, където те живеят, бяха окачествени от властите, като забранени. Осъществиха се поредица от военни маневри, в които участваха подразделения на съюзническите на Турция държави от НАТО. Кюрдският народ още веднъж се убеди, че главният противник на борбата за свобода, демокрация и защита на националните права е преди всичко империализмът.

На международни пресконференции, организирани от кюрдите, бе изяснено, че управниците в Турция са изпратили в Кюрдистан допълнителни военни части, преминали специална подготовка за водене на война в особено тежки условия. По такъв начин турското правителство още един път доказа, че има за цел пълен и тотален унищожение на кюрдското съпротивително движение. Убити бяха стотици борци за национална независимост и много мирни граждани от кюрдски произход. Всичко това

АНКАРА

Истината за Кюрдистан • Властите в Турция предлагат големи парични награди на всеки, който даде информация за залавянето на борец за демокрация

даде основание на различни международни организации, политически дейци и общественици да осъдят и остро да се противопоставят на политиката на турските власти. За съжаление тези акции не можаха да окажат по-сериозно въздействие върху Анкара. Репресиите срещу кюрдите продължават с все по-голяма сила. В хилядите протестни писма на световната обществена станаха известни поразяващи факти за обстановката в Кюрдистан.

„Това, което става сега в Турция, е чуждо на представителите на съвременния човек. В страната брутално се погизват най-елементарните човешки права. В затворите системно се прилагат най-жестоки изтезания“. Това са накрай мненията на прогресивните и демократични обществени организации от цял свят, публикувани в печата. Казаното важи особено за кюрдите. Защото като един от основните проблеми, довел до извършването на преврата на 12 септември 1980 г., военните сочиха кюрдския въпрос. Каква е накратко историята на този жизненоважен въпрос за Турция?

След края на Първата световна война цялата територия на Турция фактически е окупирана от силите на Съглашението. Народът повежда упорита и самоотвержена борба за прогонване на чужденците и за осъществяване на идеалите за създаване на свободна и демократична република. Кюрдите са един от най-активните участници в усилията за извоюване на национална

независимост. Тогава им се обещава, че ще получат всички права като националност. Но след като чуждите войски бяха прогонени, ръководителите на турската буржоазия бързо забравиха своите обещания и активно се противопоставиха на исканията на кюрдите. По такъв начин управляващата върхушка показа двуличието си, свързвайки се най-тесно с доскорошните си врагове империалистите.

Какво стана с кюрдския въпрос? С подписания през 1923 г. т. нар. Лозански договор Кюрдистан фактически е разделен на четири части, като най-големият дял остава във владение на Турция.

След като се отхвърлиха исканията на кюрдите за национални права, те организираха няколко въстания. В периода между 1923—1937 г. населението на областите Сасон, Кочгири, Дерсим и Агъри излезе на открита борба, но въстанията бяха кърваво и жестоко потушени. Жертви на изтеплението на турската армия във въстанието, ръководено от Шейх Саид, станаха десетки хиляди кюрди.

През 1938 г. правителството в Анкара бе заставено да приеме, че най-важният въпрос за разрешаване е кюрдският проблем. Но само години по-късно министърът на вътрешните работи Джелал Баяр обяви, че такъв въпрос не съществува и официално заяви, че живеещите в източните и югоизточните райони на страната са „планински турци“.

Управниците в Турция, които имат задачата насилствено да ликвидират кюрдското национално самосъзнание, години наред не откриват никакви училища в Кюрдистан. Те смятат, че по такъв начин ще съумеят да подавят и за гасят окончателно кюрдското национално самосъзнание. Противоречивото отношение между самите представители на властта в Турция след Втората световна война за пълната аси-

милация на кюрдите принуди правителството да разреши да се открият училища в районите, където живее това население. Но ако дори сега погледнем какъв процент от местното кюрдско население говори турски език, ще видим, колко е малък той. В някои райони на турски Кюрдистан 90 на сто от хората изобщо не знаят, а и не искат да употребяват чужд за тях език.

След 1970 г. кюрдското съпротивително движение приобщи особен подем: след реакционния преврат от 1971 г. в затворите бяха хвърлени хиляди кюрдски патриоти. Без никаква вина са арестувани и осъдени стотици граждани от кюрдски произход. Ще споменем един интересен случай, цитиран в книгата на М. Емин Безарслан „Ичердекилер ве дъшардакилер“ („Тези отвътре и отвънка“):

„Един селянин-кюрд от Диарбекирски вилает носи развалено си радио за ремонт. Апаратът бил голям. Жандармеристите го спират и се устъпяват, че с него той осъществява радио връзка с кюрдите в Ирак. И така го арестуват. Месени наред го държат и изтезават, за да каже „истината“. Естествено не е имало никаква друга истина, освен, че това е обикновено радио. Но полицаите не му повярвали, поддали се на пропагандни версии на властите, според които трябва да се съмняват във всеки кюрд. Така нашият селянин след няколко месеца бил изправен пред съда. Но когато съдията го видял с големия радиоапарат, много се учудил. А селянинът вдигнал апарата и казал: „Господин съдия, ама точно заради това нещо бях арестуван и изтезаван най-жестоко.“ Колкото невероятно да звучи, това е практиката, упражнявана над милионите кюрди.

ДЕЛДАР ЗАНА
кюрдски журналист

Истината за Кюрдистан

Пълно отрицание на всичко кюрдско

Достъпът до обширни райони е строго забранен

(Продължение от бр. 12440)

Десетките правителства, управлявали досега Турция, винаги са използвали елементи от идеологията на „пантюркизма“, според които територията на турската нация се простира от границите с Китай и обхваща целия Балкански полуостров и пр. Винаги, когато страната изпада в криза, се издигат подобни шовинистически териториални претенции. Те бяха подети и преди няколко години, за да се оправдае окупацията на около 40 на сто от територията на Република Кипър. Турците навсякъде трябва да се ползват с привилегии спрямо другите. И как може един кюрди да претендират за национални права. Така мислят турските управници, та дори разпространяват призиви с шовинистически съдържание сред кюрдското население, в които пише: „Гражданно, когато видиш тези предатели (кюрдските борци за национална независимост), веднага съобщи на „държавните сили“. Това е задължението ти от религиозен, патриотичен и преди всичко от човешки характер. Срещу тях стои „Великата турска държава“, която е в състояние да ги унищожи. Помогни на „силите за сигурност“. Това е за твоето добро. Не забравяй!“

Иска се от хората, чиито деца гният в затворите, върху които се упражнява жестока геноцид и асимилаторска политика, да съобщят на властите и да предават синовете си. Естествено подобни призиви не дават никакъв резултат. Кюрдското население много добре знае, че именно тези, които го подканят да върши предателство, са носители на най-големите жестокости спрямо него.

Правителството, след като се убеди, че хората нямат намерение да предадат на поляците революционерите, прибягва към други средства. Знаейки много добре мизерното положение на местното кюрдско население, властите сега предлагат на всеки, който даде информация за залявянето на борец против властта, парична награда в размер 2 200 000 турски лири (3300 щатски долара). Голяма сума, като се има предвид стандартът на живота в кюрдските райони.

Депутат от Социалдемократическата народняшка партия на Турция, след като по сетил много райони, където живеят кюрдите, бил учуден от действията на правителството. Впрочем ето какво сподели Фикри Саглар, представителите на средствата за масова информация:

„Гражданите се страхуват, тъй като не знаят кой ще им потропа по вратата. Добре, а какво ще е психическото състояние на тези деца, които са заставени да общуват с тежковъоръжени жандармеристи“.

Както е известно, с подновяването на партизанската борба на кюрдския народ правителството в Анкара изпрати в размирените райони стотици хиляди войници. Поради липса на места военните части често биват настанявани в училищата. Така кюрдските деца са принудени да учат и да се подготвят в непосредствен контакт с армията. Може би така искат да бъдат нещата управниците в Турция.

За да може да издирва по-добре кюрдските борци за национална независимост, правителството реши неотдавна, да бъдат опразнени десетки села, а населението им да бъде изселено в Западна Турция и евентуално в „турска част“ на Кипър. По такъв начин се провежда тактиката „с един камък убиваш два заека“.

Поставени на изпитание от настоятелните искания на световното общество за спиране на репресиите, правителството иска да измами демократичните и прогресивни организации в страната и в чужбина и да се създаде убеждение, че в Турция е започнал процес на либерализация. Като пример се посочва прекратяването на военното положение в някои окръзи на Кюрдистан. Едновременно това градовете Карос, Агъри, Ван, Хакяри, Газиапет, Мардин, Урфа са обявени за „чувствителни“, а Ерзрум, Елязиг и Диарбекир за „буферни от първа степен“. Там се изпращат войски чисти. Както се вижда, в размирените кюрдски райони нещата не вървят към по-добро, както искат да представят властите, а точно обратното, към по-зле.

Всички правителства вина

ги са подготвили специални програми за развитие на източните и югоизточните райони на страната. Те всички са обещавали най-малко, че тези области ще се развият по степента на своето развитие с останалите части на Турция и че дори ще ги надминат. Досега обаче нито едно от тези обещания не е изпълнено и осъществено. А извечно е, че почти две трети от природните богатства на страната се намират в Кюрдистан. Най-бедното население обаче живее тук. И сегашното правителство, оглавявано от Тургут Йозал, също изготви специална програма за развитие на изтока и обеща, че животът ще стане по-хубав. А какво излезе на практика? Освен социално-икономическа га изостаналост кюрдите сега се намират в най-трудно материално положение.

Едва ли има човек в страната, който да не знае за изтезанията, извършени в десетките и стотици затвори и за прилаганите в тях варварски инквизиции. За това говорят красноречивият факт, че през тях са минали стотици хиляди хора с прогресивни убеждения. Тези, които са имали рядкото щастие да бъдат освободени, обикновено са осакатени или са психически увредени. Хората виждат всичко това с очите си. Диарбекирският затвор стана известен като арена на изтезанията и убийствата на хиляди хора. Отношението към затворниците в Диарбекир не може да се нарече само нечовешко. Това е отношение, което повтаря средновековните методи на османците, упражнявани над десетките народности, по паднали под османско иго. Това е отношение на жестокост, което за съвременния човек е дори немислимо.

Затова говорят фактите. На 28 февруари 1986 г. пред съда задържаният в процеса срещу нелегалната кюрдска организация „Ръзгари“ Абдулах Узун каза, че в затвора в Диарбекир в периода 1981—1986 г. са били убити 60 души. А Узун бе осъден на 2 години и 4 месеца лишаване от свобода, защото е заявил, че в Турция живее многобройно кюрдско малцинство.

Един случай, станал пак в диарбекирския затвор, може да ни даде пълна представа за варварствата на властите. На 30 декември 1983 г. политическите затворници взели решение да протестират срещу изтезанията, извършени в затвора за лошите условия, и др. На 6 януари 1984 г. един затворник говорил с майка си, която била дошла на свидание, на кюрдски (понеже тя не знаела турски). Тогава войниците най-брутално го нападнали и пред стотици хора започнали да го бият. Това нажежило обстановката и много от присъстващите започнали да вдигат лозунги срещу военните. Задържаните в килиите също започнали да вдигат лозунги против нечовешките условия в затвора. Многочислена и отлично въоръжена войска част нападнала стотиците хора, част от войниците влезли в килиите и започнали саморазправа с „непослушните“ затворници. Случило се най-страшното: избухнал пожар в килия номер 2, в която се намират политическите затворници. По-късно се установи, че войниците били предизвикали огнената стихия. Живи били изгорени десетки задържани, между които Неджметтин Бюккая, Халил Чакак, Йълмаз Демир, Шенер Шенел, Мехмед Едже и др.

Това даде още по-голяма сила на арестуваните в диарбекирския затвор да продължат борбата си.

Насилията срещу кюрдските патриоти се прилагат не само между затворническите стени. Прякото насилие против тях продължава и вън от затворите. Както е било изтъкнато в десетките пресконференции от кюрдите, крайната цел на тези действия е пълното унищожение на кюрдското съпротивително движение. Грешат ли, многото представители на международни организации, партии, когато определят действията на турските власти спрямо кюрдското население, като водене на „истинска война“? Разбира се, не! Затова говорят репресиите на властите, затова говорят десетките военни маневри, осъществени в Кюрдистан, в които за врагове се обявяват хора, обелени в кюрдски национални облекла, затова говорят убийствата, извършени по най-жестоки начин над кюрдските революционери.

ДЕЛДАР ЗАНА
кюрдски журналист

Истината за Кюрдистан

Сянката на НАТО тегне над Източен Анадол

Военните бази, намиращи се в Турция, се използват както за подривна дейност срещу социалистическите страни, така и срещу национално освободителното движение на кюрдския народ

(Продължение от брой 12441)

След 12 септември 1980 г. в Кюрдистан няма местност над чисто население да не е упражняван терор и насилие. Нещо повече. Съществуват области, които се намират под най-стриктно наблюдение и контрол на гурската армия. Граничните райони са между най-охраняваните места.

На пресконференцията в Брюксел представителите на кюрдското националноосвободително движение посочиха, че закон не знае точния брой на убийствата и репресираните хора в тези области. В резултат на бандитските в района на Пергарин и по-точно в селата Доравъ и Малканик, в които на била убита б. дена. Арестувани са 307 души, като по-голямо те са затворени в затворите на Дибеккер и Сирт. Не е известен точният брой на задръжаните в гарнизона на село Сегирик (наистинско преименувано в Шеноба).

Убийството на учителя от Гени (окръг Бинголю) Съвкъ Билин стана повод за много разисквания в страната и в чужбина. След като бе умъртвен най-звезди от десетите за сигурност, той е бил погребан в двора на местната казарма. След като застреляли Билин пред десетки хора военните съобщиха, че той е бил убит при опит за бягство. През това представител на Министерството на вътрешните работи съобщиха, че Билин е бил арестуван, заедно с още двама „бандити“.

Ето как две ведомства в желанието си да прикрият истината публикуват различни терси, които се покриват с модела необоснованото твърдение, че Билин е бил „терорист и враг на родината“.

Това не е единственият случай от такъв род. Тези терористични действия на властите в Анкара тегат са всекидневие. На друго място също в Кюрдистан, в село Куллубей, селище за сигурност“ арестуван Ибрахим Полат в момент, ко

гато той заедно със семейството си обработвал личното си поле. Следващия ден власти го призовават и жена му Иче Нолат, която видяла мъжа си целия облян в кръв. Когато поискала да му даде вода, разбрала, че той не може да се движи. Тогава офицерът Хайдар Чолакът я попитал: „Къде сте скрили оръжието?“. Естествено подобни въпроси не се задават, без да бъдат извършвани насилствени мерки.

След няколко дена от жан дармеристите било съобщено, че Ибрахим Полат се е „самоубил“, а представителите на военното положение казали, че Полат е бил убит в стълкновение със „силите за сигурност“. На кого да се вярва? Ако човек се волюшва в публикуваните декларации на уравнилите, ще мисли, че кюрдите нямат друга работа освен да се самоубиват.

Твърде голям е броят на малтретираните и убити кюрди по време на тяхното насилствено служене в армията. Известни са случаите с Халим Кара, убит в Анкара след излизането. А след това, както в много други подобни случаи, било оповестено, че той се е самоубил. Неджати Пасою също бил убит при никакви злостни в околностите на известното на българите село Каратли, близо до Одрин.

Какви са другите мерки свидетелстващи за водената терористична война срещу кюрдите? Освен това, че турските управници използват много голямата си армия срещу тяхното съпротивително движение, те се опитват да ползват със значителни парични средства хора от местното население. По такъв начин правителството провежда поли-

тика, насочена – „кюрдите да убиват кюрди“. Като дават оръжия на отделни колаборационисти, те се опитват да организират широка мрежа от предатели и шпиони чрез т нар. „Закон за отбрана на еолата“. А това означава, че хората са длъжни да пазят своите райони от евентуални те нападения на „бунтовниците“, обикновено техни съфляни или роднини. Тези, които отказват да се подчинят на нарежданията на „силите за сигурност“, биват изпращани в затворите под предлог, че не желаят да сътрудничат на държавата.

Засилването на съпротивата на кюрдския народ предизвика сериозно безпокойство сред натовските съюзници на Турция. Заради това те помагат по всевъзможен начин на правителството в Анкара да може то да се справи по най-ефективен начин с кюрдското националноосвободително движение. Предсгон например ФРГ да разположи в граничните райони, обитавани от кюрди, най-модерни електронни апаратури, за да се осуетят контактите между отделни партизански отряди. Пак Западна Германия ще продаде на Турция 48 хеликоптера, въоръжени с ракети, които ще бъдат използвани в кюрдските райони.

Както съобщиха средствата за масова информация, на границите със Сирия и Ирак ще бъдат разпръснати големи количества химически материали, с които да се издираат по най-ефективен начин партизаните. Освен това бе съобщено, че в Кюрдистан ще бъдат изпратени допълнителни военни части, минали специални школи в САЩ и ФРГ. Те разполагат с най-модерни оръжия, произведени в натовските държави.

Десетки военни бази на САЩ и НАТО в Кюрдистан се използват и срещу местните патриоти. Както бе съобщено и от списание „Шери“, американски илюзийски самолети тип „СР-71“ са настанени във военновъздушната база в Пиричлик — Дибеккер, откъдето извършва системни наблюдения на обекти, разпо-

ложени в съседни на Турция държави, най-вече в Съветския съюз. Вестник „Хюрдет“ писа, че в района на Дибеккер е започнато изграждането на нова военновъздушна база за НАТО. Тя щяла да бъде съоръжена с писта, пригодна да обслужва всички видове съвременни бойни самолети.

В разпростираното съвместно комюнике на Турската комунистическа и Гръцката комунистическа партия се съобщава, че засилването на империалистическата намеса и военното присъствие в района на Източното Средиземноморие с планираното настаняване на ракети „Круз“ в бази в Турция създава в района опасно огнище за военно напрежение. Прави впечатление, че само през май 1983 г. Турция е била посетена от 13 военни ръководители на НАТО. Това предизвика огромно безпокойство сред прогресивната общественост. През статистиките на турско революционно работническо движение и на кюрдската съпротива изрично недвусмислено опясанията си, че НАТО и Пентагонът се стремят да създават нов агресивен военен блок в Близкия изток с активното участие на Турция.

ДЕЛДАР ЗАНА
Кюрдски журналист



ОТЕЧЕСТВЕН ФРОНТ

21 ЮЛИ 1986 Г. БРОЙ 12443

Истината за Кюрдистан

Геноцид срещу МИЛИОНИ

Арестувани са хиляди хора, само защото не знаят къде се намират роднините им, търсени от полицията ● Асимилация най-вече спрямо децата

(Продължение от бр. 12442)

Властите в Анкара прилагат странна политика. Те арестуват и изтезават роднините на търсените от полицията хора, като по такъв начин се стремят да заставят нелегалните да се предадат. В едно от изпратените писма от Диярбекър се описва как полицията репресираща местното население, за да „даде урок“ на борещите се против властта патриоти. В градовете Ергани и Хани са арестувани стотици възрастни, чито деца и роднини са търсени от полицията. Под предлог, че издирват „бунтовници“, властите периодически въвеждат полицейски час в 40-хилядния град Джезира-бота. Арестувани били много хора, тъй като не знаели или отказали да съобщат местонахождението на партизанските отряди. Според правителствената политика всеки кюрд е длъжен да знае какво мисли неговият сънародник.

Важен обект на асимилация са децата-кюрди. Директорът на училището в Омерли (Адъяман) често заставял учениците да учат наизуст шовинистични призови, в които се отпращат възхвали на „великата турска армия“, която била спасителка на Исляма, на „великия турски народ“ и т. н. Дървото — подчертавал същият директор, се огъва, докато е младо. Подрастващите, докато са малки, трябва да бъдат закармени с турско национално съзнание. Всичко това напомня средновековните методи на османците, образували еничерските отряди от нетурските народи, и ги възпитавали в духа на „великотурския шовинизъм“.

Правителството на Тургут Йозал обича често да обвинява властите в Швеция и в други западноевропейски държави, открили училища с изучаване на кюрдски език. Посолствата на Турция в тези страни заплашват работниците, чито деца учат родния си език, че ще им бъдат отнети паспортите, ако малките не по-

стъпят в училища с преподаване на турски език.

В края на март т. г. депутати от Националнодемократическата партия поискаха от правителството да даде обяснение по инцидента в град Елзизг, където полицаи, облечени в кюрдски национални облекла, извършили убийство. Какво по-точно е станало? Една полицейска група на „държавните сили за сигурност“ облякла дрехи на „сепаратисти“. След като отишли в Палу, полицаите предизвикали масов побой. Същото направил и в Бингол, а след това влезли във въоръжено състълкновение със селски пазачи на селата Зивер и Хейлан. Подобни сцени те предизвикали и в селата Димен и Гьогчеканат. В резултат на всичко това бил убит кметът Мустафа Чанас и пазачът Ибрахим Чанабай. Установено бе, че един полицаи по грешка застрелял своя колега. Депутати от Националнодемократическата партия сега за дават въпроса: Каква е била целта на всички тези действия? Министърът на вътрешните работи Йълдъръм Акбулут все още не е дал задоволителен отговор на този въпрос. Но от всичко е ясно, че безсилни от гнева на кюрдския народ срещу прилаганата от правителството политика, полицията и жандармерията прилагат коварни методи, за да бъдат обвинени

кюрдските революционери, като „убийци“.

Друг случай, предизвикан от полицаите — обличайки се отново в кюрдски национални облекла, те нападнали една бензиностанция и откраднали намиращите се в касата пари. Председателят на националната сигурност Сафет Аръкан Бедюк се опита да опровергае основателните обвинения, че обирът е дело на преоблечени полицаи. А на въпросите на журналисти, дали същите още служат в „силите за сигурност“, той не пожела да даде отговор.

Всичките споменати случаи са от кюрдските райони. „Държавните сили за сигурност“ тук прилагат най-различни претъпнати методи. Полицията и жандармерията в селата Миранга, Догутеле, Хамур, Сейитхан и др. (в околностите на Агри) арестувала стотици и хиляди хора и насилствено иззела всички намерени пари. Подобни инциденти вече не са единични, те се превръщат във всекидневие.

Турция налага пълна цензура на средствата за масова информация, за да не станат известни престъпните действия на органите за сигурност. Властите на няколко пъти забраняваха и конфискуваха вестници и списания, публикували материали за изтезанията в затворите, за насилия, прилагани в източната и югоизточната част на страната. Но дори малкото, което се знае, все пак достига до световната общественост и то е достатъчно, за да проличи истинският фашистки характер на правителството в Анкара.

Кюрдското националноосвободително движение не може да бъде ликвидирано. Това много добре е известно на управниците на Турция. Още през 1979 г. един общественник заяви в парламента: „Аз

съм кюрд и в Турция има кюрди!“ Заради тези си думи той, Шерафетин Елчи, след военния преврат от 12 септември 1980 г. бе осъден на 2 години и 3 месеца лишаване от свобода. В затвора бяха хвърлени депутатът Нуретдин Йълмаз и кметът на най-големия кюрдски град Диярбекър, Мехди Зана. Известният кинорежисьор от кюрдски произход Йълмаз Гюней бе обявен от властите за „предател“, само защото е разказал за низерното положение на своя народ в известния си филм „Път“ — получил „Златната палма“ на кинофестивала в Кан през 1982 г.

Борбата на кюрдите продължава. С произволните и тежки присъди, с масовия геноцид, с асимилаторска политика, с терора над населението, турските управници не могат и не ще успеят да прекършат волята на революционерите в борбата за защита на националните права. Все по-често партизанските отряди на кюрдското националноосвободително движение напускат своите укрытия в труднодостъпни планински райони и слизат в равнините, където нанасят съкрушителни удари на постове и гарнизони на турската полиция и армия.

Кюрдският народ все пове- е излиза на сцената на международното политическо поле. С неоснователното и безце ремонното определение, което Анкара му дава — „планински турци“, не ще може да се потули всичко онова, което става в многобройните турски зандани, нито пък да се отклонят 15 милиона души от техните идеали за свобода, демокрация и социален прогрес.

ДЕЛДАР ЗАНА
кюрдски журналист

la vie

HEBDOMADAIRE CHRETIEN D'ACTUALITE

17. 7. 1986

REFUGIÉS: L'EUROPE FERME SES PORTES

**Iraniens, Palestiniens, Indiens, Turcs, Kurdes, Tamouls, Chiliens ou Polonais...
Ils sont de plus en plus nombreux à fuir leur pays d'origine
pour frapper aux portes de l'Europe et des libertés, avec l'espoir d'une vie meilleure.
Mais le vieux continent, apeuré par cette invasion commence à se faire tirer l'oreille...
Allemagne, Italie, Pays-Bas, Suisse :
tous les pays de tradition démocratique rechignent aujourd'hui...
Et la France voudrait se mettre à l'unisson.**

Menacé, le droit d'asile en France ? Pourtant, le projet de loi sur les étrangers dont les députés viennent de débattre n'en souffle mot. Oh, ce n'est pas que le gouvernement n'y ait pas pensé ! Une première rédaction prévoyait de réviser les règles d'accueil des réfugiés. Sous la pression des associations de défense des droits de l'homme et de certaines autorités religieuses, le gouvernement a préféré renoncer à cette partie de son texte. D'autant que le Conseil d'Etat avait formulé de graves réserves. Mais la question n'est pas enterrée. Tous les pays d'Europe cherchent à restreindre l'accès de leur territoire aux réfugiés. La France ne fait pas exception. Ayant maintenu longtemps une pratique plus libérale que ses voisins, elle tend à devenir le pôle vers où convergent le plus d'exclus. Sur sept réfugiés entrés dans la C.E.E., trois aboutissent chez nous.

Déjà les socialistes s'étaient efforcés de rendre plus difficile l'obtention du statut de réfugié. Ainsi 25 organisations humanitaires ont-elles lancé dès le mois de janvier dernier une longue campagne pour le droit d'asile. Celle-ci culminera les 18 et 19 octobre par des rencontres nationales à l'Unesco.

« Ce qui a changé, c'est le monde, pas la notion de réfugié », estime Gerold de Wangen, président et co-fondateur de France-Terre d'asile. La convention de Genève, précisée-t-il, a été rédigée par des Européens

pour venir en aide à des Européens : « Les Slaves des pays de l'Est, les Italiens, les Espagnols ou les Arméniens étaient — oserait-on dire — nos cousins germains. Avec les Chiliens fuyant Pinochet, à partir de 1973, nous avons encore affaire à des cousins issus de germains. Mais depuis 1975, ce sont des Asiatiques et des Africains qui arrivent en plus grand nombre. Ceux-là ne sont pas de notre monde. »

Les quatre raisons de Robert Pandraud

Pragmatique, Robert Pandraud, ministre délégué à la Sécurité, voit quatre bonnes raisons de restreindre l'octroi du statut de réfugié :

1° « Il ne devrait plus y avoir en France de réfugiés politiques en provenance d'Etats démocratiques. Pourquoi tolérer chez nous des indépendantistes basques dès lors qu'ils peuvent se présenter aux élections et se faire élire en Espagne ? »

2° « Les réfugiés bénéficiant du droit d'asile ne doivent pas en profiter pour établir ici des bases arrière en vue de déstabiliser le gouvernement de leur pays d'origine. »

3° « Il est scandaleux que certains usent du statut que nous leur donnons pour violer nos lois ; ainsi des Ghanéennes qui viennent se prostituer au Bois de boulogne ou des Tamouls qui se livrent au trafic de drogue. »

4° « Enfin, nous devons être vigilants à l'égard de ceux qui s'efforcent de contourner les règles de l'immigration. »

A de tels propos répondent les hauts cris des organisations humanitaires. Au nom des grands principes et de la vérité des faits. Il faudrait d'abord, affirme Gerold de Wangen, retrouver le sens des proportions : « Nous n'avons que 200 000 réfugiés pour une population de 56 millions d'habitants. Ils étaient plus de 300 000 en 1950, pour 45 millions de Français. »

Les défenseurs des droits des étrangers dénoncent « trois fantasmes ». Celui du « faux réfugié politique » : très peu d'immigrés « économiques » refoulés reviennent comme demandeurs d'asile. Celui du « réfugié terroriste » : depuis 1952, deux réfugiés en tout et pour tout, ont été convaincus d'actes de terrorisme. Celui de l'invasion de l'Occident par les réfugiés du tiers monde : par comparaison, que pourraient dire les pays du tiers monde ? (voir encadré).

Quant à savoir si l'asile ne doit plus s'appliquer entre pays démocratiques... « Faux ! répond Gerold de Wangen. Nos voisins nous ont rendu un fier service pendant la guerre d'Algérie en accueillant des objecteurs ou insoumis, et en nous évitant d'avoir à les fusiller. Depuis, certains d'entre eux

ont occupé de hautes fonctions étatiques. C'est ce que j'appelle l'asile convivial. Il permet de dépasser les crises que tout pays démocratique rencontre nécessairement dans son histoire. »

Tous les organismes humanitaires s'entendent pour considérer qu'il ne saurait y avoir de catégories d'étrangers à qui le droit d'asile serait refusé par principe. Seul l'examen de chaque cas individuel devrait en décider. Ils s'élèvent en outre contre l'amalgame qui tend à faire passer tous les réfugiés pour des fraudeurs, des trafiquants de drogue ou des terroristes.

Cependant, on commence à percevoir, au sein des associations, une musique un peu nouvelle. Certains mettent en cause la « *langue de bois* » militante. Au contact des demandeurs d'asile, ils n'en peuvent plus d'entendre de cent bouches différentes le même récit, à l'évidence fabriqué de toutes pièces. Ou de voir des étrangers présenter plusieurs dossiers sous des identités aussi variées que fantaisistes. « *Comment dire qu'une proportion importante de réfugiés n'a « pas le profil » sans abonder dans le sens de*

COMBIEN D'EMIGRES EN FRANCE

Un texte : la convention de Genève de 1951, modifiée en 1967, qualifie de réfugié toute personne « qui, craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou ne veut se réclamer de la protection de ce pays ».

Des procédures : après étude du dossier, l'Office français pour la protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) accorde ou refuse le statut de réfugié ; un appel est possible auprès de la commission de recours. La quasi-totalité des personnes issues de l'ex-Indochine sont arrivées « sur quotas », après avoir commencé les formalités dès leur pays de transit. Plus de 95 % des autres sont entrées en France comme touristes ou clandestinement. Elles peuvent néanmoins déposer une demande à l'OFPRA.

Des chiffres : en 1985, l'Office dénombrait 172 000 réfugiés statutaires, la moitié environ provenant d'Asie du Sud-Est. La même année, il a enregistré 29 000 demandes ; il a accordé 11 539 certificats de réfugiés et en a refusé 15 123. Sur 6 715 demandes déposées par des Cambodgiens, Laotiens et Vietnamiens, 6 342 ont été acceptées. En revanche, 89 % des 4 536 demandes de Sri Lankais (Tamouls) ont été rejetées, de même que 94 % des dossiers de Ghanéens.

On estime à 10 millions le nombre de réfugiés dans le monde (5 millions en Afrique ; 700 000 en Europe). Il y a un réfugié pour 360 habitants en France, un pour 7 en Somalie et un pour 34 au Pakistan.

PAYS-BAS: LES TAMOULS ONT DONNÉ L'ALERTE

Récemment encore, les réfugiés palestiniens, Sikhs et Tamouls qui cherchaient refuge aux Pays-Bas étaient les demandeurs d'asile les plus gâtés d'Europe occidentale : pas de camps, mais des logements individuels, fournis par une association privée. Pas « d'argent de poche », mais une véritable aide sociale de 2 500 F par mois. Ce bel agencement a volé en éclats au début de l'an dernier, quand une vague de 3 000 Tamouls est arrivée d'un coup dans le royaume batave. La police a d'abord renvoyé un plein avion de Tamouls au Sri Lanka. Devant le tollé suscité par cette expulsion, des mesures dissuasives, identiques à celles de l'Allemagne fédé-

rale, ont été mises en place : les Tamouls ont été regroupés dans des « pensions » collectives, et l'aide sociale s'est réduite à de l'argent de poche.

Résultat : les deux tiers des Tamouls ont quitté la Hollande pour d'autres pays d'Europe, après avoir mis le feu à deux de leurs « pensions ». Devant le nombre des demandeurs d'asile, qui s'est multiplié par quatre en deux ans, la Hollande a renforcé les barrières. Le « statut » n'est plus accordé qu'à 20 % des demandeurs, contre 50 % il y a deux ans. De leur côté, les associations humanitaires maintiennent la pression sur le gouvernement pour un retour au système antérieur. □

« ceux qui veulent s'en débarrasser ? » note Jean-François Ploquin, de la Cimade (Service œcuménique d'entraide). Poser la question n'est pas y répondre. Et l'afflux de réfugiés, dans un contexte où les causes politiques et économiques se mêlent de plus en plus étroitement, témoigne surtout du mauvais esprit d'un monde secoué par les conflits et ravagé par la faim.

Les pays occidentaux ont beau se prémunir contre les demandeurs d'asile en compliquant le plus possible les procédures afin de les rendre dissuasives, ils ne s'en trouvent pas moins confrontés à un problème insoluble : que faire de ceux à qui l'on refuse le statut de réfugiés ?

Doit-on les renvoyer massivement chez eux ? Le droit international comme la simple humanité s'y opposent souvent. Difficile aussi de les interner. Ou de les expulser dans des pays tiers qui n'en veulent pas plus que nous. Si bien que l'on voit se développer une catégorie de réfugiés ballottés d'un pays

à l'autre, refoulés dans la clandestinité, avec tous les risques de marginalisation et donc de délinquance que cela représente.

En fait, reconnaît Robert Pandraud, « une solution ne peut être trouvée que dans le cadre européen ». Encore faudrait-il que cela ne se limite pas à des mesures de pression pour chasser les clandestins. Selon Gerold de Wangen, mieux vaudrait essayer de résoudre les problèmes à la source. Dans le cas du Sri Lanka par exemple, la C.E.E. ne devrait pas manquer de moyens de pression pour contraindre le gouvernement de Colombo à mettre fin aux massacres de populations : presque tous les pays européens lui vendent les armes dont il a besoin pour mater la rébellion tamoule. Ainsi s'explique pour une part l'ostracisme qui frappe chez nous l'un des peuples les plus éprouvés de notre temps. L'un de ceux qui, de toute évidence, justifie le mieux la nécessité de sauvegarder, aujourd'hui, le droit d'asile.

Joseph LIMAGNE



A Amsterdam aux Pays-Bas, des Iraniens dans la Maison des travailleurs immigrés.

291425 :AM-GULF-IRAN

IRAN REPORTS AIR AND ARTILLERY ATTACKS ON IRAQ

TEHRAN, JULY 29; REUTER - IRAN SAID ITS WARPLANES AND ARTILLERY HAVE HIT TARGETS INSIDE IRAQ OVER THE PAST 24 HOURS IN REPRISAL FOR IRAQI AIR RAIDS REPORTED TO HAVE KILLED MORE THAN 100 CIVILIANS.

A MILITARY COMMUNIQUE, QUOTED BY TEHRAN RADIO TODAY, SAID IRANIAN PLANES HIT +ECONOMIC TARGETS+ WEST OF SULAYMANIAH, A KURDISH TOWN IN NORTHERN IRAQ, AND A BRIDGE LINKING THE NORTHERN IRAQI PROVINCES OF ARBIL AND MOSUL.

THE RADIO SAID THE ATTACKS WERE IN REPRISAL FOR IRAQI AIR RAIDS WHICH TEHRAN NEWSPAPERS SAY HAVE KILLED MORE THAN 100 CIVILIANS IN THE PAST WEEK. THEY CAME AFTER AN 11-WEEK LULL IN IRAQI AIR ATTACKS INSIDE IRAN.

IRANIAN PARLIAMENT SPEAKER ALI AKBAR HASHEMI RAFSANJANI SAID TODAY TEHRAN HAD NO CHOICE BUT TO RETALIATE. HUNDREDS OF CIVILIANS ON BOTH SIDES WERE KILLED LAST YEAR IN TIT-FOR-TAT AIR AND MISSILE ATTACKS ON CITIES.

TEHRAN RADIO ALSO SAID IRANIAN GUNNERS HAD SHELLED ECONOMIC TARGETS IN SOUTHERN IRAQ'S BASRA PROVINCE, DESTROYING PARTS OF A POWER PLANT AND A PETROCHEMICAL FACTORY.

IN THE GROUND WAR, IT SAID IRANIAN FORCES KILLED MORE THAN 100 IRAQIS AND DESTROYED FIVE BOATS IN FIGHTING LAST NIGHT AND TODAY ON IRAQ'S SOUTHERN MAJNOON ISLAND, CAPTURED BY IRAN IN MARCH 1984.

REUTER

Agence France Presse

Kurdes-Iran

Affrontements au Kurdistan iranien, selon le PDKI

PARIS, 21 Juil (AFP) - Les Peshmergas, combattants kurdes en lutte contre le régime iranien, ont détruit plusieurs bases militaires iraniennes dans la région kurde de l'Iran les 14 et 15 Juillet, a annoncé lundi à Paris un communiqué du Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran (PKDI).

Leurs opérations lancées le 14 contre les bases de Guerdah-Sour et Darashe-Cacher ont fait 60 morts du côté des forces iraniennes, précise le communiqué du PKDI. Selon ce texte, ils ont attaqué plusieurs bases dans les régions de Gornavier et de Boukan et détruit ou saisi le matériel qui s'y trouvait.

Fin Juin et début Juillet, le PKDI avait déjà fait état de violents affrontements entre les Peshmergas et les forces iraniennes qui avaient fait de nombreuses victimes.

Iran-Irak

Téhéran affirme avoir coupé les communications routières entre plusieurs unités irakiennes dans le Kurdistan

PARIS, 29 Juil (AFP) - La destruction d'un pont d'importance stratégique par l'aviation iranienne mardi matin sur la route Mossoul-Erbil, dans le Kurdistan irakien, empêche les communications entre différentes unités de l'armée de Bagdad, a affirmé radio-Téhéran captée à Paris, citant des sources militaires.

L'aviation iranienne a aussi bombardé mardi matin des installations économiques et industrielles situées à l'ouest de la ville Suleimaniyeh, au nord-est de l'Irak, a indiqué un communiqué de l'état-major iranien cité par la radio officielle.

Une centaine de soldats irakiens ont été tués lors d'un affrontement avec les forces iraniennes lundi soir dans la région de Howeizah et la partie sud des îles Madjnoun, au sud-est de l'Irak, a annoncé la radio.

Un pilonnage de l'artillerie iranienne a partiellement détruit au cours des dernières 24 heures une centrale électrique et une usine de pétrochimie dans la région de Bassorah, également dans le sud-est de l'Irak, a-t-on annoncé de même source.

AGENCE FRANCE PRESSE

Iran-Irak

Raid iranien sur un objectif économique en Irak

PARIS, 30 Juil (AFP) - L'aviation iranienne a bombardé mercredi à 10h10 GMT un "objectif économique" situé à 8 km à l'ouest de la ville de Souleimaniyeh (nord-est de l'Irak), a annoncé Radio-Téhéran, captée à Paris.

Selon un communiqué de l'armée iranienne, les chasseurs ont regagné indemnes leur base. Le message annonce aussi que l'artillerie iranienne a pilonné lundi une base navale irakienne dans la région de Bassorah (sud-est de l'Irak).

Ces raids, selon le communiqué, sont des "actions de représailles" après le raid irakien mené dimanche matin sur la ville iranienne d'Arak, qui aurait fait, selon un quotidien iranien, 200 morts ou blessés.

L'Iran avait fait état mardi de plusieurs raids sur des objectifs irakiens: notamment le bombardement d'un pont stratégique situé sur la route reliant Mossoul à Erbil (dans le Kurdistan irakien) et d'un objectif économique près de la ville de Souleimaniyeh, ainsi que le pilonnage d'une centrale électrique et d'une usine pétrochimique dans la région de Bassorah.

Par ailleurs, le communiqué iranien annonce que des unités navales iraniennes ont intercepté mardi matin deux cargos dans le détroit d'Ormuz et qu'elles leur ont donné le droit de poursuivre leur route après vérification de leurs cargaisons.

L'agence de presse koweïtienne KUNA avait annoncé qu'un porte-conteneur battant pavillon saoudien avait été arraisonné mardi dans le Golfe par la marine iranienne et avait eu poursuivre sa route, rappelle-t-on.

Iran-Kurdes

Une base militaire iranienne détruite par les autonomistes kurdes, selon le PDKI

PARIS, 30 Juil (AFP) - Les peshmerga du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI, interdit) ont attaqué et détruit, le 23 juillet dernier, une base militaire iranienne dans le Kurdistan iranien, près de la ville d'Orumieh (nord-ouest de l'Iran), a annoncé mercredi le bureau du PDKI à Paris.

Selon un communiqué, le commandant de la base militaire de Malouneh a été tué et 13 militaires et gardiens de la révolution ont été faits prisonniers lors d'affrontements qui ont duré une heure et demie. Les autres occupants de la base ont pris la fuite.

Le communiqué ajoute que les combattants du PDKI ont saisi une importante quantité d'armes et de munitions, avant d'incendier la base, située à deux kilomètres de la route reliant Orumieh à la Turquie.

Le PDKI avait fait état, à la mi-Juillet, de la destruction de plusieurs bases militaires dans le Kurdistan iranien.

FEDERATION INTERNATIONALE DES **DROITS** **DE L'HOMME**

LA LETTRE DE LA F.I.D.H.

3.6.1986

TURQUIE : DEPUIS 1981, 33 MORTS DANS LA PRISON DE DIYARBAKIR

En réponse à une question écrite de M. Ibrahim Taşdemir, député de la province kurde d'Agri, le Ministre turc de la Justice, Necat Eldem, selon le quotidien Hürriyet du 15 mai 1986, a déclaré que du 21 mars 1981 au 13 mai 1984, 33 détenus sont morts dans la prison de Diyarbakir (capitale du Kurdistan de Turquie). 12 d'entre eux seraient morts de maladie, 7 à la suite des grèves de la faim, 5 suicidés par pendaison, 4 suicidés en s'immolant par le feu, 1 de crise cardiaque, 1 par électrocution, 1 par poison et seulement 2 des suites des mauvais traitements regrettables que leur ont fait subir des soldats".

Cette vérité officielle tardive appelle au moins deux remarques :
1°, elle est très en deça de la réalité. Les témoignages des anciens détenus et les estimations des organisations kurdes font état d'au moins 120 morts sous la torture dans l'enfer carcéral de Diyarbakir,
2°, en dehors des personnes décédées à la suite des grèves de la faim, déclenchées précisément pour protester contre la torture et les conditions de détention infra-humaines, toutes les autres victimes ont péri dans les salles de torture de la prison militaire.

Hürriyet 15.5.1986

Bilgisayara girmek kolay, çıkmak zor

250 bin kişinin yurt dışına çıkışı yasak



Adalet Bakanı Eldem açıkladı:

33 kişi nasıl öldü?

● Yazılı bir soru üzerine Necati Eldem, Adalet Bakanı olarak 1981 yılından bu yana 12 bin hastalık taşıyarak intihar etmiş olarak 4 bin elektrik çarpması, 1 bin kazı kazı, 2 bin de erilerin müessesini sonuna kadar 33 hukukunun olduğunu bildirdi.



Altılı Ganyan kuryesinin marifeti!

● Yarın sonrası doldurduğu kuponla 375 milyon lira milyoyu korkudan alamayan Jockey Klup kuryesi daha önce de aynı yöntemle 2 milyon lira almıştı.

ANKARA, (Haberler) Çeşitli sebeplerle yurt dışına çıkan 250 bin kişi bilgisayarın sayesinde dışarıya girmek kolay, çıkmak zor oldu. Bilgisayarın bu özelliği sayesinde yurt dışına çıkış yasakları kaldırıldı. Bilgisayarın bu özelliği sayesinde yurt dışına çıkış yasakları kaldırıldı. Bilgisayarın bu özelliği sayesinde yurt dışına çıkış yasakları kaldırıldı.

Florida-Türkiye hava köprüsüyle geri



TURQUIE : LES REFUZNİKS DE L'OCCIDENT
250 000 PERSONNES INTERDITES DE SORTIE DU PAYS

D'après le quotidien pro-gouvernemental turc Hürriyet du 15 mai 1986, 250 000 citoyens turcs condamnés pour délits politiques, suspects ou insuffisamment sûrs pour le régime sont interdits de sortie. Les renseignements les concernant sont centralisés dans l'ordinateur du ministère de l'Intérieur. Ils ne pourraient, en cas de force majeure, obtenir un passeport que sur la proposition du Ministre de l'Intérieur et avec l'approbation du Premier Ministre.

Parmi ces refuzniks, le journal cite les noms de nombreux écrivains, acteurs, musiciens, syndicalistes, hommes politiques de la période antérieure au Coup d'Etat militaire de septembre 1980, dont Aziz Nesin (humoriste traduit en une quinzaine de langues), Tarik Akan (interprète principal des films de Güney, Yol et le Troupeau), des dirigeants de la centrale ouvrière dissoute DISK et du Syndicat national des enseignants, etc.

La plupart de ces "personnes dangereuses pour la sûreté de l'Etat" seraient coupables d'hostilité à Atatürk, de séparatisme (kurde) ou de sympathie pour les idéologies étrangères (socialiste, marxiste-léniniste, etc.)

Rappelons que la Turquie fait partie de l'OTAN, organisation censée défendre le "monde libre" face aux régimes totalitaires de l'Est. Elle est aussi membre et vice-président du Conseil de l'Europe, organisme qui se définit comme la "conscience morale des pays démocratiques d'Europe" et aspire à adhérer à la C.E.E. Les principaux membres de celle-ci, dont la France, estimant que des progrès importants ont été faits en Turquie dans la voie de la démocratie, sont en train de normaliser avec empressement leurs relations avec cette drôle de démocratie.

Cinq Etats européens - Danemark, France, Norvège, Pays-Bas et Suède - qui avaient, en 1982, déposé une plainte devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme contre les "atteintes graves aux Droits de l'Homme perpétrées par le gouvernement turc" ont, en octobre dernier, renoncé leur plainte après des négociations à l'amiable avec le gouvernement turc.

Tunceli'de bir şehit daha verdik

Kanlı eşkiya yiyecek taşıyan askeri araca ateş etti. Bir erimiz şehit olurken, ikisi de ağır yaralandı

TUNCELİ, (Tercüman)- Önceki gün Tunceli'nin Çemişgezek ilçesine askeri bir araca ateş açan teröristler bir eri şehit etti. Olayda 2 eri de yaralandı.

Tunceli Valiliği'nden yapılan açıklamaya göre, 27 Mayıs günü gece saat 22.00 sıralarında sayıları 5 veya 6 olduğu tahmini edilen bir grup eşkiya Çemişgezek ilçesinin girişinde, mezarlık mevkiinde yiyecek taşıyan seyir halindeki bir askeri araca ateş etti. Ateşle mücadele edilmedi

sonucu araçta bulunan jandarma er **Abdül Gündoğan, Sabahattin Gürbışık ve Ertağrul Mecici** ağır şekilde yaralandı. Erlerden **Abdül Gündoğan** hastaneye kaldırılarak yolda öldü.

Yetkililer, gecenin karanlığından dolayı faydalanarak kaçan eşkiyanın yakalanmaları için sıkı takip ve operasyonların devam ettiğini söylediler.

Şehit erin cenazesi memleketi olan **Balıkesir'in Dursunbey ilçesine bağlı Ağaçöney köyüne** gönderildi.

Milliyet

● Kürtler çekiliyor, Irak karşı saldırıda Barzani'ye ilk darbe

● İran cephesindeki durgunluktan yararlanan Irak, saldırıya geçerek Mengeş bölgesini ele geçirdi

HABUR, ÖZEL

IRAK'ın yönetime karşı çarpışan Kürdistan Demokrat Partisi (IKDP)'nin sözcüleri, Irak birliklerinin karşı saldırısı sonucu Mengeş bölgesini boşalttıklarını, ancak ellerinde çok sayıda tutsak bulunduğunu ileri sürdüler.

Mengeş polis müdürüyle, 31 devlet memurunun ellerinde bulunduğu deni süren sözcü, Mengeş'i boşaltmalarından önce tüm resmi yapıları tahrip ettiklerini söyledi. Kasabaya geçtiğimiz cumartesi günü boşaltmalarını kaydeden sözcü, bölgeye gelen Irak birliklerinin dört köyü tamamen yıktığını, yaklaşık 3 bin kişiyi de, ukekini başka bölgelere naklettiğini one sürdü.

Suriye sınırına ulaşmaları Irak birliklerinin engellemeye çalıştığı da belirtildi. halen 12 bin sığınmacı ile bu alanın denetiminde olduğunu, sonümüzdeki günlerde bu bölgelere yabancı galemlerin tavet edileceğini bildirdi.

Bu arada Bahran'da bir açıklama yapan Kürdistan Demokrat Partisi lideri **Mesut Barzani**, Mengeş'i sivillere tahsis etmemesi için boşalttıklarını söyledi. **Barzani**, iki tamen, 37'lik ve 20 savaş helikopteri ve karşı saldırıya geçen Irak birliklerinin, bölgedeki köyleri bombalamalarıyla ilgili çarpışmada, gen çekilmesi uygun bulduklarını belirtti.

Güneyde Basra Körfezinde ve doğuda Suveyh kanalı Körfez kıyısında Irak'ın kuzeyde de istisnai şartlere karşı mücadele eden Irak, son günlerde Irak'ın eşkiya saldırılarından yararlanan rakip parçanın hava baskıladı.

Mengeş'te Irak'ın kuzey kesiminde bir saldırıya karşı yapılan sızdıya uğrayan ve Men-

geş kasabası ile Duhok kentinin büyük bir kısmını elden çıkarmak zorunda kalan Irak, giriştiği büyük bir saldırı ile Duhok'u ve Mengeş'in bir kısmını geri aldı.

3 aşiret Barzani'ye katıldı

Irak taraftarı olarak bilinen Kurt İlden Cafere Basifli'nin Irak Hükümeti tarafından tutulduktan uzun süreden beri salıverilmesi üzerine 20 bin kişi kadar olan Caferi, Daska ve Omamal aşiretleri mensupları, Barzani'ye katıldı. Bu aşiretlerin Peşmergele katılımı ile IKDP güçlerinin arttığı bildiriliyor.

Bu arada, Irak'ın kuzey kesiminde yaşayan ve hükümet tarafından göçe zorlanan Türkmenlerden de bir kısmının Barzani'ye katıldığı bildiriliyor.

IKDP güçleri ile Irak birlikleri arasındaki çarpışmalar, Duhok, Erbil ve Mengeş kesimlerinde devam ederken, bir tabur Irak askerinin de komutanları **Yenus Babir** ile birlikte, silahlarını da yanlarına alarak Peşmergelelere katıldığı öğrenildi.

Tercüman

6.6.1986

Yaralı eşkiyanın ifadesi üzerine 4 erimizi şehit edenler yakalandı

● Adıyaman'da 4 er ve bir polisimiz şehit eden çete mensubu 26 kişi yakalanırken, 5 sığınak ortaya çıkarıldı. 2 tabanca, 4 el bombası ve roketatar tüfek ele geçirildi

ADİYAMAN, (Akajans)-

Adıyaman'da, 4 jandarma eri ile bir polis memurunun şehit edilmesi ve bir kişinin yaralanması olaylarına karışan bölücü çete mensubu, 26 kişi silahlarıyla birlikte yakalandı.

Adıyaman Valisi **Kemal Esensoy** yaptığı açıklamada, bölücü çete mensuplarının 14 Mayıs'ta güvenlik kuvvetleriyle giriştiği çatışmada yaralı olarak ele geçirilen Örgüt üyesi bir kişinin ifadesi üzerine yapılan operasyonlarla yakalandıklarını söyledi.

Esensoy, bölücü çete mensuplarının, geçen mart ayında Petikan mezarında dört jandarma erinin şehit edilmesi ve Adıyaman'da Türkiye Petrolleri Türkmür Petrol Dolunü Tesisleri'ne sabotaj düzenlemesi ile geçen ay Adıyaman'da güvenlik kuvvetleriyle çıkan silahlı çatışmada polis memuru **Osman Türkücü** nun öldürülmesi olaylarına karıştıklarını belirlediğini bildirdi. Yapılan aramalarda, bölücü çete mensuplarının barındığı beş sığınak ortaya çıkarıldığını belirten Adıyaman Valisi **Kemal Esensoy** ayrıca iki tabanca, üç kasatura, dört el bombası, uzaktan roket atan bir tüfek ile çeşitli malzeme ve örgüte ilgili doküman ele geçirildiğini kaydetti.

Milliyet

3.6.1986

● Irak jetleri, isyancı Peşmergelelerin eline geçen yerleşim merkezlerini bombalıyor

BARZANI'YE BASKIN

● Hükümete bağlı birlikler, Duhok bölgesindeki Mengeş ve Bakerk mahiyelerini jetlerle havadan bombalayanak yerleşim bir ettiler

● FAHİN KESKİN — HAKKANI

IRAK Hükümeti ile ayrılmış Kürt lideri **Mesut Barzani** taraftarı Peşmergeleler arasındaki çarpışmalar yoğun bir şekilde devam ederken, çarpışmalardan en çok etilen bölge Duhok oldu. Özellikle son bir ay içinde yoğun çarpışma sahne olan Duhok'un Mengeş ve Bakerk mahiyeleri Irak jetleri tarafından havadan yoğun bir şekilde bombalanıyor. Bu arada geçtiğimiz hafta içinde 20 bin taraftar bulunan Caferi, Daska ve Omamal aşiretleri mensuplarından Caferi aşireti reisi **Caferi Basifli** Irak Hükümeti tarafından idam edildi.

Basifli'nin uzun süre tutuklu kalması ve serbest bırakılmaması üzerine 20 bin kişilik Caferi, Daska ve Omamal aşiretleri, Barzani safına katılmışlardı.

Duhok'un da bir o kadar tehlikeli olduğunu belirten korsan radyolar bu arada Barzani ve aşiret başkanının dağıtık bölgelere çekildiklerini bildiriyor. Bu arada korsan radyolar aracılığı ile bir açıklama yapan **Mesut Barzani**, "Sivil halkın zarar görmemesi için Mengeş ve Bakerk mahiyelerinde çekildik. Ancak mücadelemize devam edeceğiz" dedi.



PKK'CIAR Adıyaman ve yöresinde gerçekleştirilen operasyonlarda yaralı PKK üyeleri ve çetne üyeleri. Fotoğraf: hha Fadı BİNZET

Bölücü eşkıya

Sanıkların 4 jandarma erinin şehit edilmesi, TPAO Dolun Tesisleri'ne sabotaj yapılması eylemlerini gerçekleştirdikleri bildirildi.

Fadı BİNZET

ADİYAMAN, (hha) Güvenlik güçlerinin Adıyaman yöresinde sürdürdüğü arama ve operasyonlar sonucu, yasadışı bölücü PKK örgütüne mensup 26 kişi, çeşitli silah ve araçlarla birlikte şehit edildi. Tetikhan Mezraası'nda 4 erin şehit edilmesi, TPAO (Türkiye Petrolleri Anonim Ortaklığı) Toybalen Dolun Tesisleri'ne sabotaj düzenlenmesi eylemlerini de gerçekleştirdikleri bildirilen bölücü eşkıyanın, barınak olarak kullandığı 5 sığınak da ortaya çıkarıldı.

Adıyaman Valisi Kemal Kesecioğlu'nun yaptığı açıklamaya göre, 14 Mayıs 1986 tarihinde Kahta ilçesi yakınlarında güvenlik güçleriyle giriştiği silahlı çatışmada polis memuru Osman Türkücü'yu şehit eden bölücü eşkıyadan ikisinin ölü, birinin de yaralı ele geçirilmesini başlatılan soruşturma ve operasyonlar genişletildi. Bunun sonucunda, yasadışı örgüt mensubu 26 kişi gözaltına alındı.

Bölücü bu şakilerin yapılan sorgulamalarında, 19 Şubat 1986 tarihinde Mehmet Yeşil'in yaralanmasını, 26 Kasım 1986 tarihinde merkeze Boğa-

5 il'e 4 ay daha sıkıyönetim

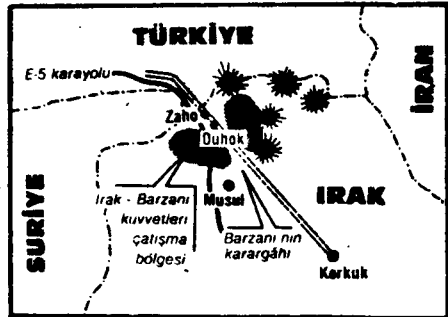
ANKARA, (Hürriyet)- TBMM Genel Kuruluna dünkü birleşiminde Diyarbakır, Hakkâri, Mardin, Şırnak ve Van illerinde uygulanmakta olan sıkıyönetimin 19 Temmuz'dan itibaren dört ay daha uzatılması, aynı tarih itibarıyla İçel, Ordu ve Şırnak illerinde olağanüstü hal uygulamasının kaldırılması, Adana, Afyon, Ankara, Bilecik, Bolu, Hatay, İstanbul, İzmir, Konya, Samsun ve Tunceli illerinde olağanüstü hal uygulamasının dört ay daha uzatılmasına karar verildi. Genel Kurul'da ayrıca, TBMM'nin 12 Haziran Peşmerge gününden itibaren 1 Eylül'e kadar tatil gitmesi kararlaştırıldı.

sütlü Köyü, Kalburcu Mezraası'nda Mehmet Taştan'ın evinin bombalanması, 17 Mart 1986 tarihinde Tetikhan Mezraası'nda 4 erin şehit edilmesi, 20 Mart 1986 tarihinde TPAO Toybalen Dolun Tesisleri'ne sabotaj düzenlenmesi ve 14 Mayıs 1986 tarihinde Kışaba'da güvenlik güçleriyle giriştiği silahlı çatışmada polis memuru Osman Türkücü'nün şehit edilmesi eylemlerini gerçekleştirdikleri anlatıldı:

Bölücü eşkıyaya ait 5 sığınak ortaya çıkarıldı. Terör örgütlerinin üyelerinde ve sığınaklarda bir adet roketatar, 2 kasatura, 2 tabanca, 4 el bombası, uku tulumları, arci canteaları, çeşitli mutfak eşyalarıyla örgütsel belgeler ele geçirildiği belirtildi.

Barzani'nin korkusu Türk ordusu

- İngiliz Times gazetesine göre, Irak'ın kuzeyindeki Barzani kuvvetleri, İran'dan getirilen sahra topları, cephanesiz omuzda taşınabilen Sam-7 füzeleri, Doshka makinelî tüfekleri ve Macar yapısı Kalashnikoflarla takviye ediliyor
- Yazıya göre, ayrılıkçı güçler çok iyi korunmuş petrol boru hatlarını toplar ve füzellerle uzaktan vurmaya hazırlanıyor ama Türklerin misillemesinden çekliniyor



Çarpışmalar devam ediyor Kuzey Irak'ta özellikle Duhok çevresinde Barzani'ye bağlı Peşmergelerin Irak askerleri arasındaki çatışmalar yoğun biçimde sürüyor.

Nuri ÇOLAKOĞLU — LONDRA
İNGİLİZ The Times gazetesinde, Libya, İran ve Suriye'den aldığı büyük çaplı topları mevzilelendikten sonra Irak'taki ayrılıkçı Kürtlerin petrol boru hatını dövdü, ayrıca çalınmaz duruma getirebilecekleri ileri sürüldü. Defalarca bölgeyi gezmiş, Kürdistan Demokrat Partisi ile yakın ilişkileri olan İngiliz gazeteci Gwynne Roberts'ın imzasıyla yayınlanan yazıda, KDP'nin önemli bir strateji değişikliği yapıp bildiniriyor yazı şöyle izledi:
Kürt komutanlar, büyük bir strateji değişikliğine başlamışlardır. İran dan katırlarla dağıtılan sahra topları bölgeye ulaştırılmaya başlandı. Cephanelikleri

omuzda taşınabilen Sam-7 füzeleriyle, Doshka makinelî tüfeklerinden Macaristan yapımı Kalashnikoflarla dolup taşıyor.
"Kürtlerin bölgedeki komutanlarından biri olan Sayid Salabhan Peşmergelerin barınakları ve gizli yerlerini araştırıyor. Daha geniş saldırılara geçecek ve Irak garnizonlarını yerle bir edecek. Biz Iraklıların karayolu boyundaki mevzilerinden sokup atmak ve büyük Irak garnizonları bulunan kentlere saldırarak istiyor. Ana yolları kapayıp, düşmanı kuşatacağız. Çok yakın bir gelecekte bunu yapabilecek durumda olacağız" dedi.
Türkiye'nin Kürtler okulu davranmaya zorlayan önemli bir öge olduğu görüşünün yaygın olduğuna

gördü den Roberts şöyle devam ediyor:
"Yaygın görüş Kürtlerin, savaş öncesinde 30 bin asker bulduğuna söyleniyor. Türkiye misillemeden korktuğu biçiminde. Bunun Kürtlerin boru hatına daha sıkı darte idâretinin önüne geçtiler sanılıyor, ama daha önemli neden askeri."
"Yer altına gömülmüş ve her birkaç yüz metrede koruganlarla korunan boru hatı zor bir bedel. Bunun boru hatı boyunca konuşulduğuna bir kolordü çepçeli birlikleri takviye ediyor. Köpekli devriyer, elektronik ayar aygıtları pek kırsalın yaklaşılmamasına olanak veriyor."

"Türkiye, Irak sınırına kuvvet yığdı"

**LONDRA, (Hürriyet)- İngiliz "The Times" gazetesi, Kuzey Irak'ta uskunen ayrılıkçı Kürtler'in, Türkiye-Irak petrol boru hatını sabotaj etmelerini önlemek amacıyla Türkiye'nin Irak sınırına 30 bin kişilik bir kuvvet yığdığını ileri sürdü. Yayınladığı fotoğraf ve haritalarla habere geniş yer veren gazete, Kürtler'in sınırdaki Türk kuvvetlerinden çekindiğini, ancak yakın bir gelecekte petrol boru hatını bombalayarak, petrol akışını ayıracakları düşünebilecek güçce emsicelelerini de iddia etti.
Irak'ın şu anda İran ve Kürtler'e karşı iki ayrı cephelede savaşta olduğunu bildiren gazetecinin muhabiri Gwynne Roberts, İran'ın desteklediği ayrılıkçı Kürtlerin elinde omuzda taşınabilen SAM-7 roketatarları, Doshka marka makinelî ve Kalashnikof tüfekleriyle İran'dan getirilen sahra topları bulunduğuna kaydetti. Kürtlerin eski gibi "yar-kay" yöntemini yerine, düzenli bir ordu halinde strateji uyguladıklarını bildiren gazeteci, giderek güçlenen ayrılıkçıların yakında önemli bir Irak kentini ele geçirebileceklerini de ileri sürdü.**

Irak E-5'te güvenliği sağlayamadığı için TIR'larımız sınırdaki bekletiliyor

HABUR, ÖZEL AYRILIKÇI Mesut Barzani'ye bağlı Peşmergelerin, Irak askerleri arasında karadana ve havadan yoğun çatışmalar devam ederken, Irak'ın mal taşıyan TIR'lar Türkiye-Irak sınırında bekletiliyor.
Mayıs ayı başından beri sağladığı modern silahlarla Irak askerlerine karşı mücadelesini sürdüren ve Kuzey Irak'ta bağımsız bir Kürt devleti kurmayı amaçlayan Mesut Barzani bu arada İran'dan da destek olarak gıda ve silah yardımı alıyor.
Kuzey Irak'ta Duhok kenti çevresinde birbirlerini yoğunlaştıran Barzani ile Irak askerleri arasında çatışmalar sürerken bu arada Barzani bir süre önce ulaştırılan bedel-tilerle Anad. Duhok kentini bir-

sure ele geçiren ve daha sonra "Bilvillere karşı bir katliam düzenlemek için" geri çekilen Barzani birliklerinin Kerkük - Yumurtalık boru hatını da Türkiye'nin Ortadoğu ülkelerine açılan bir kapısı olan E-5 karayolu üzerinde de zaman zaman etkili oluyor.
Peşmergelerin özellikle gece birlikleri ile Türk TIR'ları pololarını soydukları ileri sürülürken, E-5 karayolu üzerinde güvenliği tam olarak sağlayamayan Irak, Türk ihracat ürünlerini sınırdan geçirmeyerek alıp bu malları koyacağı özellikle sebze ve meyve soğuk hava depolarına dolu olduğu ileri sürüyor.

çok daha büyük çapta sebze, et ve meyve ihracatı yapıldığını belirterek "Irak'ın Türk ve yabancı TIR'lar ile ihracatlarının güvenliğini sağlamaması nedeniyle bu bölgenin sığınak" belirtildi.
Bu arada Dışişleri Bakanlığı yetkilileri de AA'ya yaptıkları açıklamada TIR'lara sınırda bekletildiğini doğrularken, gerek bekleyen araç ve gereke bekletilme nedeni hakkında bir bilgi vermediler. Irak ile görüşmelerin sürdüğünü belirten yetkililer bekletilen TIR'lara sayısız fazla olmadığı ve içlerinde ki malların bozulmasına imkân verilmemesi sorusunun çözümlenmesine çalışıldığını belirttiler.

Emniyet Genel Müdürlüğü yeni APO eylemleri için uyardı

iki ölüm timi sızdı

- APO'cuların, son zamanlarda önemli kayıplar veren ve itibar kaybeden lideri Abdullah Öcalan, 10'ar kişiden kurulu 2 ölüm timini Türkiye'ye gönderdi.
- Emniyet Genel Müdürlüğü valilikleri telsiz mesaj ile uyardı. Başında, APO'nun yardımcısı Ali Haydar Kaytan'ın bulunduğu bildirilen ölüm timlerindeki teröristlerin kimlikleri de bildirildi.

Saygı ÖZTÜRK-
Bülent BOZTEPE

TUNÇELİ, (İha) - Emniyet Genel Müdürlüğü, Abdullah Öcalan'ın 10'ar kişiden oluşan iki ölüm timini Türkiye'ye gönderdiğini, bir telsiz mesajıyla valiliklere bildirdi. Timlerin İran üzerinden Türkiye'ye sızdığı belirtildi. Temmuz ayında yapılacak olan PKK Kongresi öncesi örgütün moral kazanması ve içinde bulunduğu durumun güderilmesi için yoğun bir eylem çabası içinde olduğu saptandı.

Abdullah Öcalan'ın yardımcılarından ve Merkez Komitesi Üyesi Ali Haydar Kaytan'ın da sızan timlerin başında bulunduğu uyarı yazısında belirtildi. Abdullah Öcalan'ın Yunanistan'a girip Lavrion Kampında bulunan vandaşlarını Suriye'ye getirdiği ve eğitimleri tamamladıktan sonra da Türkiye'ye gönderdiği anlaşıldı.

APO'cuların güvenlik kuvvetleri karşısında son zaman-

larda önemli kayıplar vermesi ve bu nedenle hazırlanan ortaya çıkması üzerine yeni eylemler planladığı, Türk istihbarat birimlerinde saptandı. Abdullah Öcalan'ın talimatıyla örgüte ihanet edenlerin öldürülmesi, güvenlik kuvvetlerine yönelik saldırıların artırılması ve böylelikle Temmuz ayında yapılacak kongreye partinin yüksek moralle girmesinin amaçlandığı öğrenildi.

PKK Merkez Komitesi Üyesi Ali Haydar Kaytan'ın, Abdullah Öcalan'ın verdiği ölüm listesini "İnzale" görevlendirildiği istihbarat ünitelerince belirlendi. PKK'ya daha önce çeşitli yardımlarda bulunan kişilerin yardımları kesmeleri ve yeni timlerde bulunmaları, örgüt içinde panihi de artırdı. Partiyi toparlamak ve seslerini duyurabilmek için ölüm timlerini Türkiye'ye göndermeyi başaran Öcalan'ın, parti örgütüne karşı da kayısıya bu mücadele içine girdiği bildirildi.

Emniyet Genel Müdürlüğü, tüm illeri PKK'nın ölüm timlerine karşı uyardı, abması ge-

reken önlemleri bildirdi. Edinilen bilgiye göre, Türk istihbarat üniteleri PKK'nın 20 kişilik vurucu timinin isimlerini ve kod isimlerini ilgili ünitelerine aktardı.

sızdı

Milliyet
20.6.1936



SURİYE İLE YENİ DÖNEM

FIRAT üzerindeki Karakaya Barajı'nın gövde inşaatının bitirilmesi ve kapakların kapatılarak "su tutma" işleminin başlatılması diplomasi ve güvenlik açısından da yeni bir sayfanın çevrilmesi anlamına geliyor.

Artık Suriye ve Irak biliyorlar ki, için blöf diye köçüm-senecek bir yanı kalmamıştır.

Türkiye isterse Fırat'ın suyunu "Karakaya Barajı'nı dolduracağız" gibi gayet haklı bir gerekçeyle birkaç yıl için kesebilir. Bu yeni bir durumdur.

Yıllar önce yapılan talihsiz bir blöfü hatırlıyoruz. Sağ partinin lideri, diplomat kökenli parti içi rakibini Enerji Bakanlığı'na getirmişti. — Belki de yıpransın diye... — O Enerji Bakanı, Irak'la yapılan bir petrol pazarlığında kafası kışmış. "Biz de Dicle ile Fırat'ın suyunu keseriz" de-yivermişti.

Bu söz zamanın Başbakanı'na ulaştırıldığında kahka-ha yaratmıştı.

"Bizimki nereye goycekmiş önce suyu" diye gülerek soruyordu Başbakan "Cebine mi goycekmiş?"

Bugün ise Türkiye benzeri bir uyarıda bulunduğu takdirde kimse gülemez. Karakaya bitmiştir, Atatürk Barajı da tamamlanmaktadır.

Kerkük-İskenderun boru hattı Güney'deki komşularımızla ilişkilerimizde nasıl yeni koşullar ve ortam yarattı ise, bugün Fırat'ın, yarın Dicle'nin tam olarak kontrol altına girilmesi dış politikaya çok daha büyük boyutlu değişimler getirmektedir.

YETKİLİYE sorduk: "Fırat tamamen kesildi mi? Suriye'ye hiç su gitmeyecek mi?"

"Hayır" dedi, "Bir miktar su gelecektir."

"Gidecek su miktarı nasıl belirleniyor? Suriye ile bir anlaşma var mı?"

"Anlaşma yok. Bırakacağı suyu Türkiye kendisi belirler. Buna bırakacağız, geri kalanı Karakaya'yı doldurmak için tutacağız."

"Nçin anlaşma olmadı?"

"Onlar kendi ihtiyaçlarını yüksek gösterme peşindedir. Bizim onların ihtiyaçlarını incelememiz, onların tekliflerinin de bizim konularımızı görmeleri yolundaki tekliflerine yanasmadılar. Biz de kendi kararımızla düzenlemeye girdik..."

GÜVENLİLİKLE uğraşan bir başka yetkilieye sorduk: "PKK gerillaları Suriye'deki üslerden eskil kadar destek görüyorlar mı?"

"Hayır görmüyorlar. Suriye Başbakanı'nın ülkemizi ziyaretini, kendisi ile yapılan görüşmeler ve bazı öteki gelişmeler durumu etkilemiş olabilir. Sınırlarımızın altındaki üslerden eskil kadar destek gelmediğini gösteren belirliler var."

"Mesela?"

"Canlı ya da ölü yakalanmaların üzerindeki mateme eskil yenilmiyor. Silahlarını geriden gelecek ekipriya verme fırsatı da bulamıyor ve görmüyorlar. Geçen aylarda bir cephe ilan etmek için hazırlık yaptılar. Yurt dışına bildiri filan da hazırlamışlar. Ama o arada yaptığımız operasyonla epey adamlarını yakaladık. Cephe ilanından vazgeçmek zorunda kaldılar."

BİZE anlatıldığına göre "düzenli ordu" niteliği taşıyan Türk Silahlı Kuvvetleri, bölgede değişik bir mücadele biçimine uyum için gerekli zamanı bulmuştu... Ama biz hissediyorduk ki Türkiye'yi Güney'deki komşuların karşısında daha güçlü konuma geçiren siyasi ve teknik gelişmeler de durumları etkilemektedir. İran'la savaşta soluğu tükenen Irak, utulararası piyasalarda GAP projesinin dış kredilerini durdurma gücüne hayli zaman önce yitmişti.

Suriye ise Karakaya Barajı'nın ikmalinden sonra Türkiye'yi rahatsız ederek netice alamayacağını görmeye başlayacaktı. Belki de başlamıştı.

Bizim ettiğimiz barış önemli ilke sayan Türkiye Cumhuriyeti'nin gözetiminden Güney komşularımızın panigle uğramalarıdır. Yeni gelişmeler Atatürk Türkiye'sini emperyalist heveslere itmeyecektir. Güney'deki komşularımız yeni koşulları kapsayan sağlam ve zeki tedbirlerle destek ilişkileri için esmini çabaları gösterirlerse yalnız "Yüksek Mazarotmaya" değil, tüm bölge refaha, barış ve mutluluğu çıkarabilir. Atalarımızın dediğini düşünürsek de bilebiliriz, "Komşuda pişer, bize de diler..."

Milliyet

26.6.1936

● Avrupalı parlamenterlerden övgü:

"Türkiye'de işkence yok"

● Bülent ZARIF—BONN

TÜRKİYE'de bir süre önce incelemelerde bulunan Avrupa Parlamantosü Siyasi İşler Komisyonu Başkan Yardımcısı Dr. Klaus Haensch ile sosyal grubu Türkiye uzmanlarından Ludwig Fellermaier, başkent Bonn'da dün düzenledikleri bir basın toplantısında, demokratikleşme yolunda Türkiye'de atılan adımları överken, Türkiye'de artık iki yıldır işkence yapılmadığını söylediler.

Haensch, "İşkenceci konusundaki özellikle Diyarbakır Hapishane'sinde tutukularla görülmeye başlandı. Hatta bazı görüşmeler tutukularla görüşüldü. Tabii Diyarbakır Hapishanesi Bu tür okullarda değil. Ama gerek bizzat anlatılan olaylar, gerekse tutukular tarafından Avrupa Par-

lamantosü'na ulaştırılmamış istenilen mektuplar, iki yıldır işkence yapılmadığını ortaya koymaktadır" şeklinde konuştu.

Alman parlamenterler, Türkiye'deki demokrasiyi "saatleri" olarak nitelendirirken, bugün ortaya çıkan tabloda bir esnekliğin izlendiğini, ancak değişikliklerin de bulunduğu vurgulayarak, örnek basın organlarını her yeni dileklerini gibi yazabildikleri ve yeni kurulan siyasi partilerin gerekli hareket serbestliği kazanabildikleri bir ortamda, eski potukacılara konan yasığın hâlâ sürdüğünü kaydettiler. Avrupalı politikacılar, özellikle Anadolu'da etkin olan televizyonda muhalefet partilerinin söz hakkı tanınmamasını, örneğin, gerek yurtdışı Türk televizyonları ile ilgili muhalefet ara-

da bir" olduğunu söylediler.

16 Eylül'de yapılacak Türkiye-AET Ortaklık Komisyonu toplantısında Türkiye'de ilişkiler konusunda bir takvim ve yol saptanacağını belirten Alman parlamenterler, kendü izlenimlerinin bu aşamada büyük önem taşıdığına değinerek, Türkiye'ye güven duyulması gerektiğini, herhangi bir baskı modelinin yanlış olacağını sözlerine eklediler. Fellermaier, Türkiye-AET ilişkileri ile ilgili bir soruya karşılık, Ankara'da tam üyelik başvurusu üzerinde düşünüldüğünü, ancak böyle bir adım şu anda alınmaması yanlış bir politik karar olacağını kaydederek, altı yıldır dondurulmuş bulunan ilişkilerin yeniden geliştirilmesine çalışıldığını, tam üyelik başvurusunun ilk plana çıkarılmamasının doğru olmayacağını savundu.

Askerî Yargıtay 9'unu onayladı

14 idam, 14 müebbet

Askerî Yargıtay İkinci Dairesi, İzmir Sıkıyönetim Komutanlığı 2 Numaralı Askerî Mahkemesi'nin verdiği 9 kişiye idam, 8 kişiye müebbet hapis kararını onayladı

HABER MERKEZİ

Askerî Yargıtay 2 Dairesi, İzmir Sıkıyönetim Komutanlığı 2 Numaralı Askerî Mahkemesi tarafından ölüme cezasına çarptırılan 9 sanık hakkındaki karar onaylandı. 9 Kolordu Askerî Mahkemesi'nde altı yıldır sürmekte olan PKK Kararı davası dün sonuçla bağlanarak 5 sanığa idam, 3 sanığa da ömür boyu hapis cezası verildi.

Ankara'da görülmekte olan TKP-ML Partizan örgütü davasında da Askerî Mahkeme 3 sanığı ömür boyu 9 sanığı da 3 ile 20 yıl arasında hapis cezasına mahkûm etti.

ASKERİ YARGITAY'IN ONAYI

Askerî Yargıtay 2 Dairesi yasadışı Devrimci Yol (Dev Yol) üyesi 9 sanık hakkındaki verilen ölüm cezası kararı ile 8 sanık hakkındaki verilen ömür boyu hapis cezasını onayladı. Askerî Yargıtay 2 Dairesi 47 sanık hakkındaki verilen çeşitli ağır hapis cezalarını ve 32 sanık hakkındaki beşerî kararını da onayladı.

Uşak il ve ilçelerinde 21 kişi öldürmek, 15 kişiyi öldürmeye teşebbüs etmek, yasadışı örgüt adına yetkililerle katlikları gerçekleştiren İzmir Sıkıyönetim Komutanlığı 2 Numaralı Askerî Mahkemesi tarafından mahkûm edilen sanıklarla ilgili olarak yapılan tenyüz bayyuzusunu sonuçlandırılan Yargıtay 2 Dairesi, Mehmet Soyutlar, Mustafa Uysal, Uğur Somer, Süleyman Oktay, Avni Yılmaz, Ahmet Acartürk, Orhan Sağcan, Osman Zeybek ve Oktay Alan hakkındaki ölüm cezalarını onayladı. Askerî Mahkeme sanıklarından Mehmet Soyutlar, Mustafa Uysal, Uğur Somer, Süleyman Oktay, Avni Yılmaz, Ahmet Acartürk, Orhan Sağcan, Osman Zeybek ve Oktay Alan hakkındaki ölüm cezalarını onayladı. Askerî Mahkeme sanıklarından Mehmet Soyutlar, Mustafa Uysal, Uğur Somer, Süleyman Oktay, Avni Yılmaz, Ahmet Acartürk, Orhan Sağcan, Osman Zeybek ve Oktay Alan hakkındaki ölüm cezalarını onayladı. Askerî Mahkeme sanıklarından Mehmet Soyutlar, Mustafa Uysal, Uğur Somer, Süleyman Oktay, Avni Yılmaz, Ahmet Acartürk, Orhan Sağcan, Osman Zeybek ve Oktay Alan hakkındaki ölüm cezalarını onayladı.

Askerî Yargıtay 2 Dairesi Cemal Gürsel Kırcı, Davut Gulban, Erol Günül, Müammer Sahar-yılı, Mustafa Bekir Keçeci, Osman Karakaya, Ragıp Altın ve Kemal Bolukbaşı hakkında verilen ömür boyu hapis cezalarını beşerî kararını da onayladı. 9 Kolordu Askerî Mahkemesi'nde dün yapılan duruşmada mahkeme heyeti, 12 Eylül öncesi ve sonrası karşı il ve ilçelerinde Doğu ve Güneydoğu Anadolu bölgesinde muhtaklı Kırdistan devleti kurmak için örgüt kurma, adam öldürme, güvenlik kuvvetleriyle siddetli çatışmaya girme, gasp, bomba atmak ve buna benzer eylemlerden 5 PKK sanığına ölüme cezası verdi. Mahkeme heyeti 232 sanıklı davada Haset Kay, İsmail Çakmak, Serdar Ökmen, Cemalattin Çukuluç ve Hüseyin Mokal adlı sanıklara ölüm, Hikmet Tabak, Mihrali Yılmaz ve Seyfettin İnkilç adlı sanıklara da müebbet hapis cezası verdi.

KARS PKK DAVASI

Altı yıldan beri devam eden Kars PKK davası da dün sonuçlandı.

9. Kolordu Askerî Mahkemesi'nde dün yapılan duruşmada mahkeme heyeti, 12 Eylül öncesi ve sonrası karşı il ve ilçelerinde Doğu ve Güneydoğu Anadolu bölgesinde muhtaklı Kırdistan devleti kurmak için örgüt kurma, adam öldürme, güvenlik kuvvetleriyle siddetli çatışmaya girme, gasp, bomba atmak ve buna benzer eylemlerden 5 PKK sanığına ölüme cezası verdi. Mahkeme heyeti 232 sanıklı davada Haset Kay, İsmail Çakmak, Serdar Ökmen, Cemalattin Çukuluç ve Hüseyin Mokal adlı sanıklara ölüm, Hikmet Tabak, Mihrali Yılmaz ve Seyfettin İnkilç adlı sanıklara da müebbet hapis cezası verdi.

PARTIZAN DAVASI

Ankara'da görülmekte olan yasadışı TKP-ML Partizan örgütü davasında ise Askerî Mahkeme 3 sanığı ömür boyu, 9 sanığı da 3 ile 20 yıl arasında değişen hapis cezalarına çarptırdı.

27.6.1986

Harran'da arazi satışları durduruldu

Mevlüt İyik

ANKARA, (Tercüman) - Reform bölgesi ilan edilen Şanlıurfa'da toprak dağıtımı ile ilgili hazırlıklar başladı. Toprak ve Tarım Reformu Genel Müdürlüğü tarafından bastırılan "Toprak İsteme belgeleri" bölgeye gönderiliyor. Bu arada, Harran Ovası ve Şanlıurfa'da her türlü arazi alım ve satımı durduruldu. Toprak ve Tarım Reformu Genel Müdürlüğü tarafından valiliğe gönderilen bir genelgede, bölgenin "Reform bölgesi" ilan edildiği hatırlatıldı.

Hazırlıkların tamamlanmasından sonra, toprak sahibi olmak isteyen çiftçilerin bölge müdürlüklerine başvurularını istenecek. İlan tarihinden itibaren 60 gün içerisinde yetkili yerlere başvuran topraksız çiftçilerin başvuru belgesi değerlendirilme tabii tutulacak. Başvurularla ilgili yerlere yapılacak ilanlar mahallî mülki Amirliklerle, bölge müdürlüğü binalarında 60 gün asksda kalacak.

HARRAN'DA DAĞITIM

Harran Ovası'nda toprak dağıtımına 1992 yılında başlanabileceğini belirten yetkililer, bu arada toprakların tek elde toplanmasını önlemek amacıyla kanunun kendilerine verdiği yetkileri kullanarak her türlü arazi alım ve satımının durdurulduğunu açıkladılar.

Bölgedeki topraksız veya az topraklı çiftçilere 200 dönüm kuru, 60 dönüm sulı arazi dağıtılacağını belirten yetkililer, toprak alan çiftçilere devletin her türlü arazi ve kredi yardımı yapacağını da belirttiler. Harran'daki toprak dağıtımından yararlanmak isteyenler 60 gün içerisinde talepte bulunacaklar.

KİMLERE TOPRAK VERİLEMEYİŞEK

Halkın sınıf, ırk, din, mezhep ve bölge farklılığı gözetilmeden mahkûm olanlar toprak alamayacaklar. Ayrıca Anayasa'yı değiştirmek ve bölücülük yapmak suçlarından hüküm giyenler de toprak dağıtımından yararlanamayacaklar.

Kendilerine toprak verilenler, daha sonra bu suçlardan herhangi birine yargılanır ve hüküm giyerlerse, verilen toprak geri alınacak.

28.6.1986

Özgürlük Yolu üyesi idama mahkûm oldu

ERZURUM, (hha) - Erzurum Askerî Mahkemesi'nde Arif Özgürlük Yolu ve Ulukent Davası sonuçla mahkûme yasadığı Özgürlük Yolu örgütü üyesi Yaşar Ergül'ün ölüm cezasına çarptırıldı. Aynı davada 4 ulucü ile 43 yıl gorusu sanığı ise 4 ay ile 20 yıl arasında değişen hapis cezaları verildi. Ayrıca, yargılama suretince 4 sanık, öncelikle öldü. Yargılama sonucu 30 kişi hakkında görevsizlik kararı veren mahkeme heyeti, 192 sanığı ise suçsuz bularak beraat ettirdi.

Öteyandan Diyarbakır'da yasadığı PKK örgütüyle ilgili 7 sanıklı Ömerli Grubu Davası karara bağlanan Mahkeme, sanık İbrahim Aşlan ile Davut Tekin'i 13'er yıl 4'er ay, Fadi Aşlan ve Veyal Parlıtçı'yı 4'er yıl hapis cezasına çarptırdı. İskan Oğuz, Kadir Yıldız ve Mehmet Parlıtçı ise beraat etti.

Ayrıca 2 sanıklı PKK ek davasında ise tanıklardan şoför Abidin Bakır, sanıkları tamamlamı belirterek bunlardan birini gösterip, "Huzurumundaki bu namussuz anarşist, beni Katsapnikof silahla öldürmek istedi" dedi.

1.7.1986

Bingöl'de köy basan teröristler bir kişiyi öldürdü

YİĞİL (BİNGÖL), (AA) - Bingöl'e bağlı köy ilçesinin Topraklık köyünü basan bir grup silahlı bölücü çete mensubu bir kişiyi öldürdü.

Bingöl Valisi Güner Orbay'ın verdiği bilgiye göre, bölücü çete mensubu bir grup silahlı terörist dün akşam saatlerinde köy ilçesi Topraklık köyüne baskın yaptılar. Teröristler, bölücü çeteyle ait bir bildiriye köylülere dağıttılar. Bir süre sonra köyden kaçarak uzaklaşan teröristler, tartışmada çalınmakta olan Nurettin Akan adlı çifciye ellerindeki bildiriye vurmeye istidiler. Bölücü çete mensupları, bildiriye almak istemeyen ve kendilerine karşı çıkan Nurettin Akan'ı silahlı tarayarak öldürdüler.

Vali Güner Orbay, bölgede operasyonların devam ettiğini ve teröristlerin yakalanmasına çalışıldığını bildirdi.

28.6.1986



Hainlerin gece baskını: 6 ölü

Birnak ilçesi nin Geçilboyu Köyü'nde, Ahmet Zeyrek adlı çiftçinin evini basan bölücü çete mensubu teröristler, el bombası atıp otomatik silahla ötey açtılar.

SİİRT, (hha) - Birnak İlçesi'nin Geçilboyu Köyü'nde Ahmet Zeyrek isimli çiftçinin evini basan bölücü eşkiya 6'u çocuk bir kadın 6 kişiyi öldürdü. Olayda 3 kişi de yaralandı.

hha muhabirinin edindiği bilgiye göre, olay önceki gece saat 22.00 sıralarında oldu. Sırtından sızdıranı sanılan bölücü çete mensubu teröristler, Ahmet Zeyrek'in Geçilboyu Köyü'ndeki evine el bombası atıp otomatik silahlarla ötey açtılar.

Ahmet Zeyrek'in evde bulunmadığı bir sırada meydana gelen olayda, Zeyrek'in eşi ile üç çocuğu ve 2 akrabası öldü. 3 kişi de yaralandı. Yaralılar Sirt Devlet Hastanesi'ne kaldırılarak tedavi altına alındı.

PKK'çılara 13'er yıl hapis

DIYARBAKIR, (hha) - Yasadığı PKK örgütüyle ilgili 7 sanıklı Ömerli Grubu Davası karara bağlanan Mahkeme sanık İbrahim Aşlan ile Davut Tekin'i 13'er yıl 4'er ay, Fadi Aşlan ve Veyal Parlıtçı'yı 4'er yıl hapis cezasına çarptırdı. İskan Oğuz, Kadir Yıldız ve Mehmet Parlıtçı ise beraat etti.

27.6.1986

PKK Kars Davası sonuçlandı: 5 idam, 3 müebbet

Askerî Yargıtay İkinci Dairesi de, Uşak olayları ile ilgili davada idama mahkûm olan 9 kişilerin cezasını onayladı, 29 sanık hakkındaki hükmü ise bozdu.

MİLLİYET HABER MERKEZİ

OKUZUNCU Kolordu ve Erzurum Askerî Mahkemesi'nde altı yıldır devam eden 232 sanıklı PKK Kars Yoresi Örgütü Davası dün karara bağlandı. Mahkeme, sanıklarından Haset Kay, İsmail Çakmak, Serdar Ökmen, Cemalattin Çukuluç ve Hüseyin Mokal'ı ölüme, Hikmet Tabak, Mihrali Yılmaz ve Seyfettin İnkilç'i de müebbet hapse mahkûm etti. Davada 83 sanık 20 ile 3 yıl arasında değişen hapis cezasına çarptırılarak, 9 kişi tahliye oldu, 125 sanık da beraat etti.

9 idam onaylandı

Bu arada, Askerî Yargıtay İkinci Dairesi, Uşak olaylarıyla ilgili dava dosyası üzerindeki incelemesini tamamlayarak kararını dün açıkladı.

Mahkeme sanıklarından Mehmet Soyutlar, Mustafa Uysal, Uğur Somer, Süleyman Oktay, Avni Yılmaz, Ahmet Acartürk, Orhan Sağcan, Osman Zeybek ve Oktay Alan adlı sanıkların idam cezasını onayladı. Askerî Mahkeme'nin idama mahkûm ettiği 4 sanığın idamını bozdu. Bu davada toplam 29 sanığı beraat edildi.

29 sanık beraat etti

29 sanık hakkındaki hükmü ise bozdu. Bu arada, Askerî Yargıtay İkinci Dairesi, Uşak olaylarıyla ilgili dava dosyası üzerindeki incelemesini tamamlayarak kararını dün açıkladı.

3.7.1986

Bölücülerin bildirisini almayınca öldürüldü

BİNGÖL, (Tercüman) - Bingöl'ün Köy ilçesine bağlı Topraklık köyünü basan bir grup silahlı bölücü çete mensubu, bir kişiyi öldürdü.

Bingöl Valisi Güner Orbay'dan alınan bilgiye göre, bölücü çete mensubu bir grup önceki gün akşam saatlerinde Topraklık köyüne baskın yaptı. Teröristler bölücü çeteyle ait bir bildiriye köye dağıttılar. Bölücü çetelerden bildiriye almak istemeyen ve kendilerine karşı çıkan Nurettin Akan, teröristlerce silahlı taranarak öldürüldü.

'SINIRDAN SIZMA ÖNLENDİ'

Tercüman

1.7.1986

● "Bölücü eşiğinin kökü kazınıyor" diyen Akbulut, PKK militanlarının Türkiye'deki sayısının giderek azaldığını ve yakalanmalarının an meselesi olduğunu söyledi

● **Soner GÜREL — ANKARA**
DOĞU ve Güneydoğu Anadolu Bölgesi'nde güvenlik kuvvetleri ile sivil vatandaşlara karşı acımasızca saldırıların sürdüren PKK militanlarının İran, Irak ve Suriye sınırlarından Türkiye'ye sızma yapmalarının önlenildiği bildirildi.

İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut, konu ile ilgili olarak, "Milliyet" muhabirinin sorularını yanıtlarken, geçtiğimiz yıl oluşturulan "fiziki engel"lerin olumlu sonuç verdiğini söyledi. Bakan Akbulut, "Birtakım çevreler sınırda sızmanın sürdüğünü söylüyor. Bunlar tamamen gerçek dışı söylentilerdir. Ayrıca, son günlerde hiçbir sızma da olmamıştır" dedi.

An meselesi
İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut, PKK militanlarının Türkiye'de sayınca iyice azaldığını da belirtirken, çoğunun yakalanarak cezaevine konulduğunu, bir kısmının da örgüte olan güvenini yitirerek, PKK'dan ayrıldığını, çok az bir kısmının da dağlarda saklandığını söyledi. Akbulut, "Dağdaki birkaç eşiğinin yakalanması da an meselesidir. Bunlara herhangi bir saldırı bulunamazsa önlemek için tüm güvenlik kuvvetlerimiz alarm durumunda" dedi.

Akbulut, sınır ötesindeki birkaç militanın da, Türkiye'ye sızmak için beklediğini, bunun bilincinde olduklarını belirterek, sözlerini şöyle tamamladı: "Sınır ötesinde Türkiye'den kaçan eşiğiyar tekerrür öbecek saldırılarda bulunmak için bekliyor. Biz, bunlara geçişleri önlemek için gerekli tedbirleri aldık. Harp araçları da geçmelerini önlemeleri için ayırıyoruz. Hepsiyle kökünü kazınması an meselesidir."

Bu arada, İçişleri Bakanlığı yetkilileri, sınırdan geçişleri önlemek üzere alınan tedbirler hakkında da şu bilgiler verdiler:

Tel engel 1983 yılında sınırdan sızmaların yoğunlaşması üzerine, ikili, üçlü ve sızmayı önlemede etkili olan bölgelerde de doruk tel engeller yapıldı. Tel engelin hemen arkasında ise iz tarlası var.

İşiklandırma: 1985 yılında güvenlik kuvvetleri ile TEK çalışanları, tüm sınır boyunca işiklandırılması için direkt dikme işini tamamladılar. Sınırlarımız gündüz aydınlık. Gece geçişlerinin önlenmesi için yapılan işiklandırma çok yararlı oldu.

Pusu ekipleri
Nöbetçi sayısı artırıldı. Doğu ve Güneydoğu'da olayların başlaması sonrasında, gerek bölgede bulunan güvenlik kuvvetleri, gerekse diğer bölgelerden bu bölgeye aktarılan güvenlik kuvvetleri sayesinde mevcut nöbetçi kulübelerinin yerine yenileri yapıldı. Nöbetçi sayısında da büyük artış sağlandı. Bu arada, güvenlik kuvvetleri geçilen "pusu kurma" yolu ile geçiş önlemlerinde önemli rol oynuyorlar. "Pusu ekibi" devamlı olarak yer değiştiriyor.

Kurt köpeklerinden yararlanma: Yurt dışından getirilen özel eğitimli kurt köpeklerin yanı sıra Sınır'dan da Kangal köpekleri özel eğitimle bölgeye sevk edildi. Yetiştir, bu köpeklerin iz sürme ile bazı stratejik yerlerin korunmasında da kullanıldığını söyledi. Bu işte kullanılmak üzere helen Almanya'da 10 kurt köpeğinin "Türkçe komut" öğrenmesi için eğitimli, bil dirtilirken, bu köpeklerinlerde sayılarının artırılması düşünüyor.

Köy korucularının yararları: Sınır yakın olan köylerde sızmaların önlenmesi ve köylülerin korunması amacıyla masalı olarak çalışan köy korucuları da, güvenlik kuvvetlerine çok yardımcı oluyorlar.

Doğu ve Güney Doğu'ya 10 milyarlık "âcil eğitim yardımı"



METİN EMİROĞLU
"Kalkınma ve milli bütünlük için milli ve çağdaş eğitim"

DEVLETİN EĞİTİM ELİ DOĞU'DA

Tercüman

9.7.1986

**Nemrut Dağı
"Dünya Kültür Miras" listesine alınıyor**

ADYAMAN (Akajam) - Adyaman'ın Kahta ilçesi yakınlarındaki Nemrut Dağı'nın dünya turizmine açılması için harekete geçildi.

Nüfusun önceki ilk yüzyılda bölgede hükümlenlik kuran Commagene Krallığı'na ait anıtların mezar ile etrafını çevreleyen mitolojik dev tanrı heykellerinin bulunduğu Nemrut Dağı'nın, dünya kültür ve doğal miras listesine alınacağı ifade edildi. Bu konuda gerekli raporları hazırlamak üzere görevlendirilen Kültür ve Turizm Bakanlığı Eski Eserler Genel Müdürlüğü Özel Projeler Şube Müdürlüğü, 33. sayılı resmî karar, bölgeye gelecek yatırımları başlattı.

Emin PAZARCI

ANKARA. (Tercüman) - Milli Eğitim Gençlik ve Spor Bakanlığı Doğu ve Güneydoğu Anadolu bölgelerindeki öğrencileri yitici ve bölücü örgütlerin propagandalarından korumak amacıyla hareket geçti. Bakanlıkça hazırlanan bir raporda, kalkınmada öncelikli illerdeki dil meselesinin bir an önce halledilmesi ve buralardaki yerli öğretmenlerin başka bölgelere gönderilmesi istendi. Devlet Planlama Teşkilatı'nın da aynı konuda bir çalışma yaptığı öğrenildi.

Millî Güvenlik Kurulu'nun bir önceki toplantısında kalkınmada öncelikli illerin eğitim meselelerinin halledilmesi konusunda hükümet bir dizi tavsiyede bulunmasının ardından, Millî Eğitim Gençlik ve Spor Bakanlığı kenüvle ilgili çalışmalarını artırdı. Bakanlıkça kalkınmada öncelikli 29 ilin gençlik ve spor müdürlüğü ile yapılan bir toplantı sonunda Araştırma ve Planlama Kurulu'na ayrıntılı bir rapor hazırlandı.

ÖĞRETMEN MEMLERETİNDE ÇÖRELENDİRİLMEMLİ

Millî Eğitim Gençlik ve Spor Bakanlığında yapılan zırup çalışması sonucu hazırlanan raporda, Doğu ve Güneydoğu Anadolu bölgesindeki öğrencilerin bölücü propagandadan korunması için öncelikli bazı illerde varolan dil meselesinin kısa sürede çözülmesi istendi. Raporda, bu amaçla yapılması gerekenler şu şekilde sıralandı:

"Bu yerleşim bölgelerinde âcil olarak ana sınıfları açılmalıdır. Sınır illerdeki komşu ülkelerin televizyon yayımlarının olumsuz etkilerini gidermek amacıyla, bu bölgede mahalli paket yayımları yapılmalıdır. TRT'nin mevcut yayımlarının komşu ülkelerin televizyon yayımlarını bozacak şekilde güçlendirilmesi, özellikle çocuklar için sevilen çizgi filmlerin yayımlanması sağlanmalıdır. Bu bölgelerde aynı il doğumlu ve aynı özellikler taşıyan öğretmenler görevlendirilmeli, yapı itibarıyla hassas illere yerli doğumlu yönetici atanmalıdır. Dil meselesi olan bölgelere atanan memurların da Türkçe öğretim kurslarından geçirilmelidir."

ÖĞRETMEN YETİŞTİRMEYE DİKKAT

Bakanlığın raporunda, ilkokul müfredat programlarının yeniden gözden geçirilmesi, ortaokul müfredat programlarının ise kitap halinde öğretmenlere verilmesi gerektiği belirtildi. Kanunla-

lan birlemediği amaçlara ulaşmada kaliteli öğretmen yetiştirilmesinin önemine de temas edilerek, öğretmen yetiştirilmede "Son derece hassas davranılmaması şart olduğu" vurgulanan raporda, mahrumiyet bölgelerinde 3 yıl çalışan öğretmenlerin de "daha fazla bunaltılmadan bir başka yere tayin edilmesi" istendi.

EN ÖNEMLİ KONU EĞİTİM

Türkiye'nin meselelerinin çözümünde en çok üzerinde durulması gereken konunun "Millî Eğitim" olduğu ifade edilen raporda, daha sonra şu görüşlere yer verildi:

"Millî Eğitim'in en önemli meselesi, nitelikli ve idealist öğretmen yetiştirilmesi ve fiziki kapasitenin yeterli hale getirilmesidir. Her bakımdan meseleleri halledilmiş bir Türkiye için Millî Eğitim işlevinde behemahal mazzaffer olmamız lazımdır. Bu gereğin herkeşe anlatılması özellikle planlamamızda bize yardımcı olacak diğer bakanlık mensuplarına da bu hususla ıvce anlatılması önem arz etmektedir. Kalkınma a öncelikli illerin dil meselelerinin halledilmesi için hiçbir fedakârlıktan kaçınılmamalıdır."

Öte yandan, Doğu ve Güneydoğu Anadolu bölgelerindeki öğrencilerin yitici akımlara karşı korunmaları için DPT'de de bir çalışma yapıldığı öğrenildi. Yapılan bu çalışmada sonu da alınması gerekli tedbirlerin ayrıntılı bir rapor haline getirileceği bildirildi. Ayrıca, kalkınmada öncelikli yörelerde kısa ve uzun vadede yapılması gereken yatırımlarla ilgili olarak Millî Eğitim Gençlik ve Spor Bakanlığında iki ayrı rapor da, bölgenin kısa vadeli meselelerinin çözümü için 10 milyarlık bir âcil yardım ongoruldu.

Millî Eğitim Bakanı Metin Emiroğlu da milli ve çağdaş bir eğitimin kalkınma ve milli bütünlük açısından taşıdığı önem dikkat çekerek, "Devlet, eğitim için bütün gücünü çalışmaktadır" dedi.

Eşkiya, 2 can daha aldı

Şemdinlin'in Derecik köyüne gece yapılan saldırıda 2 kişi öldürüldü, 4 kişi yaralandı

HAKKARI, ÖZEL

PKK militanları, üstlendikleri Irak'tan, yurdumıza sızarak Hakkari'de bu köyü bastı. 2 kişiyi öldüren, 3 kişiyi de yaralayan bolucu gece mensupları tekrar Irak'a kaçtı

Bolucu PKK örgütünün yeni taktığı olarak nitelendirilen olay, önceki gece saat 21-30 sıralarında meydana geldi.

Hakkari'nin Şemdinli ilçesine bağlı Derecik köyüne gelen 10 kişilik grup, Kemal Sevim'in evine bomba yağdırdı. Türkiye-Irak sınırını Bayan bölgesinden sırdıkları belirtilen gözü donmuş han-lerin ayağı ateş, 18 yaşındaki Hünel Sevim ile 17 yaşındaki Hüseyin Sevim'i öldürdü. Hain saldırıda yine Sevim ailesinden Abdullah ağır yaralandı. Olayda 10, 12 ve 17 yaşlarında isimleri henüz belirlenemeyen 3 kişi de hafif yaralandı. Ağır yaralı Abdullah Sevim, saldırıdan sonra askeri bir helikopterle Van Devlet Hastanesi'ne kaldırıldı. Yurt içinde bekladileri desteği görmeyen ve güvenlik kuvvetlerinin yoğun operasyonları karşısında yuvalandıktan Irak'taki kamplara geri dönmek zorunda kalan PKK militanlarının başlatılan yeni tak-tikle ilgili olarak sınırda genç güvenlik öslenleri alındı

Yasadışı örgüt üyesi 8 militan yakalandı

ÇAMLIKÖRKÜT

12 kişilik bir grup, geçen hafta yapılan saldırı sırasında Türkiye Komünist Emek Partisi (TKEP) ve aynı zamanda devletin desteklediği Kültürün Demokratik Partisi (KKP) üyesi olarak bilinen kişiler tarafından ele geçirildi. Grup, operasyonlar sonucu yakalanan TKEP'nin Merkez Komite üyesi ve Türkiye Komünist Partisi'nin üyesi olduğu bildirildi.



Silahlı, bombalı 8 militan ele geçirildi

İki örgüte baskın

Maden ilçesi işsizlaşıyor

• AHİLA KORKMAZ - MADEN

LAZİK'in Maden ilçesinin 1980 sayımına göre 20 bin olan nüfusu 14 bin bey yüze düştü. Aynı biçimde 3 bin 342 nüfusa sahip Alacakaya bu aşında yaşayışlarını savı da 300'e indi.

Konuyla ilgili olarak görüştüğümüz Maden Belediye Başkanı Hasan Demir, gerek bakır, gerekse krom işletmelerinden oldukça şikâyetçi görünüyor. Sözle: "Burada işletmeler 1937'de kuruldu, ancak bugüne kadar Maden'e 17 santim dahi yatırım dokunmadı" diyerek başlayan Belediye Başkanı Demir, şöyle dedi:

"50 yıl yakın süredir İşçimiz ve çevresinden bakır ve krom madeni çıkarılmaktadır. Ancak, bu gün kadar bu işletmelerin ilçeye hiçbir yararı dokunmamıştır. Aksine ilçeye zarar vermektedir. Bugün maden aramaları için atılan dinamikler yüzünden ilçemizin büyük bir bölümü barut balıindedir.

"İşletmelerde, son yıllarda rezerv düşmüştür. Emekçi emilen işçi sayım da bir havil yükselmiştir. Geçmiş yıllarda bu işletmelerde i hini oğlum işçi çalışırken, bugün çabasan işçi sayısı 800 kadardır. Emekçi olan işçilerin yerine yeni işçi alınmıyor. Çabasanlar da teker teker çıkarılıyor. Bu durumda olan işçiler de tarımınatlarını siddiklan gibi, co-

leğini çorakına toplayıp Bursa, Meriç ve İzmit'e göç ediyor. İşçemizin ailefını her geçen gün biraz daha azalıyor. Yakında 10 bin de altına düşecektir, bir hayali işçi görüşümünü alacağımı sanmıyorum."

Sanatkar yok, fabrika yok

Maden'de sadece terzi ve marangoz gibi sanatkarların bulunduğu, bunun dışında başka bir sanat dalında çalışan kimsenin bulunmadığını da sözlerime ekleyen Belediye Başkanı Hasan Demir, şöyle devam ediyor.

"İşçemizin her tarafı maden. Öyle ki hına yapımı için temel kazıyoruz, 20-25 metreden bakır çıkarıyoruz. Ancak, İşçemiz her nedense bundan nasiplini alamıyor. İşçide hiç sanatkar bulunmadığı gibi, buradan çıkan madenin işlemeleceği bir fabrika dahi yok. Oysa dışarıdan, diğer şehirlerden tayinat Maden'e çıkan devlet memurları, buraya geldiklerinde de bize fabrikaları, sanatkarları soruyorlar. İşçide ne fabrika, ne sanatkar olduğunun görünce de şaşkınlıklarını gizlemiyorlar. Devlet tarafından bir an evvel buraya topraklarımızdan çıkan madenin işlemeleceği fabrika lar kurulması gerek. Yoksa Maden tamamen çivirecek, yok olacaktır."

Erzurum'da başlatılıp İstanbul'da Kartal'da sona eren operasyonlar sonunda 8 teröriste birlikte 1 Kalaşnikof, 2 Sten otomatik tabanca, yangın bombaları, el bombaları, ısı ile harekete geçen fön-yeller ele geçirildi

İSTİHBARAT SERVİSİ

TÜRKİYE Komünist Emek Partisi ve Kürdistan Komünist Partisi adlı yasadışı örgütlerin, ikisi merkez komite üyesi sekiz militanı, İstanbul Siyasal Polis'in Erzurum'da başlatıp Kartal'da sona eren operasyonlar dizisi sonucu yakalandı. Militanların güzellikleri huere evlerinde yapılan aramalarda da 1 adet Kalaşnikof ve 2 adet Sten marka otomatik tabanca ile yangın bombaları, elektrikli fön-yeller, sahte kimlikler ve çok sayıda baskı malzemesi ele geçirildi. İstanbul'da yeniden örgütlen-

eylem hazırlığına başlayan Türkiye Komünist Emek Partisi (TKEP) adlı yasadışı örgütünün varlığını belirleyen Siyasal Şube timleri, militanlarına Erzurum'da bir evde yuvalandıktan sonra öğrendiler. Erzurum'da başlayan operasyonlar, Doğu Anadolu'nun çeşitli illerinde de sürdü. Anı baskınlar sonucu Suriye'de bulunduğu sanılan Tevfik Töre adlı örgüt liderinden direkt emir alan ve örgütün Türkiye sorumlusu Sinaan Çiftiyerek kısıvrak yakalandı. Sinaan Çiftiyerek'in karısı Emel Çiftiyerek de operasyonlar sırasında ele geçirildi. Yasadışı (TKEP) örgütünün Komünist Partisi ile bağlantısında olduğu bildirildi. Kürdistan Komünist Partisi'nin Merkez Komite üyesi Mehmet Habib Çınar'ın İstanbul'da Maltepe seminde bir hücre evinde gizlendiğinin öğrenilmesin-

sonra düzenlenen ani bir baskında, Çınar, Müstafa Çelikdağ ve Nispetullah Toka ile yakalandı. Sürdürülen operasyonlarda Güler Özdemir, Ömer Kaçan, Mustafa Kaya da ele geçirildiler.

Malatya Valisi Naim Cömertoğlu tarafından yapılan açıklamada, THKO kökenli gazi örgüt üyeleri-nin, Türkiye Komünist Emek Partisi ile bağlantılı oldukları bildirildi. Cömertoğlu'nun verdiği bilgiye göre, Malatya merkez ilçe ve köylerinde yapılan bir dizi operasyonla örgütün Malatya Sorumlusu "Veseli Kavaklı" kod adlı Hasan Bursa ile halen yurt dışında bulunan Tevfik Töre'nin 22 yaşındaki oğlu Şükrü Töre ve örgüt üyeleri Mehmet Mızrak, Hacı Çubuk, Muharrem Çubuk, Hasan Aktay, Yusuf Kaşık, Miral Göktay da yakalandı.

10 idama Yargıtay onayı

PKK'nın 120 sanıklı Güllüoğlu olayları ile ilgili ana davasında, Askeri Yargıtay 10'u idam için verilen cezayı az tutarak bozma kararı verdi

DIYARBAKIR, (İha) - Mıslıoğlu PKK örgütüyle ilgili toplam 120 sanıklı Güllüoğlu olayları ana davasında Askeri Yargıtay 10'u idam, 46 sanığın cezasını onayladı, diğer sanıklar hakkında verilen cezalar ise az bulunarak bozuldu

Askeri Yargıtay 3. Dairesi, Sabri Ok, Muhittin Delişir, Bedrettin Aytekin, Şahin Binici, Enver Özer, Musa Turhan, Davut Öger, Bedrettin Çaylak, Ali Gün ve Hakkı Sevil'in idam cezalarını onayladı. Yargıtay, Mustafa Çınar ile Abdurrahman Kıpçak'ın isimli itirazlarının da 24'er yıl hapis cezasıyla yerinde buldu. Önce ölüm sonra ömür boyu hapis cezasına çarptırılan Kemal Balıç ile ilgili olarak da Yargıtay, bu sanığın samimiyetli itirazlarının mahkemeye geçmesi takdir edilmesine karar verdi.

10 militan yakalandı

YASADİŞİ bolucu TKEP-KKP örgütünün on militanı Elazığ'da düzenlenen bir operasyonda yakalandı. Operasyonu gerçekleştiren Elazığ Siyasal Şube görevlileri Ali Rıza Arslan, Yusuf Kıp, Hasan Özdemir, Nesimi Erden, Halil Çaylar, Songül Çaykara, Kemal Bilgeç, Orhan Ocak, Mehmet Salt Arık ve Mahmut Aydın'ı gözaltına aldı. Üçü işçi, üçü öğrenci, ikisi öğretmen, bir ise mezun, biri de üniversite mezunu olan örgüt üyelerinin 12 Eylül'den sonra yeniden örgütlenme hazırlığında olduğu bildirildi.

PKK-ASALA işbirliği

PKK konusunda Ekinçi Genel Müdürlüğü'nce basılan bir rapora göre, yasadışı PKK ve Ermeni ASALA örgütleri arasında eylemler için işbirliği yapıyor. Raporda, PKK'nın, ASALA'dan aldığı talimatları uyarınca eylemlere giriştiği de belirtiliyor. UBA müdahirinin eüdüğü bilgiye göre, raporda, "PKK örgütü, dünya kamuoyuna osannde varlığını ispat etmek için Suriye'de yapılan bir toplantıda, faktilik olduğu gibi Ermeni ASALA örgütü ile işbirliğine girmiş ve ASALA'nın talimatları ile eylemlere girişmiştir. Bu işbirliği bugüne kadar devam etmektedir" deniliyor

Akbulut, bölücülüğün önlenmesi için tedbir almanın yeterli olmadığını söyledi

"Kafalar değişmeli"



İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut

Akbulut, "Bölücü çetelerin faaliyetleri ne zaman son bulacaktır?" şeklindeki bir sorumuza şöyle cevapladı: "Eşkiyaya dışardan gelen destek devam ettikçe ve dış güçlerin Türkiye üzerindeki emelleri devam ettikçe, buna kesin bir tarih vermek mümkün olmaz"

Doğu ve Güneydoğu Anadolu bölgelerinde alınan tedbirlerin yeterli olduğunu belirten İçişleri Bakanı, "Bu bölgede devletin yeni bir tedbir almasına gerek yoktur. Eşkiyayı adım adım takip ediyoruz. Zaten eşkiya eski gücünü kaybetmiştir" dedi

Emin PAZARCI

ANKARA, (Tercüman)- İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut, Doğu ve Güneydoğu Anadolu bölgelerinde faaliyet gösteren bölücü çetelerin faaliyetlerinin tamamen önlenmesinin polisyeye tedbirlerle değil, "bu kişilerin kafa yapılarının değişmesi" ile mümkün olabileceğini söyledi.

Doğu ve Güneydoğu Anadolu bölgelerinde Türkiye aleyhine faaliyetlerde bulun-

nan yasa dışı bölücü çetelerin son durumları ile ilgili sorularını cevaplandıran Akbulut, devletin bölgede gerekli her türlü tedbiri aldığını belirtti.

Eşkiyanın gün geçtikçe gücünü yitirdiğini belirten Akbulut, "Bu bölgede devletin yeni bir tedbir almasına gerek yoktur. Alınan tedbirler yeterlidir ve titizlikle devam ettirilecektir. Eşkiyayı adım adım takip ediyoruz. Zaten eşkiya eski gücünü kaybet-

miştir ve bölgede meydana gelen olaylarda gözle görülür bir azalma meydana gelmiştir" dedi.

Akbulut, "Bölücü çetelerin faaliyetleri ne zaman son bulacaktır? Bu konuda bir tarih vermeniz mümkün mü?" şeklindeki bir soruya da şu cevabı verdi:

"Bölgede meydana gelen olaylar, dış güçlerin tahrikleri sonucu ortaya çıkmaktadır. Eşkiya dışardan destek görüyor. Dış güçlerin Türkiye üzerindeki emelleri değişme-

dikçe, bölgede ufak tefek olaylar meydana gelebilir. Biz, olayların önlenmesi için her türlü tedbir almış durumdayız. Ancak, olaylar şu gün önlenecektir diye bir tarih veremeyiz mümkün değil. Bölücülüğün önlenmesi hem dış güçlerin, hem de onların âleti olanların kafa yapılarının değişmesine bağlıdır. Ancak, Türk Devleti de bunlara pabuç bırakmayacaktır"

İşkence iddiası yine gündemde

BİRÜKSEL (UBA)- Uluslararası Af Örgütü" Genel Sekreteri Thomas Hammerberg, Türkiye hükümetini söz vermiş olmasına rağmen işkenceyi ortadan kaldırmada başarısız olduğunu öne sürdü. Hammerberg, "Af örgütü olarak, işkencenin ortadan kaldırılması için Türkiye'de yönetimin her şeyi yaptığını, gerekli tedbirleri aldığını kabul edemiyoruz" dedi.

Yargılanması sürdürülen "sol", "sağ" ve "ayrılıkçı" örgüt üyelerinin yanı sıra, mafîi suçlarla ilgili olarak da çok sayıda işkence iddiasının gündeme getirildiğini ve Türk hükümetinin 400 kadar emniyet mensubunu "işkence sanığı" olarak yargıladığını hatırlatan Thomas Hammerberg, "Yargılanan emniyet mensupları Türk hükümetinin işkenceyi ortadan kaldırma konusundaki kararlılığını göstermiyor mu?" sorusunu şöyle cevapladı:

"Bu iyi bir şeydir, ama, yeterli değildir. Mesela yeşinden sağlıklı yaklaşarak, milletlerarası anlaşmalar çerçevesinde tedbirler almak ve Türk vatandaşlarını güvenceye kavuşturmak lazımdır. Türkiye, siyasi haklar ve yurttaşlık hakları konusundaki milletlerarası anlaşmaları onaylamadı. Türkiye Avrupa Konseyi'nde yurttaşların Avrupa Komisyonu'na başvurmasına imkân sağlayan ilgili paragrafı da onaylamadı. Yunanistan dahil, hemcu hemen bütün batı ul-

kelerinin imzalamadığı bu paragrafı imzalamayan sayılı ülkelerden biri de ne yazık ki Türkiye'dir. Gorusuyor ki hem milletlerarası düzeyde, hem de yurt içinde işkenceye karşı kesin tedbirler alınmıyor, alınması için yeterli çaba gösterilmiyor."

Hammerberg, "Etilaize ulaşan her işkence iddiasının doğruluğuna inanıyor musunuz?" sorusuna ise şu cevabı verdi:

"Her iddiayı dikkate alıyoruz ama, birkaç kaynaktan doğrultmadan ve bazen doktor raporu alınmadan kesin işkenceci diye bir karara varmıyoruz. Türkiye'den gelen işkence iddialarının mahkemelerde dikkate alınması, inkarlanmaması, hükümetin emniyet mensupları hakkında ard arda soruşturma açması, işkence olduğunu gösteriyor, ama, bu her iddianın doğru olması şeklinde kabul edilemez. Burada önemli olan, ne kadar işkence olduğu değil, işkencenin varlığıdır. Bu konuda devletin aldığı tedbirler verdiği sözler önemlidir. Türkiye'deki yöneticiler, "heç türlü tedbir almaya söz veriyor", "işkenceyi durduracağız" diyorlar. Ancak, biz Af Örgütü olarak bu kuanatte değiliz. Şunu kesin olarak söyleyebiliriz, devlet yönetimini elinde bulunduranlar, kesin ve kararlı tutum aldıklarında, işkence yapanları, işkence yapmayı özendirileri, işkencecilerin emirlerini cezalandırdığında, kimse işkence yapmaya cesaret edemez."

Milliyet

20.7.1986

'9 eri biz öldürdük'

• Diyarbakır'da başlayan davada itirafçı Adil Timurtaş Çukurca da jandarma karakoluna basarak 9 eri şehit ettiklerini dâna sonra da irak'a kaçtıklarını söyledi

DIYARBAKIR ÖZEL

HAKKARİ ... işkenceci, katil, bas bina ...

7. Körüde ve Süleyman Komutanı g. Diyarbakır Asker Mahkemesi ... Abdurrahman Çakan ... Çukurca ...

"Çok acı ... PKK ...

7. Körüde ve Süleyman Komutanı g. Diyarbakır Asker Mahkemesi ... Çukurca ...

7. Körüde ve Süleyman Komutanı g. Diyarbakır Asker Mahkemesi ... Çukurca ...

Asker savcı, 4 saha hakkında cezası isterken, 7'isi için de 15'er yıldı.

Duruşma, taraflara devam edilmes tarihe ertelendi

Milliyet

21.7.1986

● İtirafçı'nın annesini ve yeğenini öldürdüler

PKK VAHŞETİ



Mustafa Bozığlı

PKK'nin kuvvetleri ... annesini ve yeğenini öldürdüler

İlde, geçen yılın sonlarında ... Hidayet Bozığlı ... annesini ve yeğenini öldürdüler

lunan Hidayet'in kardeşi Ayuel (18), Suzana (5), yeğeni İsmail (12) ile DYP Genç İçe Başkanı Salt Ataçoğlu'nun çocukları Berna (6) ve Pinar (7) yaralandı.



AHMET TOSUN, FUAT ASLAN, AHMET ALİ ÖZ ÖLÜ OLARAK FEYYAZ ALKAN TARAFI OLARAK NİLAHLARI İLE BİRLİKTE İLE GEÇİRİLMİŞTİR.

Mezarda sanılıyordu, oysa dağlarda...



Ahmet Tosun'un kaza ya...

"Ölü terörist" in kanlı planı

PKK Bölge Lideri Ahmet Tosun için, geçen yıl 20 Ağustos'ta çıkan çatışmadan sonra, öldürüldü açıklanması yapılmıştı. Sımdı ise, Tosun'un bir eyem timiyle İran'dan Türkiye'ye giriş yaptığı bildirildi.

Kadir SABUNCUOĞLU

DOĞUBEYAZIT, (Ağrı). (hha) Ağrı Dağları'nda geçen yıl yapılan operasyonun ardından öldürüldüğü açıklanan PKK Örgütü'nün bölge lideri öğretmen Ahmet Tosun, bey yakınına amansızca kurşun atıp öldürüldüğü için "ca-navar" adı verilen Ahmet Kesip ile birlikte yine ortaya çıktı. Devlet yönetiminde görev alanlar ile çocuklarına yönelik eylem yapacakları öğretilen lider Tosun ile canavar Kesip'in 10 kişilik ve ruha tamik birlikte ülkesine İran'dan girdiği bildirildi. Sınırdaki "küp uçmaz kervan geçmez" kesimlerinde, yore halkı ile "dosta" ilişkiler kurarak barınmaya çalışılan bölge ekşiyamı vakında "sah-neye çıkılmaz" ve korku salınması ihtimaline karşı jandarma komando birlikleri "te-yakkuz" durumuna geçti. İvanıyunda "Apocular" diye bilinen PKK Örgütü'nün son dönem teröristi Ahmet Kesip, 22 Kasım 1985 günü, Kars'ta Aralık ilçesine bağlı Karahallı Köyü'nde yakınıları Cemal, Asya, Tacettin Kesip ile Turgut Tirpan ve Rıza Karapınar'ı kurşunla yararak öldürmüştü. Bir süre gözaltı meyi başaran Ahmet Kesip, 26 Temmuz günü bölge lideri Ahmet Tosun ile birlikte Ağrı Dağları'nda eylem halinde ortaya çıktı. Bir kaç gün 10 kişilik ekşiyamı 5 Ağustos 1985 gününe kadar Ağrı Dağları'na tırmanış yapan 4 ayri vabancu dağcı grubu ile Türk rehberleri bir süre retim alımı, malzemeilerin bir bölümünü taşıyarak bir bölgenin yakınına ke yakınına

Bu olaylar üzerine Mehmetçik, Ağrı Dağları'nda, "terörist avı"na çıkmıştı. 20 Ağustos günü çıkan salih çatışmada "Yaşar" kod adlı Ahmet Tosun, Fuat Aslan, Ahmet Ali Özün ölü. Feyyaz Alkan'ın ise varati olarak ele geçirildiği açıklanmıştı. Bazıları yaralı olan 6 terörist ise Kürçük Ağrı yakınılarından İran'a kaçırmış başarmıştı. 22 Kasım 1985 günü tekrar Aralık'ta Karahallı Köyü'nde or

taya çıkan terörist Ahmet Kesip, aralarında kardegi ve amcasının oğlunun da bulunduğu genç, "Bana da askerlik yapacaksınız" diyerek, zorla İran'daki PKK kampına götürmüştü.

Güvenilir kaynaklardan edinilen bilgiye göre, İran'da "Saddam Hüseyin muhalifleri" Irak Sosyalist Kürdistan Birliği mensupları olarak yüz bulan PKK Örgütü, Türkiye'ye yönelik yeni eylem planları hazırladı. Türkiye-İran sınırında alınan güvenlik önlemleri karşısında bolucu ekşiya, Boralan, Silley geçitlerini kullanmadı. Öldürüldüğü bildirilen Ahmet Tosun, yanında Ahmet Kesip ve 10 eyemci arkadaşları olduğu halde

Çaldıran yakınlarından Türkiye'ye girmeyi başardı.

İstihbarat birimlerine ulaşılan bilgilere göre, bolucu ekşiya, ülkesine girmekten hemen sonra surekli yer değiştirilmeye ve barınacağı yerlere kaymaya devam ederek izlerini kaybetmeye çalıştı. Bolucun bu yolları yüzünden yore halkı ile ilişkiler kurmak zorunda kalan bolucu ekşiyamı, her gün ayrı bir yorede görülmesi endişelerini artırdı. Ekşiyamın, Tuluca, İğdir, Diyadin, Tuluca yörelerindeki dağılık kesimlerde ve yaylalarında koyulur tarafından görülmesi üzerine güvenlik kuvvetlerine istihbarat yağmaya başladı. Yaylalarındaki alıcılar bir araya toplanırken, tedirgin olan bazı köylerde alınlı devriyeler gece gündüz nöbet tutmak için seferber oldu.

Bölgede "sempatizanları" tarafından da korunan bolucu ekşiya, sınırdaki oğluna mayaya ozen gosterdi. Bu arada terörist Ahmet Tosun ile Ahmet Kesip'in amcasına 10 milyon lira ödülü düşen soy-lentileri de geçmeye yarıldı. Bolucu ekşiyamın herhangi bir eyleme girişmesi halinde, mu-dahale için jandarma komando birliği Doğubeyazıt'taki bölge trafik bir suya yerleşti. "Muteyyakkaz" durum-da olan jandarma komando-sunun, keskin süsancılardan oluştuğu öğretili.

Hürriyet

22.7.1986



ÖRGÜTE DARBE KKP örgütünün Merkez Komite üyesi ve basın yayın ile örgütlenme sekreteri "Cemal Fırat" kod adlı Kemal Belçik'in de (altta ortada) ele geçirilmesi ile örgüte büyük darbe indirildi. Elazığ'da ortaya çıkarılan örgütünde ele geçirilen il sorumlusu Halit Çağlar, (sağda) örgütün çalışma ve hedefleri konusunda geniş açıklamalarda bulunarak, Suriye'den büyük destek gördüklerini söyledi. (Fotoğraf: hha - Faruk CANPOLAT - ELAZIĞ)

Yasadışı TKEP ve KKP üyesi biri kız, 10 militanın eylem planları suya düştü...

Böyle yakalandılar

Ele geçirilen teröristler arasında bulunan KKP'nin Elazığ il sorumlusu Halit Çağlar, Suriye'den destek gördüklerini itiraf etti...

Faruk CANPOLAT

ELAZIĞ, (hha) - Türkiye Komünist Emek Partisi (TKEP) ve Kürdistan Komünist Partisi (KKP) üyesi bir kız 10 militan, güvenlik güçlerinin seri operasyonları sonucu yakalandı. Örgütü içindeki çok sayıda belge, silah ve mermi ile birlikte ele geçirilen KKP'nin Elazığ il sorumlusu Halit Çağlar, Suriye'den destek gördüklerini itiraf etti.

Yakalanan yurt dışı kongreleri temsilci olarak merkez komiteye gitmek üzere birimlerini oluşturmuş ve Elazığ'da eylem planları üzerinde çalışmaları yanında silahlı istihbaratı devreye sokarak güvenlik güçleri, seri operasyonlar düzenlediler.

Operasyonlar sırasında Yenimahalle sınıtı Çanak Sokak'taki örgütünü de ortaya çıkaran güvenlik kuvvetleri, aralarında KKP Merkez Komite üyesi basın yayın ve örgütlenme sekreteri "Cemal Fırat" kod adlı Kemal Belçik ile örgütün Elazığ il sorumlusu Halit Çağlar'ın da bulunduğu 10 militan yakaladı.

Çok sayıda örgütsel belge, 5 el bombası, 1 taktik kılıcı, 6.5 metre uzunluğunda 2 tabanca, 16 mermi, 4 makine, 1 makine ve sahne kılıklı belgelerle birlikte yakalanan KKP ve TKEP üyesi Yusuf Kip, Songül Çoçukun, Hasan Önderin, Ali Rıza Aslan, Nevruz Erdem, Orhan Ocak, M.Sait Arık ve Rahmi Aydın'ın sorgulamaları sırasında örgüte ilgili geniş bilgiler elde edildi.



Güneydoğu Anadolu'ya büyük imkân...

GAP'a hava alanı

Ulaştırma Bakanı Veynel Atasoy, yıl sonuna kadar otomatik telefonlu merkez sayısının iki katına çıkarılacağını söyledi. Bakan, "THY'nin Singapur hattı kâra geçmek üzere" dedi.

ULAŞTIRMA Bakanı Veynel Atasoy, GAP 1. Etapı için Güneydoğu Anadolu'ya havaalanı kurulacağını açıkladı.

Bakan Atasoy, Dış Ticaret Derneği'nce düzenlenen seminerde şunları söyledi:

• Son üç yılda otomatik telefon olan merkez sayısını 400'e çıkardık. Yıl sonuna kadar bu sayı 850 olacaktır.

• Ulaştırma Şurası yıl sonuna doğru kurulacak. Burada ihracatçıların sorunlarını ele alacağız.

• İhracatçılar milli fiyoyu tercih etmelidir. Çok amaçlı büyük limanların yapılması gerekiyor. Bunlara özel sektör talip olmalı.

• THY'nin yeni açılan Singapur hattı kâra geçecek duruma geldi. ABD ve Avustralya gibi hatlarını açılmasını öne almayı düşünüyoruz. Artık Batılılar da THY'yi tercih ediyor. Atatürk Havalimanı birinci sınıf olacak.

• Hava yollarının en büyük problemi pilot yeteri zayıflığı. THY, a-11 pilot yetiştirmek için önemli adımlar atacak.

• Kargo taşımacılığını daha çağdaş hale getireceğiz. İkrâm hizmetlerini de özelleştireceğiz. Artık Batılılar da, THY uçaklarını tercih etmeye başladılar.

• Dış ticaret sektörüyle ulaştırma sektörü dayanışmaya içine girerse, sorunları daha cabuk çözerler.

SEÇİME DOĞRU

İçişleri Bakanı Doğu gezisine gideceğini açıkladı

"BÖLÜCÜLER TATİLE ÇIKMIYOR Kİ.."

Bingöl'e gidecek: Akbulut: "Bingöl'de ara seçim var, fakat ben propagandaya değil, teşkilâtında incelemeler yapmaya gidiyorum"

Yalçın MALGIL

ANKARA, (Tercüman). İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut, seçim yasalarının başladığı şu günlerde Doğu ve Güneydoğu illerini kapsayan bir inceleme gezisine çıkacağını açıkladı. Akbulut, "Seçim yasaları var diye bölücüler tatile çıkmıyor ki. Bu nedenle ben propaganda yapmaya değil teşkilâtında sorunlarını yerinde öğrenmeye gideceğim" dedi.

İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut, Tercüman'a yaptığı açıklamada ara seçim yasalarının devlet kademelerinde görev alanların propagandası yapmalarını engellemek için konulduğunu hatırlattı. Yasaların sırasında çıkacağı inceleme gezisinde propaganda yapmayacağını söyleyen Akbulut şunları dedi:

"Gerekli gördüğüm illerde incelemelerde bulunacağım. Güneydoğu'da sorunlar sürekli engel sistemi ile donatılıyor. Orada ne yapıyor? Polis ve Jandarma Doğu'da vatandaşlara hizmet vermeye çalışıyor. Ne gibi sorunları var? Bunların cevaplarını öğrenmek gerek. Polisimizin, jandarmamızın derinlerini sorunlarını yerinde incelemek, yerinde dinlemek gerek. Onları her zaman sahiplendiğimizi ve Türk devletini bölmeyi amaçlayanlarla canlarını dışlerine takarak çalışanların arkasında olduğumuzu bizzat gözde hissettirmek gerek. İlla bir partinin seçim propagandasını yapmak gerekli değil."

BÖLÜCÜLER TATİLE ÇIKMIYOR

İçişleri Bakanı Doğu ve Güneydoğu Anadolu'daki bölücülerin şu günlerde sindirilmiş olduğunu, fakat bunların bir boşluktan yararlanarak yeniden başkaldırmaya hazırlanabileceklerini belirttik, "Geçtiğimiz yıllarda şahit olduk. En ufak bir fırsat yaratıldığında rejim düşman-

ları ve memleketimizi bölmek isteyenler harekete geçerek eylemlere başlıyorlar. Biz bunlara göz açtırmamak şartımızdır. Seçim yasaları var diye tatile çıkmaya da niyetleri yok. O nedenle Türk devletini bölmeyi amaçlayanlarla mücadeleyle sardıracağız" dedi.

BİNGÖL'DE GİDECEK

İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut, inceleme yapacağı iller arasında Bingöl'ün de bulunduğunu hatırlattı. "Bingöl'de ara seçim var. Fakat teşkilâtçı değilim. Ben propaganda yapmaya gitmiyorum. Teşkilâtın sorunlarını dinlemeye gidiyorum. Eğer propaganda yapmayı amaçlıyorsanız, Akai takdirde yapacağım incelemeler mesele yaratmaz" şeklinde konuştu.

Adam kaçıran eşkiya, bu kez köye indi

Hain baskın: 3 ÖLÜ

- Sırdinli yöresinde önceki gün 3 kişiyi kaçıran bolucu cete mensupları, dün de Sırt yöresine bombalı bir baskın düzenlediler. Kadın çocuk dinlemeden saldıran PKK cılar, 5 kişiyi de yaraladı.
- Eşkiyanın elinde bulunan iki köylüden haber alınmadı.



SIRT-SEMDİNLİ, (Halk Sırtı), (hba) - Bolucu cete mensubu eşkiya, önceki gece Sırt il merkezine bağlı Meşelidere Köyü'nün Eğlence mezarına bombalı ve silahlı baskın düzenleyerek, sekiz saatlik 3 kişiyi acımasızca öldürdü; 5 kişiyi de yaraladı. Gözle görülen saldırı, bölge olayları sonuna kadar Bu arada, Sırdinli İlçe'nin İran sınırına iki kilometre uzaklıktaki Alan Köyü'nden, bolucu cete mensupları tarafından kaçırılarak İran'ın Zeve kasabasına götürülen 2 kişiden, dün de bir haber alın-

madı. Bolucu cete mensuplarının, kaçırdıkları Malik Zeyneliler ile M. Sait Çiftçi'yi bu kez Irak'a götürdükleri öğrenildi. Meşelidere Köyü'nün Eğlence mezarını kana bulayan olay, önceki akşam saatlerinde meydana geldi. Köyün sakinleri henüz bilinemeyen bolucu cete mensupları, hermandan eve dönüş hazırlığı içindeki köylüleri kuşatıp otomatik silahlarla tatarken, birkaç da el bombası atılarak baskın sırasında Abdullah Eroğlu, Mehmet Güler ve Feriyan

Biliç, olay yerinde can verdi. Mavi Uluç, Ramiz Uluç, Ahmet Uluç, Mehmet Yılmaz ile Mehmet Uluç ise çeşitli yerlerinden yaralandı. Musum ve savunmasız kaplı mezarınca katleden saldırganlar, daha sonra olay yerinden kaçtılar. Yaralılar Sırt Devlet Hastanesi'ne kaldırıldı. Ağır durumda olan Mehmet Uluç, burada yaralanmış diğer iki köylüden sonra Diyarbakir Tıp Fakültesi Boğaz Hastanesi'ne götürüldü.

YeniGündem

Haftalık Dergi

16 - 22 . 6 . 1988

İsmail Beşikçi İngiliz basınında

140'ın tek mahkûmu

Londra'da yayınlanan muhafazakâr eğilimli *The Times* gazetesinde Haziran başında yayınlanan Caroline Moorehead imzalı yazının bir bölümü şöyleydi: "Sosyolog olan İsmail Beşikçi yazılarında hep Kürtlerin ayrı bir etnik grup olduğunu vurguladı. Kendisi Kürt olmamasına rağmen Kürtlere yapılan muameleyi açıkça eleştirdiği için Gaziantep hapisanesinde 13 yıllık cezasını çekiyor." Demokratikleşme ve Avrupa'da "hak edilen yeri almak" çabalarının gazetelerde çarşaf çarşaf yer aldığı dönemde, komünizmle ilişkisi olduğunu en fanatik sağ kafaların bile iddia edemeyeceği *The Times* gazetesinin Düşünce Suçluları bölümünde gündeme getirdiği İsmail Beşikçi kimdi?

Bilim hayatına 1965 yılında Erzurum Atatürk Üniversitesi'nde başlayan İsmail Beşikçi "Doğu Anadolu'nun İnzani" adlı doktora tezinden dolayı hıma uğrayarak 1971 yılında bu Üniversite'yle ilişkisi kesildi. Bunu sağ yarılar arasında adları daha sonra MHP ve Ülkü Ocakları davasında geçecek olan Profesör Orhan Türkdoğan ve Yılmaz Durak da vardı. Erzurum'un aradığı kısa bir süre Ankara Üniversitesi Sosyal Bilimler Fakültesi'nde hocalık yaptı ve 12 Mart 1971'de İstanbul'a göçtü. Etkinlikleri, yazdığı denemeler, kitapları, fikirleri, tutumları, politikaları, sosyalizm ve kürtçülikle ilgili görüşleri, hak etmiş ya da kazanmış yarıları hakkında yazdığı yazıları, 1974 affıyla çıkardığı yazıları, 1975'ten çıkıttıktan sonra yazdığı yazıları, "Kürtlerin Millî Sorunu" adlı kitabı, "Türk Tarih Tezi" adlı kitabını, "Çarşaf Çarşaf" adlı kitabını, "Yeni Halk" adlı kitabını, "İngiliz Basını"



Beşikçi — 1971'de başlayan hapisane turları sürüyor.

Beşikçi, İsviçre Yazarlar Birliği Başkanı Boulanger'ye yazdığı mektup nedeniyle yargılandığı Gölçük Donanma ve Sıkıyönetim Komutanlığı Askeri Mahkemesi'ne Askeri Yargıtay'a göndermek üzere verdiği savunmasında "Bu davada düşünce ve bilim yargılanmıştır. Davanın sanığı düşünce ve bilimdir. Ben değilim" diyordu.

Beşikçi şöyle devam ediyordu: "Bu yargılamanın 17. yüzyılda Galile'yi yargılayan engizisyon yargılamalarından hiçbir farkı yoktur. Aynı öz egemendir. Düşünceyi boğmak, beyni köleleştirmek, kötürümleştirmek. Somut gerçeklerin ifade edilmesini önlemek. Bilimsel düşünceyi engellemek, resmî ideolojiyi egemen kılmak. Emir ve itaat altına alınmış, birbirini tekrarlayan, tek sesli, kişiliksiz bir toplum yaratmak... Düşüncenin ve bilimin yargılandığını ve mahkûm edildiğini söyledim. Bilimsel düşünce ve bilimin doğruları ise savunulur. Bilimin doğrularından kaçılmaz. Bilimsel düşünceden, bilimsel bilgilerin açıklanmasından taviz verilemez..." Sonuçta hüküm kesinleşiyordu.

İsmail Beşikçi, 239 sayfalık savunmasını 10 dakikada okuyup karar verdiğini öne sürdüğü mahkeme hakkında, 10 Ocak 1983 tarihinde bir dilekçe yazarak, yeniden Askeri Yargıtay'a başvuruyordu. Beşikçi bu kez, kendisini yargılayan mahkemenin sanıklardan rüşvet aldığı için ortaya çıktığını ve bunun da gazetelere yansıdığını bildiriyordu. Beşikçi "rüşvet almaktan yargılanan hakimlerin verdiği kararın hukuki olmadığını" savunuyordu. Ama bir isteği reddolunuyordu.

Sonuçta, Türkiye Yazarlar Sendikası üyeliği dışında bir örgüt üyeliği bulunmayan İsmail Beşikçi, hâlâ Türkiye'nin Türk Ceza Kanunu 140. maddeden içeride olan tek mahkûmu olma özelliğini sürdürüyor. □

TCK 140
(Değişik: 4956/10.11.76)

Devletin dışına çıkarmak, kını kıracak biçimde...
rumu hakkında...
süz, abartılmış ya...
yalı havadis ya da...
ya da ulusal çıkar...
herha... bir...
yurt... iş... ya...
üzere...
za)